

**La Dévolution
Successorale
des Exploitations Agricoles**

THESE POUR LE DOCTORAT
soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le samedi 3 mai 1941, à 14 heures

par
ANDRÉ CARON
Lauréat de la Faculté
Avocat Stagiaire

JURY D'EXAMEN

M. LEMONNIER, Professeur, <i>Président de la Thèse</i>	
M. FRÉJAVILLE, Professeur	} Suffragants
M. SAINT-GERMÈS, Professeur	



SAINT-LO
IMPRIMERIE BARBAROUX

1941



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**La Dévolution
Successorale
des Exploitations Agricoles**

THESE POUR LE DOCTORAT
soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le samedi 3 mai 1941, à 14 heures

par
ANDRÉ CARON
*Lauréat de la Faculté
Avocat Stagiaire*

JURY D'EXAMEN

M. LEMONNIER, Professeur, <i>Président de la Thèse</i>	
M. FRÉJAVILLE, Professeur	} Suffragants
M. SAINT-GERMÈS, Professeur	



SAINT-LO
IMPRIMERIE BARBAROUX

1941

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTE DE DROIT

Année scolaire 1940-1941

Doyen :

M. HENRY NEZARD (*, I. ☉)

Doyen honoraire :

M. EUSTACHE PILON (C. *, I. ☉)

Assesseur du Doyen :

M. GOMBEAUX (*, I. ☉)

Professeurs honoraires :

MM. CABOUAT (O. *, I. ☉)

DEGOIS (I. ☉).

BRIDREY (*, I. ☉).

Professeurs :

MM. NÉZARD (*, I. ☉), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière ;

GOMBEAUX (*, I. ☉), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;

BRUNET (*, I. ☉), professeur sans chaire, Député ;

LEPARGNEUR (*, I. ☉), professeur de Droit commercial, chargé du Cours de Droit maritime ;

LEMONNIER (I. ☉), professeur de Droit Civil, chargé du Cours de Législation industrielle ;

PERREAU (*, I. ☉, *), professeur de Droit criminel ;

LAMPUÉ (I. ☉), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;

YVER (§ ☉) professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit Privé ;

PRUD'HOMME (*, §, ☉), professeur de Procédure Civile et de Voies d'Exécution, en congé ;

FRÉJAVILLE (☉), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé ;

BESNIER (§ ☉) professeur de Droit Romain, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;

LEDOC, professeur d'Economie Politique en mission ;

SAINT-GERMÈS, professeur d'Economie politique.

FOURGEAUD (*), Professeur d'Economie politique ;

VILLEY-DESMESERETS, Agrégé ;

PLANCQUEEL, chargé des Cours de Procédure Civile et de Voies d'Exécution ;

Secrétaire :

M. ROUX (*, I. ☉, §, §), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA DEVOLUTION
SUCCESSORALE
DES
EXPLOITATIONS AGRICOLES

INTRODUCTION

*« Un champ, qui tombe en friche,
c'est une portion de France qui meurt » (1)*

Les graves événements récents ont mis en lumière plus d'une vérité. L'histoire et l'expérience montrent, en effet, que si les périodes de facilité tendent à obscurcir, sinon à cacher les vérités premières, les temps difficiles amènent les humains à reconsidérer certains problèmes sous leur jour véritable. Ainsi, nos dirigeants actuels sont en train de remettre l'agriculture à la place qu'elle n'aurait jamais dû quitter en France : c'est-à-dire, la première. Certes, notre industrie s'est développée, mais elle n'atteint pas et n'atteindra jamais, par suite de la différence de potentiel existante, la production de nations comme les Etats-Unis, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne. Au contraire, notre agriculture, rivalisant sur certains points, dépasse, sur de nombreux autres, les grandes nations agricoles de l'Europe et du Monde. Mais donne-t-elle les résultats que, légitimement, on est en droit d'attendre d'elle ? Non, loin de là. Depuis longtemps, deux vices principaux, deux maladies déprimantes la minent. Ce sont : l'exode rural et le morcellement. Oh ! certes, depuis longtemps, on les dénonce, qui, à la tribune du Parlement, qui, dans les journaux, qui, dans les Syndicats Agricoles, qui même, dans des thèses et articles nombreux, sans compter les enquêtes menées par les pouvoirs publics ou les simples particuliers ! Mais, en France, si on parle beaucoup, on agit peu. Toutes ces plaidoiries, tous ces discours, tous ces articles furent écoutés ou lus. Certains y

(1) Message du Maréchal Pétain, du 26 juin 1940.

attachèrent de l'intérêt. Mais la grosse majorité, comme sur beaucoup d'autres points, resta indifférente, veule, voire même sceptique. Et pourtant la campagne se dépeuple ; notre territoire se morcelle au point d'être laissé inculte en beaucoup d'endroits ou de ne produire qu'un rendement inférieur ; notre agriculture enfin, au point de vue de l'organisation rationnelle et de la technique, se trouve placée de plus en plus dans une position inférieure. Ces faits, ce morcellement et cet exode rural, dans cette introduction, nous voudrions simplement et objectivement les exposer. Nous voudrions, en quelques pages, montrer où en sont arrivés le morcellement du sol français et la dépopulation de nos campagnes, et en quoi ces faits sont-ils néfastes. Cette étude économique paraîtra, peut-être déplacée. Cependant nous la jugeons nécessaire. Se cantonner dans une stricte étude de textes amènerait un examen de la question trop borné. En laissant de côté l'incidence économique, nous laisserions, par là-même, bien des questions sans réponse. Avant d'exposer le pourquoi de la réforme constituée par le décret-loi du 17 juin 1938 et les lois du 26 juillet et du 8 novembre 1940, il nous faut créer l'atmosphère de cette réforme. Les quelques faits que nous citerons, nous permettront de mieux exposer à sa valeur l'œuvre du législateur, de mieux la comprendre, et de mieux la juger. Dans une première section, il nous faudra donc constater le morcellement de l'exploitation agricole française et ses conséquences ; dans une seconde, nous montrerons l'exode rural ; dans une troisième et fort brève section, le pourquoi de cette étude se dégagera de lui-même,

SECTION I

LE MORCELLEMENT

Avant d'en examiner les effets, il nous faut le constater.

§ I. — *A quelles sortes de propriétés s'attaque-t-il ?*

Le mot morcellement recouvre trois faits économiques différents : il désigne, en effet, en gros, le morcellement proprement dit, la dispersion et le parcellement. Le morcellement consiste dans la division du sol entre de nombreux propriétaires. En soi, il est excellent. Il permet l'accès à la propriété d'un très grand nombre d'individus. Mais, si on le pousse à l'excès, si on le continue logiquement, il aboutit à deux faits, à deux états du sol fort condamnables : la dispersion parcellaire et le parcellement. La dispersion parcellaire peut se définir comme la décomposition de la propriété rurale en plusieurs parties non contigues, et le parcellement comme la division de la propriété en morceaux fort exigus, à l'aide de clôtures ou de cultures différentes. Ces deux états, en effet, sont condamnables, alors qu'en lui-même, originairement, le morcellement, nous le répétons, est chose excellente. Le morcellement a donné le bon résultat suivant : il a multiplié la petite propriété. Oh ! certes il ne faut pas croire, comme certains malheureusement, qu'avant la Révolution française et le code civil, la petite propriété n'existait pas en France. Elle existait, au contraire, fort nombreuse, si nombreuse que, déjà, certains hommes comme Quesnay, Turgot, et Boisguilbert, regrettaient et déploraient le morcellement. Cependant, à côté, il existait de grandes propriétés qui comprenaient la majeure partie du sol (1). Le

(1) D'après Jimel, (La division du sol, journal de la Société Statistique de Paris, juin 1885, P. 228), à la fin de l'Ancien Régime, il y avait en France 100.000 grandes propriétés représentant 50 à 60 % du sol et 4 millions 690.000 moyennes et petites propriétés représentant 49,4 % du sol.

morcellement n'était alors un mal économique que dans son application à la petite propriété. Mais la Révolution, et à sa suite, le code civil se sont attaqués, par la force même des choses, aux grandes propriétés, dont beaucoup s'émiettèrent. Cependant, depuis lors, certaines se sont maintenues, d'autres se sont reconstituées. Maintenant, la grande propriété reste constante, le morcellement n'agit plus sur elle, ou peut-être ses effets apparaissent moins. Pour elle, la dispersion n'existe pas ou elle est fort rare. Quant au morcellement, s'il se produit parfois, ses résultats laissent encore des propriétés viables, qui, disposant de moyens puissants, prospèrent et retrouvent vite leur consistance originelle. Quoi qu'il en soit, actuellement, ou plutôt avant cette guerre, car nous ne pouvons discuter d'après l'état actuel des choses, par exemple dans le Nord de la France ou dans la Beauce ou dans le Soissonnais, assez nombreuses existent des grandes propriétés de cinquante, cent hectares et davantage, aux mains d'un ou de plusieurs individus. Elles pratiquent une véritable industrie de la terre ou y tendent. Elles recherchent, avant tout, à retirer les plus gros bénéfices. A leur suite, véritable plaie sociale, se constitue un prolétariat rural formé de Français, dont le nombre diminue de plus en plus, et d'étrangers, dont le nombre augmente sans cesse. A leur suite, nos campagnes, par essence laborieuses et amoureuses de leur travail, virent, par exemple au cours de l'année 1936-1937, des grèves comme la banlieue parisienne ou les docks marseillais. Ces grandes propriétés, qui pratiquent une culture industrialisée au plus haut point, qui recherchent dans la culture à la fois la plus grosse production comme les plus gros bénéfices, il faut les condamner.

Au point de vue social, elles apportent tous les malaises, toutes les maladies qu'entraîne le prolétariat. Si cette industrialisation de la terre, dans le sens où nous l'entendons, devenait générale, nous verrions la disparition de nombreux

petits exploitants autonomes, qui quitteraient la terre ou y resteraient avec une ardeur moindre, et une rancœur sans pareille. La création d'un salariat dans l'industrie n'a pas facilité la solution des problèmes sociaux. Qu'au moins la terre française ne connaisse pas, ou connaisse le moins possible, cette figure de l'ouvrier moderne, sorte de nouvelle machine sans âme, sans personnalité, sorte de robot perfectionné, bon à tout et bon à rien ! Que la terre française garde ses petits et moyens exploitants ruraux ! Au point de vue économique, certes, la grande propriété permet d'utiliser avec le meilleur rendement possible le machinisme dans son application à l'agriculture. Mais le rendement obtenu sera fort onéreux, parce que très faible. On ne peut, en effet, transporter les solutions obtenues dans l'industrie à l'agriculture. Agir ainsi, ce serait méconnaître les difficultés inhérentes à celle-ci. Si, par exemple, en industrie, une sage politique de collaboration entre la production des matières premières et la fabrication permet d'obtenir des rendements constants, au contraire, en agriculture, l'homme n'est pas le seul maître, la nature a toujours le dernier mot. En particulier, la culture reste soumise à l'influence des saisons : ainsi, l'hiver apportera-t-il un ralentissement considérable du rendement, alors que les frais généraux d'installation et de production resteront toujours les mêmes. L'industrialisation, le seul avantage économique de la grande propriété, ne se présente même pas sans inconvénient. Enfin, plus la propriété est grande, plus la surveillance, l'autorité nécessaire, l'œil du maître font défaut. Or, en la matière, la chose est capitale. En résumé, donc, la grande propriété offre peu d'avantages et de nombreux inconvénients. Son seul inconvénient social suffit à sa condamnation. Le point de vue social doit dominer le point de vue économique. Nous sommes arrivés en de nombreux domaines à de tristes résultats pour avoir méconnu cette vérité. Aussi, le morcellement, s'attaquant seulement à ce type de

propriété et d'exploitation, serait un bien et un bienfait sans prix. Mais on peut constater que les grandes exploitations, surtout celles que nous appellerons (les manufactures industrielles en plein air) (1), subsistent et sont peu atteintes par le morcellement. Non seulement, elles ne diminuent pas, mais elles se développent au détriment de la petite et de la moyenne exploitation. La grande propriété, que nous fixerons, peut-être arbitrairement, mais toute fixation n'est-elle pas arbitraire en elle-même, à partir d'une contenance de 50 hectares et plus, compte encore en France 114.212 exploitations, c'est-à-dire 2,9 % de la totalité des exploitations. Elle occupe 13 millions 486.357 hectares, représentant 29,1 % de la surface totale exploitée (2).

Le morcellement, le parcellement sont moins les maux de la grande que ceux de la petite et de la moyenne propriété. En effet, les moyennes exploitations (20 à 50 hectares), représentées par 383.370 exploitations (9,6 % du nombre total des exploitations), occupent encore 28,1 % de la surface exploitée. Les petites exploitations (10 à 20 hectares), elles, représentées par 590.150 exploitations (15 %), occupent 20,6 % de la surface totale (2). Ces exploitations de 10 à 20 hectares représentent le type d'exploitation normalement petite. Elles correspondent, en étendue, au nombre d'hectares correspondant lui-même aux possibilités de travail de la famille paysanne. Ce sont celles (3) « où un ménage, pour peu qu'il soit aidé par un grand-père vieillissant, un enfant sorti de classe, peut se tirer d'affaire seul ». Ce sont celles qui conviennent à

(1) M. Lepargneur. Cours de Droit. Commercial 1937-1938, section I. Introd.

(2) Tous ces chiffres et ceux qui seront cités aux pages suivantes sont tirés des « Résultats généraux de l'enquête agricole de 1929 » qui se fonde sur une surface totale exploitée de 46 millions 205.319 hectares et sur un chiffre d'exploitations de 3 millions 966.330.

(3) E. Guillaumin (Panorama de l'évolution paysanne 1875-1935, Paris 1936), P. 42.

une famille aidée d'un personnel restreint. Elles représentent le type de l'exploitation familiale. Mais si nous additionnons le nombre des petites, des moyennes et des grandes exploitations, et si nous comparons ce résultat au total, il nous reste encore 72,5 % ; c'est-à-dire 2 millions 878.598 exploitations. Leur superficie s'élève à 10 millions 281.192 hectares (22,2 %). Elles s'étendent donc, en moyenne, sur 3 hectares 5. Nous touchons là le point malade ; nous atteignons les résultats du morcellement. Comparons ces résultats, en effet, avec ceux d'une enquête agricole de la fin du 19^e siècle, par exemple l'enquête de 1892. La comparaison sera malheureusement un peu faussée car les données de base ne sont pas exactement identiques. L'enquête de 1892 portait sur des exploitations de 0 à 10 hectares, de 10 à 40 hectares et au-dessus de 40 hectares. De plus faisons la remarque qu'entre 1892 et 1929, il y eut la victoire de 1914-1918 et sa conséquence : le retour de l'Alsace et de la Lorraine au sein de la mère patrie. Ceci dit, en 1892 pour les exploitations de 0 à 10 hectares, on obtenait le chiffre de 2 millions 617.558 exploitations couvrant 11 millions 244.700 hectares. Or, en 1929, malgré le retour de l'Alsace et de la Lorraine, le chiffre des exploitations a bien augmenté de 261.040 mais la superficie couverte, elle, a diminué de 963.608 hectares. Que conclure de cette constatation brutale, certes, mais si frappante, sinon à un morcellement de plus en plus intense. La superficie moyenne occupée en hectares était donc de 4 hectares 2 en 1892. En 1929, cette moyenne tombe à 3 hectares 5. Celle-ci, si grossière soit-elle, surtout si on lui ajoute les deux autres faits : augmentation du nombre des exploitations, diminution des superficies cultivables, prouve néanmoins un morcellement continu et ample de 1892 à 1929. Pour les autres catégories, à titre d'information, je dirai simplement qu'au-dessus de 40 hectares, en 1892, on compte 138.671 exploitations couvrant 12 millions 946.000 hectares, alors qu'en 1929, au-

dessus de 50 hectares, on compte 114.212 exploitations couvrant 13 millions 486.357 hectares : la grande propriété se maintient donc. Enfin le morcellement nous sera de nouveau prouvé par la comparaison des résultats globaux des deux enquêtes. En 1892, 3 millions 467.347 exploitations couvraient une superficie de 46 millions 684.100 hectares ; en 1929, le nombre total des exploitations passe à 3 millions 966.330, mais la superficie diminue jusqu'à 46 millions 205.319 hectares. Ces résultats globaux prouvent deux choses : D'abord le morcellement ; malgré une augmentation de 498.983 exploitations, malgré l'accroissement à la suite de la victoire de 1918 de notre territoire, la superficie cultivable a diminué de 478.781 hectares. Ensuite l'augmentation des terres en friche pour un nombre plus considérable que celui de 478.781 hectares, car en Alsace et en Lorraine peu de terres étaient abandonnées ou incultes. L'accroissement, qu'elle nous apportait, restait inopérant à maintenir l'équilibre. De cette deuxième constatation, d'ailleurs, la confirmation va nous être donnée bientôt.

§ II. — *Effets du Morcellement.*

22,2 % des exploitations, avons nous dit, ont moins de 10 hectares. Ces exploitations viennent, ni plus, ni moins du travail lent d'érosion, accompli à la suite du morcellement des exploitations plus grandes. Elles se sont divisées en petites parcelles, parfois de quelques ares. Les exemples-types sont nombreux. Ainsi (1), on peut citer l'exemple fourni par la commune de Coupvray (Seine-et-Marne) : 11 hectares dans une section étaient divisés en 250 parcelles de 4 ares 40 en moyenne, la plupart restant en friche. Citons encore com-

(1) Communication à la Société Nationale d'Agriculture. Année 1899.

me autre exemple, celui de l'Ile de Ré, où la terre se voit divisée en étroites lanières de terre, celui de la commune de Chaingy (Loiret) où la propriété est morcelée en parcelles de 2 à 3 mètres carrés (1). Enfin dans notre pays, en Normandie, il n'est nul besoin de citer de chiffre ; il suffit de s'y promener. On peut y voir un morcellement excessif. Souvent, une pièce de terre d'une contenance, par exemple, d'un hectare, se voit divisée en deux, trois parties ou davantage, par une haie ou une séparation artificielle. Quels en sont les résultats ? Ils sont simples et variés, mais tous déplorables. Dans certains pays, les parcelles, devenant trop exiguës, sont vendues ; ou bien, elles sont laissées en friche ; ou bien, solution moins paresseuse, elles sont transformées en herbages. De toute façon, elles sont perdues pour la culture proprement dite. Mais, sans aller jusque là, supposons que les terres, quoiqu'exiguës, permettent encore une certaine culture. Cette culture donnera-t-elle des résultats fructueux ? Non. En effet, le parcellement se complique de ce que nous avons appelé, après certains économistes ruraux, la dispersion de la propriété rurale. Au lieu de former une propriété d'un seul tenant, nous allons avoir une propriété formée de nombreuses pièces de terre plus ou moins enclavées par celles des propriétés voisines, séparées et éloignées les unes des autres. Cette dispersion comporte, à sa base, le parcellement et le morcellement. Formée, à la suite d'achats successifs de son titulaire au gré des adjudications, ou des ventes, selon ses disponibilités pécuniaires, profitant du morcellement des autres exploitations, cette propriété permet-elle une culture profitable ? Non ! Certes, il ne faut pas généraliser. Dans un pays d'élevage, les inconvénients seront moindres, mais ils

(1) Cité par H. Almeras (la transmission du patrimoine des parents à leurs enfants dans les familles rurales Lozériennes) thèse Montpellier 1934, P. 105.

existeront cependant : en particulier, l'inconvénient produit par la perte de temps. Mais dans un pays de cultures, il apparaîtront vraiment. Le morcellement entraîne donc l'exiguité et la dispersion des terres. Aussi les inconvénients de l'une et de l'autre doivent nous amener à condamner le morcellement continu de la terre. L'une et l'autre empêchent, d'abord, la machine de donner son plein rendement. Nous entendons, ici, par machine tout appareil traîné par l'animal ou par le tracteur. Il faut, en effet, pour permettre une évolution profitable de la machine un terrain de dimensions suffisantes. Or, que nous disent des spécialistes de l'économie rurale en France (1) : « En fait, dans les 9/10^{mes} des terroirs de France, c'est un milieu essentiellement défavorable que rencontre la machine, en raison de l'exiguité et de l'éparpillement des parcelles ». Ils ajoutent (2) : les exploitations « éparpillent leurs efforts et gaspillent leur temps sur des parcelles disséminées aux quatre coins du terroir ; parcelles souvent trop exigues représentant une surface de quelques ares ». La dispersion, en effet, cause d'abord un gaspillage du temps : les terres, étant éloignées les unes des autres, il faudra transporter machines et instruments agricoles d'un endroit à l'autre et remettre le travail en marche à chaque fois ; ce temps passé au transport et à la mise en marche sera perdu. Or, dans l'agriculture, plus peut-être que dans d'autres domaines, le temps s'avère fort précieux.

Ensuite, elle éparpille les efforts sur les nombreuses parcelles de terrain, sauf à exiger une main-d'œuvre imposante, ou tout au moins accrue. Si nous ajoutons à cela d'autres inconvénients, comme les pertes de terrain du fait des nombreux moyens de séparation, la difficulté de garder le bétail dans les terres enclavées, nous concluons que la dispersion des

(1) H. et J. Hitier « Les problèmes actuels de l'agriculture » p. 48.

(2) H. et J. Hitier « Les problèmes actuels de l'agriculture » p. 49.

terres s'avère comme l'ennemi de la petite et de la moyenne propriété. Dans ces cas, en effet, l'augmentation de main-d'œuvre ne peut se produire, comme dans celui de la grande propriété, pour compenser cette perte de temps et ce gaspillage d'efforts.

L'exiguïté, elle aussi, conduit à de tristes résultats. Elle pousse à abandonner la terre ou à la laisser en friche ou dans un état tel qu'elle sera moins productive pour la collectivité. Nous n'insisterons pas sur le premier point que nous traiterons bientôt. Mais déjà, remarquons-le, l'exiguïté des terres incite le possesseur de ces terres à les vendre pour chercher ailleurs une meilleure fortune. Sur le second point, l'exiguïté aboutit à une production diminuée quant à son importance collective, quelque fois même annulée. On laisse les terres en friche, car le temps passé à les travailler ne serait pas récompensé par un rapport suffisant. Ou on les transforme de terres de culture en terres d'élevage. Le propriétaire, alors, retrouve une situation meilleure que celle par lui perdue. Mais la collectivité, la nation y perd certainement. Dispersion et exigüité des terres nuisent donc à la collectivité comme à l'individu. L'individu en ressent, peut-être, les effets, plus longtemps après la collectivité ; ceci explique en partie son égoïsme et son peu de compréhension pour ces problèmes ; mais, tôt ou tard, il s'en apercevra et constatera les effets désastreux du morcellement. La petite et la moyenne propriété, en un mot, les exploitations familiales sont donc atteintes, sont sans cesse érodées. Or, ce sont les plus intéressantes, celles qu'il importe de conserver, de maintenir et de développer. Au point de vue social, ce genre d'exploitation, surtout sur une propriété de 10 à 20 hectares, est le meilleur. Il assure la fixation à la terre de toute une classe nombreuse et intéressante. Oh ! certes, quelques-uns, en entendant parler de fixation à la terre, crieront au scandale, au renouveau féodal, au nouveau servage « réel ». Mais cette fixation à la terre se fera d'elle-même, volontairement, si les

intéressés comprennent et, surtout, veulent comprendre que c'est leur intérêt personnel. Il faut faire comprendre au paysan que son premier intérêt politique, moral, précaire, est là. La terre est sa raison de vivre. Or, comment mieux fixer le paysan au sol que par ce lien juridique si fort : la propriété. Etant assuré d'y rester et d'y prospérer, il sera intéressé à la stabilité sociale et hostile à tous bouleversements, qui remettraient en question sa propriété conquise et défendue, journellement, par son travail. Un régime fondé sur des bases paysannes sera certain de durer et de prospérer.

Au point de vue économique, l'exploitation familiale comporte aussi de gros avantages. Elle assure un rendement élevé en qualité, sous l'aiguillon de l'intérêt personnel. Le propriétaire apporte à son travail une ardeur, une énergie qui augmentent la valeur du fonds, surtout si, à cette volonté, se joint celle de la collaboration avec les propriétaires voisins. Par cette collaboration, il pourra acquérir les moyens de haut rendement, le machinisme qui lui font défaut ; il pourra joindre la quantité à la qualité. Car sur ce dernier point il apparaît sans rival, de par son soin, sa surveillance constante du plus petit détail, son amour du métier. Cette production, en outre, présente le gros avantage social d'être d'un prix de revient peu élevé. Elle n'utilise que peu ou point de salariés. Les ouvriers de l'exploitation familiale, ce sont, d'abord et avant tout, le père de famille, sa femme, et ses enfants. Quelquefois, il s'y ajoute un salarié, mais en celui-ci, le petit propriétaire ne rencontre pas toutes les difficultés suscitées par le salarié de la grande entreprise.

La petite et la moyenne exploitation ont donc une supériorité sociale et économique. Elles doivent être développées. Mais auparavant, il faut les maintenir. Or, en ne combattant pas le morcellement, en le laissant s'accomplir avec ses effets sinueux et de longue durée, on ne suit pas la bonne route. La terre se parcelle, se divise. La production diminue. Le

paysan, comme nous allons le voir, quitte la terre. Le proclamer, c'est bien, agir est beaucoup mieux. Le danger présenté par le morcellement est réel. N'apportant pas le bienfait de s'attaquer à la grande propriété, il détruit l'exploitation familiale, la petite et la moyenne propriété. Aussi condamnons-le sans appel.

SECTION II

L'EXODE RURAL

Où en est-il en France ? Quelles en sont les conséquences ? Examinons ces deux questions en deux paragraphes.

§ 1. — *Sa constatation en France.*

Comme le morcellement, l'exode rural se constate depuis fort longtemps. Comme tout phénomène de dépopulation, on le déplore, on en recherche les causes. Mais, ceci fait, on le laisse sans solution. En France, il faut distinguer deux périodes d'exode rural. L'une se produit au 19^e siècle et au début du 20^e. Le phénomène est européen et pas seulement Français. Il s'avère normal. En effet, il s'explique en partie par le progrès de l'industrie, et son appel de main-d'œuvre, en partie par l'augmentation du fonctionnarisme, nécessitée par suite de la survenance de nouveaux besoins sociaux, en partie par la dépopulation. Même, nous pouvons remarquer qu'en France, il était moins accentué que dans certains autres pays, par rapport au chiffre total de population. Ainsi nous voyons pour la population des villes de plus de 100.000 habitants, de 1.800 à nos jours, qu'elle passe, en France de 800.000 à 7 millions, alors qu'en Angleterre, elle passe de 1 à 18 millions et en Allemagne de 300.000 à 20 millions (1). Toute cette augmentation de population a ainsi pour contre partie une diminution de la population rurale. Mais, depuis quelques années, alors que nous assistions dans certains autres pays à une stabilisation voire même à un recul de l'exode rural, en France, celui-ci continuait et dans des proportions inquiétantes. Si nous prenons comme critérium de démarcation des populations urbaines et rurales, le chiffre de 2.000 habitants. si ar-

(1) Encyclopédie Française T. VII, P. 7-90-5.

bitraire soit-il, nous arrivons aux proportions suivantes de 1790 à 1936 :

Années	Populations urbaines	Populations rurales
1790	20	80
1846	24,4	75,6
1866	30,5	69,5
1886	35,9	64,1
1906	42,1	57,9
1926	49,1	50,9
1936	52,4	47,3

N. B. — Encyclopédie Française. T. VII. P. 7°-90-5.

Maintenant, si au lieu d'envisager l'exode rural dans le cadre national, nous l'étudions sous l'angle départemental, nous trouvons les mêmes résultats déplorables. Prenons cinq départements agricoles : la Manche, le Calvados, l'Eure, l'Orne, le Tarn et Garonne, pour ne pas les prendre presque tous. Que trouvons nous, au point de vue de la densité de population au kilomètre carré de 1801 à 1931 :

Départements	1801	1872	1901	1931
Manche	75 à 99	75 à 99	75 à 99	60 à 74
Calvados	75 à 99	75 à 99	60 à 74	60 à 74
Eure	60 à 74	60 à 74	45 à 59	45 à 59
Orne	60 à 74	60 à 74	45 à 59	30 à 44
Tarn et Gar.	60 à 74	45 à 59	45 à 59	30 à 44

N. B. — Encyclopédie Française T. VII, P. 7°-90-5.

L'exemple offert par le département de l'Orne est particulièrement frappant ; il est le type de nombreux départements agricoles en France, à l'exception de quelques-uns très rares, comme le Morbihan, qui, de 1801 à 1931 en prenant les mêmes dates intermédiaires, est passé de 45 à 59, 60 à 74 et 75 à 99

habitants au kilomètre carré, ou, comme l'Aube, qui de 1801 à 1931, est resté au chiffre médiocre de 30 à 44 habitants au kilomètre carré.

Pour donner un peu plus de consistance à ces chiffres proportionnels, froids et peu indicatifs en eux-mêmes, prenons (1) treize départements agricoles dans trois régions différentes : six dans le bassin de la Garonne (Ariège, Dordogne, Gers, Lot, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne), trois en Normandie (Eure, Manche et Orne), quatre dans l'Est (Jura, Haute-Savoie, Haute-Saône, Yonne). La population globale de ces treize départements est passée, de 1851 à 1936, de 4 millions 722.667 à 3 millions 219.901 h., soit 31,7 % de diminution avec un maximum de 45,11 % pour le Lot.

Dans le Gers (2) « il y a en ce moment dans mon département 2.600 biens vides, soit 70.000 hectares abandonnés » écrit M. de Pesquidoux. D'ailleurs, partout, c'est la même constatation : que ce soit en Champagne, en Bourgogne, en Orléanais, en Normandie, sur le plan provincial comme sur le plan départemental, nous aboutissons à la même conclusion que sur le plan national. Les intéressés, c'est-à-dire les paysans, le reconnaissent eux-mêmes, tout en le déplorant (3) : « en Charente, en 20 ans le nombre des habitants a baissé de 40.000. Dans les Côtes-du-Nord, la population rurale a diminué de 20 % depuis 1911. » Quant à la Haute-Marne, sa Chambre d'Agriculture déclare que « l'exode rural est aujourd'hui insupportable, le pays étant vidé depuis longtemps » (3). Qu'y-a-t-il d'amertume dans cette constatation de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne !

Prenons maintenant un exemple local. La commune de Placé (Mayenne) vient de faire une statistique, bien démonstra-

(1) Exemple pris par M. Caziot, cité par R. des deux mondes 1938, P. 304 (les nouveaux décrets lois et l'agriculture).

(2) M. de Pesquidoux art. du journal l'Epoque du 6 janvier 1938.

(3) « 9^e session 1938 de l'Ass. perm. des Présidents de Ch. d'Agr. » P.383.

tive. En 1841, on comptait à Placé 1.141 habitants. Au dernier recensement il en restait 568 (1). Donc en 100 ans, la commune a perdu la moitié de ses habitants. Serait-ce dû, en partie, à une diminution de la natalité ? Que non pas. En effet, à cette commune du 1^{er} janvier 1840 au 1^{er} Novembre 1940, ont été enregistrés : 2.277 naissances ; 1.815 décès ; 52 transcriptions de décès (1). Les naissances ont donc, en cent ans, un excédent de 410 sur les décès. A chaque recensement, nous assistons cependant à une chute de la population rurale : en l'espace d'un demi-siècle cette chute est de 30 ou 40 %, parfois même de 60 à 70 %. Là où il y a excédent de naissances, il n'arrive pas à combler l'exode rural. Nous citerons l'exemple de la Manche, un des rares départements de France, où les naissances l'emportent encore sur les décès, qui voit cependant diminuer sa population. Pourtant, les familles nombreuses n'y sont nullement rares ; les enfants de ces familles restent souvent à la terre, mais en trop petit nombre. Ainsi, de 1934 à 1940, la Chambre d'Agriculture de la Manche a recensé 304 familles d'agriculteurs exploitant moins de 20 hectares ou de fermiers ou d'ouvriers agricoles, ayant plus de six enfants restés à la terre (1). Malgré cela, comme nous l'avons vu, la Manche voit sa population diminuer dans une proportion assez sensible. Or, si dans un département à natalité relativement forte et excédentaire, l'exode rural se fait dangereusement sentir, qu'en est-il dans les nombreux départements, où les décès l'emportent sur les naissances ? Par exemple, on voit le dé-5.000 avant la guerre de 1914 ; comme la Creuse où le nombre des naissances est passé de 100 en 1913 à 77 en 1937 ; comme la Corrèze, qui ne compte en 1930 que 3.450 naissances contre 5.000 avant la guerre de 1914 ; comme la Creuse où le nombre des naissances a diminué de 50 % en trente ans ; comme la

(1) Journal l'Ouest-Eclair du 14 Novembre 1940.

Haute-Savoie, où ce même nombre a baissé de 30 % (1). Nous voyons le nombre de foyers ruraux détruits ! Il est énorme : un million 700.000 foyers ont disparu de 1892 à 1929 (2).

Il faut remarquer, en effet, que cette émigration ne se produit pas d'une campagne à une autre, d'un pays à un autre. Non, le rural, jeune ou vieux quitte la terre pour gagner la ville. Les Chambres d'Agriculture du Puy-du-Dôme, de la Loire-Inférieure, de la Manche, de la Meurthe-et-Moselle, du Morbihan, de la Nièvre, de l'Oise, de la Seine-Inférieure et du Tarn le constatent (3). Parmi ces émigrants, on compte surtout les jeunes. La Chambre d'Agriculture de l'Isère nous signale que 20 % des jeunes agriculteurs désertent la terre. Ailleurs, ce sont des familles entières : la Chambre d'Agriculture de la Corrèze en signale plusieurs centaines ; celle du Jura : 500 familles ; celle de la Haute-Loire : 70 % ; celle de la Meurthe-et-Moselle : 20 % (3). Aussi, l'Assemblée permanente des Présidents des Chambres d'Agriculture dans sa session ordinaire des 29 et 30 Novembre 1938 était-elle fondée à proclamer que « l'exode rural a pris récemment une ampleur telle qu'il compromet gravement l'avenir de notre agriculture et du pays tout entier » (4).

§ II. — *Conséquences de l'exode rural.*

Les résultats de cet exode rural comportent, en effet, un danger mortel pour le pays. D'abord l'exode rural fait disparaître de nos campagnes toute une main-d'œuvre compétente. Partout, on signale la disparition d'ouvriers spécialisés. Partout, on constate qu'il ne reste à la terre, en dehors des étrangers, que des hommes âgés à la capacité de travail réduite, ou

(1) 9^e session de l'Ass. Perm. des Présidents de Ch. d'Agri. P. 332.

(2) Hitier. Revue des 2 Mondes 1938. P. 304.

(3) 9^e session 1938. O. P. cit. P. 333.

(4) 9^e session 1938. O. P. cit. P. 35.

des jeunes gens qui ont foi en elle ou se croient incapables de faire autre chose. L'exode rural comporte donc, comme première conséquence, de ne laisser à la terre qu'une main-d'œuvre de moins en moins compétente. En effet, ce n'est pas seulement la quantité qui déserte la terre, mais aussi l'élite des paysans. Tous les intéressés sont de cet avis sur ce point. Une saignée de 80.000 individus (1), comme il s'en est faite une, à la suite de l'application de la loi sur les 40 heures dans les seuls Chemins de fer, en 1936, n'apporte pas la santé, mais la mort ou tout au moins la catalepsie !

L'exode rural aboutit, ensuite, à une diminution de la production agricole. Selon la qualité de la terre, ceux qui restent essayent de suppléer au manque de bras. Dans les terres très fertiles, comme celles de l'Oise, de la Seine-et-Marne, de l'Eure-et-Loir, de la Seine-et-Oise, d'une partie du Loiret et du Loir-et-Cher, appel est fait à la main-d'œuvre étrangère. Dans d'autres terres, on en vient à des cultures, qui demandent moins de travail, donc moins de main-d'œuvre ou on les transforme en prairies. De nombreux départements se trouvent dans ce cas : l'Ain, l'Aude, l'Ardèche, la Côte-d'Or, la Haute-Loire, la Loire-Inférieure, le Loiret, le Morbihan, la Nièvre, l'Orne, la Savoie, la Vienne et l'Yonne. Quelquefois cette transformation est faite dans des terres qui ne conviennent pas, ou qui répondraient mieux à une autre utilisation : ainsi dans de nombreuses régions des Hautes-Alpes, de l'Ariège, du Calvados, du Cantal, de la Dordogne, de l'Isère, du Jura, du Pas-de-Calais et de la Meuse. Enfin, là où la terre est moins bonne ou médiocre le paysan trouve plus rationnel de la laisser en friche : ainsi dans la Creuse, le Gard, le Tarn, les Deux Sèvres, et une partie du Loir-et-Cher. Tous ces renseignements doivent d'autant moins être contestés qu'ils sont fournis par les intéressés eux-mêmes, par les Chambres d'Agriculture

(1) 9^e session 1938. O. P. cit. Rapport de M. Decault. P. 88.

de ces départements (1). Quoi qu'il en soit, au point de vue production, celle-ci diminue ou devient nulle ; elle ne répond plus aux besoins de la collectivité. Le paysan, qui reste à la terre, s'adapte à cette situation. Mais la collectivité, la nation en souffre et en souffre durement. Toutes ces terres laissées en friche, toutes ces exploitations familiales abandonnées, toutes ces maisons en ruines, quelle tristesse ! Nos départements du Sud-Ouest nous en fournissent surtout l'exemple-type. Si on s'y promène, il n'est pas rare de rencontrer des terres en friche, des murs écroulés. Écoutons E. Guillaumin nous parler de cet exode rural : « Pareillement en Périgord, en Gascogne, au plein des vallées fertiles aussi bien que dans les parties pauvres, je garde une assez pénible impression d'un contact ancien de quelque jours avec certains cantons de la Dordogne où l'on rencontrait nombre de maisons inhabitées ou en ruines... mais les jeunes ne demeurent pas d'avantage et l'ajonc, la bruyère, la fougère subsistent sur d'immenses friches qui pourraient être productives ». Et plus loin, en parlant de la Champagne : « Maints villages champenois voient leurs maisons s'en aller à la ruine et la terre n'y trouve preneur qu'à prix infime... » (2) Tout cela apparaît sans commentaires. Cet exode rural se constate surtout dans tous les pays de petite exploitation, où le morcellement pousse au départ, où le paysan se dit : « Pourquoi tant d'efforts pour si peu de résultats ! ». L'exode rural fait disparaître la petite exploitation, qui moins forte, moins robuste, résiste moins à cette maladie contagieuse.

Enfin, au point de vue national, l'exode rural attire l'étranger, comme tout phénomène de dépopulation. Nos départements du Sud-Ouest et du Sud ont ainsi vu arriver en formations nombreuses et disciplinées des Italiens, des Espagnols, des Polonais, voire même des Russes. Ces populations, gar-

(1) 9^e session 1938. O. P. cit. P. 378.

(2) Guillaumin O. P. cit.

dant leurs mœurs, leurs traditions, s'installent au pays avec leur maire, leur curé, leur instituteur. Des villages Italiens entiers ont ainsi conquis pacafiquement des contrées entières de notre Sud-Ouest. A qui faut-il en faire grief ? aux émigrants ? Non, ils ont droit à la vie ; leur pays les nourrit mal ou ne peut plus les contenir ; le pays voisin, au contraire, laisse des terres fertiles en friche, pris de je ne sais quelle paresse et de je ne sais quelle aberration ; ils se transportent tout naturellement sur ce pays voisin. De quel droit celui-ci leur interdirait-il cette immigration ? Même, si cette interdiction était formulée, un jour viendrait où la coupe déborderait, où le pays riche et avare serait vaincu par le pays pauvre à la recherche, non de la richesse, mais du seul moyen de vivre. Une nation dont les membres fuient la terre est appelée, tôt ou tard, à périr. Une nation, qui, par son apathie, laisse créer sur son sol des minorités étrangères, est presque prête à la colonisation. Une nation qui ne veut pas d'étrangers sur son sol, avant de leur en refuser l'entrée, avant de dire : c'est mon droit de les repousser, de les expulser, doit relever ses ruines, reconstruire ses maisons, redéfricher sa terre ! Sans cela, son refus n'aura aucun poids !

Quand nous constatons que de 1892 à 1929, dans la Seine-et-Marne, par exemple, selon la Statistique Agricole de 1929, sur 31.000 ouvriers agricoles, 17.951 ont disparu, qu'à leur place, 10.000 étrangers sont venus, nous pouvons affirmer hautement que l'exode rural est non seulement un mal, mais un grand danger pour la nation. Un pays, qui voit ses paysans faire la grève ou plutôt désertter (ce qui ne veut pas dire que ces paysans soient sans excuses) est un pays faible, un pays qui s'offre aux convoitises de l'étranger, jusqu'au jour où il ne pourra plus lui résister. La triste situation actuelle s'explique en partie par là. L'exode rural, nous l'avons déjà dit, c'est une hémorragie grave, à laquelle nous devons rechercher toutes les causes pour les combattre toutes sans exception.

SECTION III.

EUT ET PLAN DE CETTE ETUDE

Le législateur depuis longtemps connaît ces faits, qui constituent autant de maux de notre agriculture. Il en a recherché les causes. Il en a trouvé certaines qu'il a même combattues. Sur des plans différents, sur des points de détails, à plusieurs reprises, le législateur est intervenu. Nous citerons, entre autres, les lois des 10 Avril 1908 sur l'extension à l'Agriculture de la loi du 12 Avril 1906 sur les habitations à bon marché toutes deux codifiées dans une loi du 5 Décembre 1922, celle du 12 Juillet 1909 modifiée par des lois du 21 Février 1931 et 14 Juin 1938, ces deux législations harmonisées, au point de vue successoral par une loi du 13 février 1937. Outre ces lois existe encore la loi du 27 Novembre 1918 sur le remembrement qui échoua, à la fois, devant le mauvais vouloir paysan et surtout par la méconnaissance du législateur de ce grand principe qu'il est inutile de combattre les conséquences d'un mal, sans s'attaquer à la cause même de ce mal ; la loi du 1^{er} Juin 1924 spéciale à l'Alsace-Lorraine ; enfin la loi du 7 Février 1938 sur les partages d'ascendants. Toute cette législation se caractérise par un désir de maintenir l'intégrité de l'exploitation agricole et de la famille paysanne. Mais elle ne touche aucunement au droit commun. Le législateur, jusqu'en 1938, ne put s'affranchir de certaines croyances sacro-saintes et traditionnelles. Vouloir sauver la famille, vouloir maintenir l'exploitation familiale, vouloir favoriser l'attribution et la dévolution intégrale, c'est, pensait-il le plus souvent « la résurrection probable du privilège de masculinité, sinon la réhabilitation du droit d'aînesse, le passe droit en faveur des préférés. Ces injustices demeuraient théoriquement possible à

l'aide de quelques articles oubliés de la législation de 1804, quel besoin de remettre ces textes en lumière et d'en faire la loi commune... ! » (1). Ces paroles, nous les avons prises à titre d'exemple. Elles expliquent que la loi du 7 Février 1938, par exemple, mit 29 ans à voir le jour. Elles montrent qu'il fallut attendre les pleins pouvoirs et les décrets-lois pour faire passer dans la législation positive des mesures cependant fort timides comme celles d'un décret-loi du 17 Juin 1938. Dans ce décret-loi, complété par des lois du 26 Juillet 1940 et du 9 Novembre 1940, le législateur constate officiellement le morcellement et l'exode rural. Il constate la part de responsabilité du code civil. Il propose, en conséquence, certaines mesures pour y remédier. Avec lui, nous entrons dans la bonne voie. Toutes ces mesures, nous nous proposons de les étudier et, malheureusement, de les critiquer, car elles sont loin d'être parfaites. Nous verrons, nous aussi, la part de responsabilités des lois successorales du code civil dans l'œuvre du morcellement et de l'exode rural. Nous constaterons, avec le législateur, que le principe de l'égalité en nature est mauvais. Quel remède y apporter ? le législateur lui substitue le principe d'égalité en valeur. L'ayant posé et établi, il tire de ce principe, comme conséquences et comme application, d'autres réformes, toujours dans le même but de combattre le morcellement et l'exode rural ; dans certaines conditions, la transmission intégrale de l'exploitation agricole va être possible en matière de succession ab intestat comme en matière de donations et de testaments. Cette réforme est timide, nous le voyons déjà. Elle n'en dénote pas moins un progrès certain, qui méritait d'être étudié. Nous l'étudierons donc, essayant, en conclusion, de juger si, à notre avis, elle est suffisante, en deux titres : Dans le premier, nous verrons pourquoi, où et

(1) Exposé des motifs du projet Rau Art. 21 J. O. Ch. 1905. Doc. parl. P. 23.

comment le décret-loi du 17 Juin 1938 a substitué au principe d'égalité en nature, tel qu'il avait été posé par le code civil, un principe d'égalité en valeur. Dans le second, nous examinerons comment, ce principe posé permet au législateur d'établir un essai de transmission intégrale des exploitations agricoles à la fois dans les successions ab intestat, comme par donation et testament. D'ou :

Titre I. : De l'égalité en valeur substituée à l'égalité en nature au code civil.

Titre II. : De la transmission intégrale des exploitations agricoles.

TITRE I.

DE L'ÉGALITÉ EN VALEUR SUBSTITUÉE

A L'ÉGALITÉ EN NATURE DANS LE PARTAGE

Si nous lisons attentivement le décret-loi du 17 Juin 1938, nous sommes tout de suite frappés par une idée, qui semble être à la base du décret-loi : cette idée est celle de l'égalité en valeur entre les cohéritiers. Dans leur rapport préliminaire, à notre avis, les rédacteurs du décret-loi n'ont pas assez dégagé cette idée fondamentale. Il s'agissait, en effet, de combattre le morcellement et l'exode rural. Comment s'y prendre ? — Fallait-il tout bouleverser ? Le législateur de 1938 ne l'a pas jugé utile. Ayant cru, comme nous le verrons, que tout le mal venait de l'égalité successorale, telle que l'entendait le Code Civil, c'est-à-dire de l'égalité en nature, il s'y attaque. A notre tour, nous devons jeter un regard en arrière et nous demander si cette égalité en nature a une part de responsabilité dans les faits que nous déplorons. Mais il ne suffit pas de détruire, il faut reconstruire, sans quoi le remède s'avère pire que le mal. Aussi, le législateur pose-t-il le principe de l'égalité en valeur. Ce principe, il nous faudra l'étudier : d'où vient-il ? Quel est-il ? quelles conséquences pouvons-nous en tirer pour les diverses opérations du partage ? Est-il suffisant ? En résumé, dans un chapitre I, nous verrons l'une des causes, au point de vue successoral, du morcellement et de l'exode rural : l'égalité en nature entre les cohéritiers ; dans un chapitre II, nous étudierons l'existence, les conséquences et nous ferons la critique du principe de l'égalité en valeur substituée au principe précédent par le décret-loi du 17 Juin 1938.

CHAPITRE I

Une des causes successorales du morcellement et de l'exode rural : l'égalité en nature entre les cohéritiers

Suivant en cela les traditions coutumières et romaines, les rédacteurs du Code Civil avaient posé, dans l'article 826, que « chaque héritier peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession ». Complétant leur pensée et la renforçant, ils préconisaient, dans l'article 832, « de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits, ou de créances, de même nature et valeur ». Ce principe de l'égalité en nature venait en droite ligne du « *Traité des successions de Pothier* », (Edition Bugnet T. 8, page 185). Il était logique et absolu : puisque on adoptait la règle d'égalité dans les partages successoraux, elle devait être la plus complète et la plus rigoureuse possible, elle devait être en nature. La Révolution et le Code Civil, à sa suite, en héritèrent. Mais, ils laissèrent de côté ses nombreux correctifs : on ne parla plus de droit d'aînesse, de retrait lignager, de la renonciation des filles à la succession. Certes, le Code Civil, dans son article 832, indique bien « que dans la formation et la composition des lots, on doit éviter, autant que possible, de morceler les héritages et de diviser les exploitations, » mais cette indication est donnée sur le même plan que celle du respect dans chaque lot de l'égalité en nature. Sans contrepoids « l'institution du partage forcé et en nature des successions servira à parachever l'œuvre en évitant que la famille ne se maintienne ou ne se reconstitue sur le terrain économique (1). Quoi qu'il en soit, tel

(1) Bonnecase. La philosophie du Code Napoléon appliquée au droit de la famille. — Page 3.

est le principe posé, en la matière, au Code Civil. Si absolu soit-il, les premiers commentateurs : les Toulier, les Duranton, les Demolombe, les Aubry et Rau, ne le discutent même pas.

Au cours du 19^e et du 20^e siècles, cependant, le morcellement et l'exode rural s'aggravèrent. Le principe de l'égalité en nature subit des attaques de plus en plus nombreuses, et avec lui tout le système successoral du Code Civil. La propriété se morcelle, les lois successorales du Code Civil en sont les seules responsables ! Les paysans quittent la terre, le régime successoral du Code Civil est seul coupable ! D'ailleurs, le gouvernement français, dans le décret-loi du 17 juin 1938, ne pense pas différemment. Il nous l'explique dans un rapport, qui remplace, en quelques lignes, tous les travaux préparatoires habituels : « Le morcellement continu des propriétés qui résulte de l'application des règles de notre régime successoral aboutit trop souvent à des conséquences désastreuses au point de vue économique, notamment en ce qui concerne les domaines ruraux.

La division des héritages ruraux apparaît, en effet, comme une des causes de la désaffection des campagnes et de la lenteur du progrès dans l'organisation rationnelle des méthodes de culture.

Il apparaît donc indispensable d'aménager sur ce point les dispositions du Code Civil » (1).

En d'autres termes, le législateur de 1938 s'attaque lui aussi au Code Civil, le rend responsable du morcellement et, par là, de l'exode rural. Plus précisément, il reproche au rédacteur du Code Civil d'avoir consacré le principe de l'égalité en nature.

Est-ce à dire, cependant, que de 1804 à 1938, aucune intervention ne s'était fait sentir dans le sens d'une atténuation,

(1) J. O. du 29 Juin 1938. P. 7485.

voire même d'une dérogation au principe ? - Non. La Jurisprudence et le législateur, selon leurs moyens, intervinrent de façon plus ou moins limitée. C'est pourquoi nous justifierons d'abord l'accusation lancée contre le principe de l'égalité en nature et nous montrerons dans deux sections qu'il est bien la cause du morcellement et, par là même, de l'exode rural. Ensuite, dans une troisième section, nous examinerons les efforts faits en Jurisprudence et en législation avant 1938 pour remédier à cet état de choses néfastes. Notre conclusion justifiera d'elle-même l'intervention du législateur dans le décret-loi du 17 Juin 1938.

SECTION I

L'EGALITE EN NATURE CAUSE DU MORCELLEMENT

Dans le morcellement, tel que nous l'avons constaté en lui-même et en ses conséquences redoutables, le régime successoral établi par le code civil a-t-il eu une influence et dans quelle mesure ? Prenons un cas pratique : Un paysan meurt. Sa succession comprend en tout, et pour tout, comme il est d'usage dans de nombreuses successions de petits propriétaires, une exploitation agricole de 15 hectares, par exemple. Le défunt laisse plusieurs héritiers. Le problème successoral posé ne peut avoir que les seules solutions suivantes : il faut, ou convertir ce bien en argent par une licitation, ou le morceler, ou le donner à un seul héritier, ou organiser une copropriété indivise. Le code civil, hostile à toute indivision, pose le principe de la prohibition de cette dernière solution. Sans doute, ses rédacteurs avaient-ils, dans l'Ancien Droit, l'exemple des communautés taisibles, l'exemple de ces indivisions successorales encore mal connues, faute de textes suffisants, où selon Beaumanoir « la compoignie se fet selonc nostre coustume pour seulement manoir ensemble à un pain et a un pot 1 an et 1 jor, puis que li mueble de l'un et de l'autre sont mellé ensemble ». (1). Mais ce souvenir fut moins fort que leur aversion pour ce genre de copropriété. Très exceptionnellement, le code civil, dans son article 815 alinéa 2, permet une convention de sursis d'indivision et, au Titre des servitudes, prévoit que certaines d'entr'elles subsistent à la division du fond. Mais en principe « Nul ne peut rester dans l'indivision », énonce l'article 815 du code civil.

(1) Beaumanoir. Coutumes de Beauvaisis n° 625.

La solution successorale par une licitation, elle aussi, n'est admise qu'à titre éventuel, comme correctif du partage égal en nature. Selon l'article 827 alinéa 1 du code civil « si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, il doit être procédé à la vente par licitation devant le Tribunal. » Cette solution offre certes un meilleur résultat qu'une application intégrale de l'article 826. L'exploitation ne sera pas morcelée, en théorie du moins, car, avec les errements de la pratique, il en ira tout autrement comme nous le verrons.

Une troisième solution s'offrait aux rédacteurs du code civil : l'attribution intégrale à un héritier. Cela, ils n'en voulurent à aucun prix. Avantager un héritier leur parut faire une œuvre rétrograde, revenir au temps soi-disant sombre de l'Ancien Régime. Partant du principe faux que tous les hommes et plus particulièrement tous les co-héritiers sont égaux, il leur accorda les mêmes droits. La seule solution, qui répondait pleinement à ces principes, était un partage égal des biens en nature. Aussi cette quatrième solution prévalut-elle comme principe, les autres étant considérées par les rédacteurs du code civil comme secondaires ou tout simplement comme exclues. Quoi qu'il en soit, le code civil, dans le cas d'une petite exploitation comme celle envisagée par nous un peu plus haut, a de grandes chances d'aboutir à un morcellement. Oh ! certes, les co-héritiers ont toujours la possibilité de s'entendre et de faire un partage amiable. Mais ce partage amiable dans une succession, composée en tout et pour tout d'une exploitation agricole moyenne ou petite, échouera ou aboutira à une licitation. Souvent les héritiers, qui, avant la mort du de cujus, paraissaient unis, se dressent les uns contre les autres. Que de brouilles, que d'inimitiés, causées par les partages de successions dans les milieux ruraux ! Chaque héritier sait le prix de la terre, y est attaché, voudrait garder sa part de l'exploitation familiale. Si les héritiers sont peu nombreux et s'entendent, l'exploitation se-

ra donc morcelée, allotie, divisée en autant de parties que d'héritiers. Certes, chacun aimerait bien la conserver intégralement mais il leur resterait toujours une soulte à payer, soulte dont personne souvent ne voudrait porter seul le fardeau très lourd. De plus en ce cas, souvent, un opposant jaloux ou trop intéressé, qu'une somme d'argent attire fortement apparaîtra ; et tout partage amiable sera rendu impossible. Evidemment les auteurs chantent les louanges de ce partage amiable. Ainsi Colin et Capitant, dans leur traité élémentaire de droit civil, (1) nous exposent que « c'est le partage le plus éclairé, le plus intelligent, puisque c'est lui qui permet de répartir les biens entre les héritiers suivant leur goût, leur préférence, leurs aptitudes. C'est enfin le seul qui puisse sûrement éviter le morcellement des terres ». Cet exposé, théoriquement vrai, pose à tort le postulat que les individus témoignent toujours du plus grand désintéressement et de la plus parfaite entente entre eux. Cet exposé est un idéal, mais très souvent, malheureusement, une image tout à fait contraire à la réalité ! De plus, on reconnaît au partage amiable deux avantages souvent contradictoires. Dans le cas d'une exploitation familiale, on ne peut à la fois éviter le morcellement et satisfaire « les goûts, les préférences, les aptitudes de chacun ». Ou les co-héritiers trouvent un terrain d'entente ; alors s'ils sont installés au pays, ils voudront chacun posséder une part de l'exploitation qui sera alors dépecée sans réflexion ; s'ils n'y sont pas installés, ils la vendront. Ou s'ils ne s'entendent pas, alors ils se partageront la somme d'argent qui résultera de la licitation par suite du caractère impartageable de l'exploitation. Enfin, s'il y a un mineur, le partage judiciaire sera obligatoire. Dans tous ces cas, on aboutira à un morcellement, même dans celui d'une adjudication sur licitation.

(1) Pages 560 et 561, 8^e Ed, T. III.

Certes la licitation, théoriquement envisagée comme une correction au partage égal en nature, devrait éviter le morcellement, en permettant l'adjudication de l'exploitation entière. Mais en cas de licitation, il faut obtenir les plus hauts prix, de façon à ce que les co-héritiers puissent se partager la plus grosse somme d'argent possible. D'où, on divisera l'exploitation familiale. Ainsi, sur les affiches apposées avant une adjudication, le plus souvent, pour ne pas dire toujours, on voit qu'une adjudication sur licitation pour cause de décès aura lieu portant sur plusieurs lots : Premièrement : Bâtimens d'habitation et d'exploitation. Deuxièmement : Un pré de telle contenance. Troisièmement : Une terre de tant d'hectares, etc....., chaque lot pouvant être acquis séparément. L'ensemble des prix obtenus pour chaque lot sera plus considérable que ne le serait le prix total de l'exploitation vendue en un seul bloc. Nous voyons là en action le mécanisme, qui aboutit au parcellement et à la dispersion des terres. En effet, à cette adjudication, assisteront des propriétaires du pays qui guettaient ces terrains depuis longtemps, même s'ils étaient éloignés et non contigus de leurs exploitations. Ils achèteront. Ou un des héritiers achètera une parcelle de terre. Dans tous ces cas, lorsque la terre achetée ne sera pas contigue du reste de l'exploitation, nous assisterons à un commencement de dispersion des terres d'une exploitation ou à sa continuation. Dans tous ces cas, nous verrons un morcellement excessif, une division sans pitié pour les intérêts économiques généraux et pour les intérêts sociaux.

Qu'il y ait licitation ou partage entre les héritiers, nous assisterons donc à un morcellement. Dans le passé nous pouvons constater ce morcellement par une expérience bien facile. Il suffit de regarder assez attentivement les nombreuses matrices cadastrales ; à chaque page nous voyons figurer la lettre P à côté du chiffre correspondant à telle ou telle parcelle ; un moment donné cette lettre l'indique, la parcelle a

été divisée ; si nous avons la curiosité de nous reporter à l'origine de cette division, le plus souvent nous trouverons un partage de succession (1).

En résumé, le partage égal en nature comme la licitation sont les principaux responsables du morcellement de la terre française dans le passé. Ils continuent leur sinistre besogne. Ils aboutissent toujours le plus souvent, à moins d'enfant unique, ou d'attribution de l'exploitation, à briser l'unité économique de cette exploitation. Une exploitation c'est le résultat d'un travail de longue haleine, d'une œuvre acharnée et persistante de constitution et de développement. Une exploitation, ce n'est pas, d'un côté des bâtiments, de l'autre du bétail, de l'autre du matériel, de l'autre de la terre. Non, cela forme un tout, une entité économique dont on ne peut séparer une des parties principales sous peine de tout détruire. Le législateur le reconnaît si bien qu'il attache à l'exploitation, par un lien d'immobilisation par destination, les animaux et le train de culture. Toutes ces parties jouent un rôle dans cette unité, dans cette cellule économique. Les rédacteurs du code civil ne prirent pas assez en considération et n'envisagèrent pas suffisamment ce caractère de l'exploitation familiale agricole. Par un esprit trop analytique, ils virent seulement des notions toutes abstraites de meubles et d'immeubles. Evidemment, dans une exploitation les uns et les autres existent ; mais chacun a sa raison d'être. Le partage leur ôte cette raison d'être et pratique une fissure dans l'exploitation, fissure qui lui sera fatale car elle la fera disparaître.

Oui, le code civil par son régime successoral, dans le passé, apparaît bien comme ayant une grande part de responsabilité dans le morcellement. Ce morcellement est important. Nous ne devons pas nous en étonner. Il faudrait plutôt s'étonner qu'il ne fut pas plus grand. Pourquoi fut-il freiné ? Pour

(1) J. et H. Hitier, *Op. cit.* P. 55.

diverses raisons me semble-t-il. Parmi elles, les plus importantes me paraissent être les suivantes : D'abord, dans un certain nombre de cas, les héritiers se sont entendus ; ensuite agit contre le morcellement l'esprit d'agrandissement de son domaine, qui hante toujours tout bon paysan digne de ce nom. Au gré des adjudications et des ventes, il achète et finit par arrondir son exploitation.

SECTION II

L'EGALITE EN NATURE, CAUSE DE L'EXODE RURAL

Mais les effets du morcellement ne s'arrêtent pas à ceux constatés jusqu'ici. D'après les rédacteurs du décret loi du 17 juin 1938, le morcellement est aussi une des raisons de l'exode rural. D'où, il nous faut voir, si le partage égal en nature prend aussi sa part de responsabilités dans l'exode rural, par le canal d'un morcellement intensif de la terre et de l'exploitation agricole. D'abord, il faut féliciter les auteurs du rapport préliminaire au décret loi de ne pas être tombés, comme beaucoup d'autres, dans cette erreur monstrueuse de croire que l'exode rural vient uniquement de l'insuffisance de nos lois successorales. Non, il présente des causes multiples, comme le phénomène de la dépopulation en général. Tout problème économique et social est complexe. Celui de l'exode rural n'échappe pas à cette règle. Car si les paysans quittent leur terre malgré tout l'amour qu'ils ont pour elle, ils ne le font pas sans raison légitime, ni sans excuse valable. Les raisons, elles sont nombreuses. Mais nous pouvons les résumer en une seule phrase : le paysan quitte la terre pour la ville parce qu'il croit trouver dans celle-ci des conditions de vie meilleure. Le paysan émigre, parce que sa tâche lui paraît rude, difficile, mal rémunérée, aléatoire souvent, alors qu'à la ville, surtout s'il est fonctionnaire (le fonctionnarisme étant pour le paysan l'idéal, l'éden où des individus en trop grand nombre font un travail peu abondant en compensation d'avantages incalculables), il travaillera moins et gagnera davantage. Le paysan émigre parce que ses conditions de vie, au point de vue hygiène, salubrité, logement, facilités de vie lui semblent trop défavorables lorsqu'il les compare à celles de la

ville. Enfin, il émigre parce qu'il perd de plus en plus cet idéalisme moral, qui attachait au sol ses ancêtres, malgré tous les inconvénients qui en résultaient. Les intéressés en conviennent eux-mêmes. C'est le rapporteur à la session de Novembre de l'Assemblée permanente des Présidents de Chambres d'Agriculture qui le constate dans son rapport (1) : « Rester à la terre pour y mener une vie simple et rude et y élever de nombreux enfants suppose un idéalisme moral de plus en plus rare aujourd'hui. » Ou c'est le délégué de la Chambre d'Agriculture de la Lozère (2) : « Ce n'est qu'en ressuscitant l'esprit du devoir, avec les autres avantages, que nous arriverons à enrayer le mal qui menace notre pays. » Cet « esprit du devoir » ayant disparu, l'exode rural s'accrut, car la simple réflexion sur son état donnait au paysan le sentiment d'être en véritable esclavage, d'être un citoyen inférieur. Les principales causes de l'exode rural, les voilà !

Mais lorsqu'une nation est atteinte à ce point, il faut s'attaquer non seulement aux causes principales mais aussi à toutes les causes secondaires. D'où il nous faut résoudre la question suivante : Quelle est la part du régime successoral dans l'exode rural ? Certains bons esprits en doutent : Ainsi le grand géographe Jean Brunhes (3). Les intéressés et leurs porte-paroles : les Chambres d'Agriculture, à part quelques exceptions comme celle de la Haute-Loire (4), considèrent le peu d'importance de l'influence du régime successoral sur l'exode rural. Cependant, cette influence est certaine. Le partage en nature, en morcelant la petite propriété, la rend souvent impropre à tout travail rémunérateur. D'où la vente se produit, suivie de l'exode vers la ville. Ainsi, M. Frossard (5)

(1) 9^e session 1938 OP. cit. P. 384.

(2) 9^e session 1938 OP. cit. P. 95.

(3) « La Nation Française », tome II, page 610.

(4) 9^e session 1938 OP. cit. P. 382.

(5) cité par Hitier. Revue des deux mondes 1938. P. 304.

écrit à un de ses correspondants en parlant de l'exode rural : « Je ne généralise pas, mais n'est-ce pas d'autant plus frappant que cela se constate parmi ces régions de l'Est dans lesquelles on ne connaît pas le régime de la grande exploitation, où l'agriculteur possède en propriété les dix, quinze hectares qu'il cultive avec sa famille ». Un économiste E. Guillaumin (1) nous signale « que dans la Brie, l'Orléanais, quelques points de la Bourgogne, l'exode semble dû pour une part à la misère des divisions parcellaires... ». Enfin, dans la section II de notre introduction, nous avons cité l'exemple d'une commune de la Mayenne : celle de Placé. L'exode important vient en partie, nous dit le journaliste qui signale le fait, de la disparition des fermes de quelques hectares où les ouvriers agricoles pouvaient fonder un foyer. Peut-être ! Mais ce journaliste ne s'est pas posé la question suivante : Pourquoi ces exploitations de quelques hectares ont-elles disparu ? Parce que, lui répondrons nous, elles étaient trop petites, trop morcelées, insuffisantes pour assurer la subsistance de leur titulaire. En conclusion, donc, le régime successoral du code civil exerce, par l'intermédiaire du morcellement, une certaine influence sur l'exode rural.

Quant à la licitation pour cause de décès, envisagée comme remède au partage égal en nature, elle tend, de même, à favoriser, sinon à déterminer cet exode rural. En effet l'adjudication prononcée par le tribunal ou devant notaire, présente deux dangers sociaux corrélatifs : elle disperse la famille de l'exploitation familiale et permet l'acquisition de la terre à des acquéreurs étrangers. Elle chasse la famille de la terre familiale, tout d'abord. Elle arrache cette famille paysanne de son lieu d'origine, de son instrument de travail. Le morcellement qu'elle provoque est tel en effet que l'héritier, qui parvient à se faire adjuger un lot, ne peut s'y main-

(1) Guillaumin OP. cit. P. 48-49.

tenir. Ou elle donne une somme d'argent, qui, partagée entre les héritiers, ne leur permettra pas de s'installer exploitants ou même simplement fermiers. Les héritiers, apportionnés ou non, seront des proies toutes trouvées pour un exode rural, non vers d'autres terres, mais vers la ville, réalisation de tous leurs désirs, et, en fait, objet de tous les maux futurs, qui s'abattront nombreux sur eux. Encore une fois, théoriquement, un héritier pourrait continuer la tradition paysanne, pourrait prolonger le travail de ses pères, mais bien souvent en réalité, il ne possède pas les moyens d'acquisition. C'est ce qui, dans le cas de la petite et de la moyenne exploitation agricole, rend illusoire les dispositions des articles 827, alinéa 2 du code civil et 839 (arg. a contrario) : en théorie, le code civil accorde aux héritiers le droit, s'ils sont tous majeurs, de décider que la licitation aura lieu devant un notaire en leur seule présence, à l'exclusion de tout étranger ; en pratique, cette mesure ne vaut que pour des héritiers ayant une certaine fortune : ce qui se trouvera rarement en fait à l'occasion de successions de petits et moyens exploitants.

Enfin, la famille expulsée sera remplacée par l'étranger. Si cet étranger est un paysan, qui fasse valoir et rendre son maximum à l'exploitation, l'inconvénient social de la licitation sera moindre. Mais, et actuellement on le voit sur une grande échelle, maintes fois en pratique, la petite et moyenne exploitation sont acquises par des étrangers à la terre : commerçants ou industriels. Ainsi, actuellement il se produit une ruée à l'achat de la terre. Ces étrangers ne savent pas où investir leurs énormes capitaux gagnés ; la monnaie ne leur inspirant qu'une confiance relative, ils placent ces capitaux dans ce qui leur semble le plus sûr : ainsi, achètent-ils des terres, des fermes, des exploitations entières ! Peu importe le prix, fut-il exorbitant au regard de la superficie et de la valeur réelle de l'exploitation ! De ces méthodes, la collectivité souffre. Sans aller jusqu'à une transformation en herbages, c'est-

à-dire à la diminution ou à la raréfaction d'une autre production utile à la collectivité, le possesseur absentéiste n'atteindra jamais par le moyen du fermage ou du métayage le résultat auquel l'exploitant propriétaire lui-même était parvenu à force d'efforts, de soins constants, de politique habile sur sa propre terre. Tout ceci est exagéré dira-t-on ! Non pas, puisque le Gouvernement du Maréchal Pétain vient à son tour, par une loi du 16 novembre 1940, essayer de mettre fin à ces scandales. Sous de fortes pénalités « pour être valables, les mutations entre vifs, de propriétés ou de jouissance, ainsi... doivent être autorisées par le Préfet du Département du lieu où l'immeuble est situé. » Espérons que cette loi bienfaisante parviendra à enrayer l'intrusion dans nos campagnes d'individus qui n'y ont aucun titre à faire valoir.

Voici, je crois, objectivement limitée l'œuvre des lois successorales du code civil dans le morcellement de la terre et dans l'exode rural. Cette œuvre est néfaste. Déjà, devant ces tendances trop rigoureusement égalitaires, issues des idées nouvelles, à l'Assemblée Constituante, au mois de Novembre 1790, des députés normands comme Achard et Lambert de Frondeville ou d'autres, méditerranéens, comme Cazalès et Saint-Martin, s'étaient élevés : « A quoi tendrait ce partage égal, cette division de propriétés ? Chaque partage de la terre ne suffisait plus à nourrir celui qui la possédait. A la mort de chaque chef de famille, on serait obligé de vendre son champ pour en partager le produit ou de le morceler. Dans ce dernier cas, l'attachement à la propriété, l'amour de la patrie sont détruits dans leurs éléments ». Mais la grande majorité de l'assemblée dans sa haine irraisonnée de l'ancien régime ne s'arrêta pas à ces considérations. Les rédacteurs du code civil comme Malleville (Fenet XII page 310) et Bigot du Préameneu (Fenet XII page 316) voyaient aussi le danger « un petit héritage coupé en parcelles pour être partagé entre plusieurs n'existe plus pour personnes. » Mais Tron-

chet, Berlier et Réal défendaient la thèse contraire en prétendant que leur système successoral, qui fut celui du code civil, augmenterait le nombre des petits propriétaires ruraux et que ce serait un facteur puissant de prospérité publique. Certes, le nombre des petites propriétés augmenta, mais sur celles-ci et sur les nombreuses autres existantes, le morcellement accomplit aussi son œuvre. Les rédacteurs du code civil, moins temporisateurs et médiateurs que souvent on veut bien le dire, d'esprit trop pénétré des doctrines révolutionnaires, ne songèrent qu'à détruire la « féodalité » eux aussi. Ils ne pensèrent nullement au rebondissement de leur système contre ce qu'ils voulaient faire prospérer, c'est-à-dire contre la petite et la moyenne exploitation. Certaines armes ont toujours un double tranchant. Avant de les employer, il faut regarder l'un et l'autre. Enfin, les rédacteurs du code civil, n'ont pas suffisamment considéré les problèmes successoraux sous leur véritable incidence. Leur conception trop individualiste ne tint pas assez compte de ce fait primordial que l'homme ne vaut qu'à l'intérieur d'une famille, qu'il a certes des droits mais aussi de nombreux devoirs envers cette famille et envers la société. Une législation, qui méconnaît cette réalité est sans conteste une mauvaise législation.

SECTION III

ATTENUATIONS ET DEROGATIONS APPORTEES PAR LA JURISPRUDENCE ET CERTAINES LOIS MODERNES AU PRINCIPE DE L'EGALITE EN NATURE

Cette législation, que nous venons de déclarer mauvaise au point de vue social et économique, suscita, à juste titre, une réaction de la part de la Jurisprudence comme de celle du législateur. L'un et l'autre s'efforcèrent, fort timidement d'ailleurs, d'en atténuer la rigueur ou d'y déroger. Aussi, en deux paragraphes, verrons-nous la position de la Jurisprudence et du législateur moderne devant le principe de l'égalité en nature, avant le décret-loi du 17 juin 1938.

§ 1. — *Atténuations et dérogations apportées par la Jurisprudence au principe de l'égalité en nature.*

Longtemps, la Jurisprudence appliqua rigoureusement les règles égalitaires du Code civil. Longtemps, elle ne tint pas compte dans ses décisions de l'évolution économique et sociale. Certes, elle évolua, mais elle n'en continua pas moins de faire régner une égalité en nature des plus strictes dans les partages successoraux, en donnant au deuxième alinéa de l'article 832 du Code Civil la préférence sur le premier. Telle fut la règle jusqu'au décret-loi du 17 juin 1938.

Cependant, devant un morcellement et un exode rural qui augmentaient chaque jour davantage, elle en vint à tempérer ses principes, notamment en matière agricole. D'une part, la Cour de Cassation décida de s'en remettre aux Tribunaux sur la question de savoir si une exploitation était impartageable ou non, et si l'article 832 du Code Civil devait ou non s'appli-

quer (1). Les tribunaux eurent l'occasion de faire usage de ce pouvoir souverain d'appréciation en de nombreuses espèces : notamment dans le cas où le partage égal en nature n'aurait pu se faire sans dommage pour les co-héritiers, ni sans difficulté pour l'exploitation (2). L'impartageabilité entraînait la licitation.

D'autre part, devant les inconvénients de la licitation, certains tribunaux inférieurs admirent même un partage par voie d'attribution, un partage avec soulte, lorsque la succession ne comprenait qu'une seule exploitation. Ainsi le tribunal de St-Pol (D. P. 33. 2. P. 30) décide : « Attendu, en droit, que si le partage en nature est de règle et s'il convient, en principe, de faire rentrer dans chaque lot, autant que possible, la même quantité de meubles de même nature et valeur, il n'en est pas moins vrai qu'en matière de partage, les dispositions qui règlent la composition des lots ne sont pas d'ordre public et que la règle édictée par l'article 832 cesse d'être obligatoire et doit être écartée lorsque son application entraînerait la dépréciation des biens héréditaires, ou un dommage pour les héritiers ou tous autres inconvénients ; attendu également que le principe du tirage au sort des lots n'est pas absolu et qu'il peut y être dérogé quand l'attribution des valeurs à partager entraînerait la dépréciation des biens héréditaires ou tous autres inconvénients ».

Sous ces réserves, la Jurisprudence maintenait fermement son interprétation stricte du principe de l'égalité en nature pour le plus grand mal de la terre de France et des payans. (3)

(1) Jurisp. cit. par Josserand, Cours de Droit Civil positif français T. 3 page 716.

(2) Jurisp. cit. par Colin et Capitant, Cours Elémentaire de Droit Civil français T. 3. page 567.

(3) Maury et Vialleton au Traité Pratique de Droit Civil Français de Planiol et Ripert. T. IV, Pages 511 et 525.

§ 2. — *Déroptions apportées par certaines lois modernes
au principe de l'égalité en nature.*

Dans certaines lois particulières, le législateur moderne pose, lui aussi, des exceptions à la règle de l'égalité en nature. Ainsi, les lois du 12 juillet 1909 et du 5 décembre 1922 uniformisées par une loi du 13 février 1937 apportent une première dérogation à ce principe, pour permettre la transmission intégrale du bien de famille ou de la petite exploitation agricole soumise à la législation sur les habitations à bon marché. L'article 19 de la loi du 12 Juillet 1909 permet, à certains héritiers, sous certaines conditions, après estimation, de recevoir le bien de famille, à charge de soulte au profit de leurs co-héritiers. L'article 81 de la loi du 5 Décembre 1922 permet, de même, la transmission intégrale de la petite propriété, à charge de soulte. Ces deux lois, nous le voyons, ont donc substitué, en la matière, à l'égalité en nature de droit commun, une égalité en valeur, permettant ainsi la transmission intégrale.

Enfin, une loi, le 7 février 1938, est venue augmenter encore le nombre des exceptions au droit commun en consacrant l'égalité en valeur dans le partage d'ascendant. Cette loi, quoique de portée générale, est, il est intéressant pour nous de le constater, d'inspiration agricole. Ceci n'est pas étonnant, car on la vota notamment pour combattre le morcellement et l'exode rural et pour permettre une transmission intégrale de l'exploitation familiale (1). M. Tanguy a fait remarquer cette inspiration agricole : « Elle répond à un vœu depuis longtemps émis dans les milieux agricoles, puisque les Sociétés d'Agriculture le formulaient déjà avec la plus grande insistance en 1866, lors de la grande enquête agricole (2). » D'ailleurs, le monde agricole l'a saluée avec joie. Nous n'en

(1) Proposition de loi Tanguy. Exposé des motifs J. O. Doc. Parl. Oct. 1936, page 250.

(2) P. Voirin D. H. 1938. N° 14 Chron. P. 29.

voulons pour preuve que les approbations données au vote de cette loi par de nombreuses Chambres d'Agriculture (1). Par un partage d'ascendants renoué, le législateur veut : « éviter les contestations qui pourraient s'élever entre les enfants sur la formation et l'attribution de leurs lots au décès de leurs parents. Il permet aussi à l'ascendant vieilli de se décharger de l'administration de ces biens en l'abandonnant à ses enfants, évitant ainsi le dépérissement d'une fortune qu'il n'est plus en état de gérer (2). » Jusque là la Jurisprudence admettant qu'on puisse déroger aux principes de l'égalité en nature dans les partages, le père de famille qui possédait, outre son exploitation, des biens suffisants pour allotir ses enfants, pouvait transmettre intégralement son exploitation à l'un d'entr'eux. Mais lorsque l'exploitation était sa seule fortune, cela lui était impossible. Les descendants, ayant droit à leur réserve en nature, le père de famille ne pouvait laisser à un de ses descendants des biens dépassant leur part de réserve et la quotité disponible. Sinon, il y aurait lieu à réduction ; et si la portion disponible était inférieure à la moitié de l'exploitation, la réduction se ferait en nature (3). De plus si un enfant, oublié dans le partage d'ascendants, n'était pas alloti, le partage était nul pour le tout. Les rédacteurs du code civil avaient transposé les règles rigoureusement égalitaires du droit commun dans le partage d'ascendants. Celui-ci s'avérait fort instable. Si les procès furent très nombreux dans le passé, il n'y a qu'à ouvrir une table des décisions jurisprudentielles d'un recueil Dalloz ou Sirey du siècle dernier pour s'en apercevoir, depuis plusieurs années leur nombre avait bien diminué. Peut-être l'esprit familial et de concorde avait-il suppléé aux inconvénients de la loi, aidé par la pra-

(1) 9^e Session 1938 OP. cit. P. 373.

(2) Rapport Coucoureux au Sénat. J. O. Doc. Parl. Sept. 1937. P. 63 Ann. N^o 98.

(3) C. C. 28 Oct. 1929. D. H. 1929. P. 554.

tique notariale et une jurisprudence plus favorable. Cependant un certain nombre de pères de familles, quoique soucieux d'assurer la continuité de leur famille et de leur exploitation, se trouvaient découragés par la réglementation défectueuse du code civil. Le Sénateur Jean Autrand le signalait en 1931 : « Dans un seul canton, de 1929 à 1931, dans un seul canton du Cher, 40 partages anticipés ont été remis » (1). Aussi le législateur du 7 Février 1938, suivant en cela les désirs, non suivis de réalisation de ses prédécesseurs, voulut-il apporter des améliorations à ce moyen de lutte contre le morcellement et la désertion des campagnes. En conséquence, il fit régner l'égalité en valeur dans les partages d'ascendants. M. Coucoureux, dans son rapport précité, le remarque : « Il nous paraît logique d'insérer une adjonction, comme conséquence de la règle que vous aurez admise de ne plus exiger dans les lots que l'égalité en valeur ». Le législateur remania donc l'article 1075 du code civil et admit désormais que, dans les lots, une égalité en valeur suffirait. La règle nettement définie, il en tira des conséquences nombreuses dans les articles 1077 et suivants. Si un enfant est omis dans le partage et qu'on puisse lui reconstituer sa part avec d'autres biens de la succession, l'omission de cet enfant n'entraînera pas la nullité du partage d'ascendants : donc le partage d'ascendants est valide si l'égalité en valeur est respectée. De plus, et surtout, le législateur étendit, au défendeur à l'action en réduction, l'avantage reconnu déjà au défendeur à l'action en rescision : le défendeur pourra arrêter l'action, en offrant d'abandonner aux demandeurs ce qu'il a reçu à tort, en nature ou en valeur.

La loi du 7 Février 1938, par l'introduction, en matière de partage d'ascendant, d'une égalité en valeur entre les cohéritiers, donne ainsi au père de famille beaucoup plus de

(1) Sess. extr. du Sénat. 12 Nov. 1931. Ann. N° 5.551 cité par M. Neveux « Régime fiscal des partages d'ascendants, thèse Paris 1936. »

liberté pour assurer la transmission de l'exploitation familiale. Désormais, celui-ci pourra attribuer son bien à qui il croira remplir le mieux les conditions voulues de travail et de continuation des traditions familiales. De plus, la sécurité nouvelle donnée au partage d'ascendants lui enlèvera la crainte de voir son œuvre de conciliation et de tradition remise en question par un héritier trop individualiste. La stabilité et l'intégrité de l'exploitation agricole familiale seront enfin assurées.

En conclusion, nous voyons que la règle de l'égalité en nature s'étant avérée néfaste, entraînant le morcellement et l'exode rural, la Jurisprudence et le législateur moderne lui apportèrent un certain nombre d'atténuations et d'exceptions. Cependant, le remède était faible pour le mal à combattre. De plus, la méthode méritait des critiques au point de vue législatif : multiplier les dérogations et les exceptions à une règle qui est reconnue mauvaise n'améliore en rien la situation. Il vaut mieux changer cette règle. C'est ce qu'a fait le législateur dans le décret-loi du 17 juin 1938, en substituant, à l'égalité en nature dans les partages, une égalité en valeur.

CHAPITRE II

Le principe de l'égalité en valeur

Par le décret-loi du 17 juin 1938, le législateur a modifié l'article 832 du code civil. Cet article édicte que « dans la formation et la composition des lots, on doit éviter, autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations, et il convient de faire rentrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur. » Désormais « dans la formation et la composition des lots, on doit éviter de morceler les héritages et de diviser les exploitations.

Dans la mesure où le morcellement des héritages et la division des exploitations peuvent être évités, chaque lot doit, autant que possible, être composé, soit en totalité, soit en partie, de meubles ou d'immeubles, de droits ou de créances, de valeurs équivalentes ». Autrement dit, cette réforme pose le principe de l'égalité en valeur entre les co-héritiers. Il ne vise d'ailleurs pas les seules exploitations agricoles. Le législateur le trouve si utile qu'il lui donne une portée toute générale. Il régira donc tous les partages. Il nous faut l'étudier, cependant, car il est la base de toutes les mesures destinées à combattre le morcellement de l'exploitation agricole. Voyons, donc, en trois sections différentes : I. Son existence ; II. Sa portée ; III. Les critiques qu'il souffre.

SECTION I

EXISTENCE DU PRINCIPE DANS LE DÉCRET-LOI DU 17 JUIN 1938

Les commentateurs du décret-loi du 17 Juin 1938, à l'exception de M. Pierre Voirin (1), de M. Henri Desbois (2) et de M. Josserand (3), ne se sont pas appesantis sur cette réforme. Ainsi, M. Chauveau (4) écrit : « C'est le paragraphe 3 (de l'article 832) qui contient l'innovation intéressante ». Cependant la réforme mérite de retenir notre attention

Le législateur du décret-loi a brisé les règles trop strictes du code civil, en leur substituant des règles plus souples. A l'égalité en nature, il substitue l'égalité en valeur. Il n'établit donc pas une inégalité entre les co-héritiers, comme dans le décret-loi du 29 Juillet 1939, relatif au contrat de travail à salaire différé au profit des descendants travaillant chez leurs ascendants. En effet, ce salaire, dont la créance ne peut se faire valoir que dans la succession de l'ascendant exploitant, constitue pour le descendant, à l'égard de tous autres, un bien propre. (Art. 64). Une inégalité à son profit est donc créée. Il faut approuver le législateur sur ce point. Il est juste, même on n'est pas allé assez loin en ce sens, que le fils, aidant son père à maintenir et à développer l'exploitation agricole, ait une part plus grande dans la succession que celle des autres enfants. Mais le législateur, toujours par la peur d'enfreindre la loi de l'égalité, n'a pas creusé cette vérité pour en tirer toutes les décisions qui s'imposaient. En prin-

(1) P. Voirin — Lois Nouvelles 1938. I. Page 328.

(2) H. Desbois — Recueil Périodique Dalloz 1938. 4. Page 361.

(3) Josserand — Op. cité. Page 718.

(4) Chauveau — Journal des Notaires 1938 — Article 39866, page 943.

cipe, il maintient donc l'égalité. Mais, comme les faits se heurtaient de front avec celle-ci, il lui fallut l'assouplir : d'où le principe de l'égalité en valeur employé dans ce décret-loi.

Dans le décret-loi du 17 Juin 1938, le législateur se heurte toujours au même problème : si on veut éviter le morcellement et par là en partie l'exode rural, il faut que la propriété se maintienne ; que l'exploitation, surtout la petite exploitation agricole, reste intacte à travers tous les écueils successoraux. Si l'on veut que la famille reste à la terre, il faut lui garder son lien avec cette terre, il faut assurer la stabilité de l'exploitation agricole. Or, si la succession comprend seulement une seule exploitation, il faut ou la morceler ou la transmettre intégralement. En ce dernier cas, si l'on garde les principes fondamentaux des successions, il faut consacrer le principe de l'égalité en valeur et le faire régner dans les transmissions d'exploitation, non seulement par le moyen des successions *ab intestat*, mais aussi par celui des donations ou des testaments. Si dans le décret-loi du 17 Juin 1938, pas plus que dans le rapport au Président de la République, le précédant, cette idée n'est formellement exprimée, elle se trouve toujours sous jacente et directrice. On la trouve, d'abord étendue à tout le domaine des successions dans l'article 832 alinéa I et 2. Le principe étant posé, l'article 832 lui-même en fournit la bienfaisante application. Dans son troisième alinéa, il permet au conjoint survivant ou à un héritier, dans certaines conditions, de se faire attribuer intégralement l'exploitation agricole. Mais le législateur ne s'en tint pas là. Le père de famille peut, et c'est souhaitable, désigner lui-même celui de ses enfants qui lui succédera à la tête de son exploitation : il lui fait alors purement et simplement donation de cette exploitation. Mais selon le code civil, qu'il y eut ou non d'autres biens, que la donation dépassât ou non la quotité disponible, le rapport ou la réduction devait, en principe, se faire en nature. Désormais, par la généralisation du rapport

en moins prenant et une extension de la réduction par équivalent, légataires ou donataires pourront conserver intégralement l'exploitation à eux léguée ou donnée. Les nouveaux articles 859 et 866 préconisent cette solution. La réforme apparaît donc d'importance.

SECTION II

PORTEE DU PRINCIPE

Après avoir constaté et dégagé l'existence du principe, qui nous semble la base et le fondement des réformes apportées par le décret-loi du 17 juin 1938, il nous faut maintenant en voir la portée. Il nous faut déterminer les limites et les conséquences de ce principe sur certains textes du code civil.

§ I. — *Sa portée.*

La lecture du texte des deux premiers alinéas de l'article 832 du code civil ne nous laisse aucun doute sur la portée de la réforme : elle est générale et s'applique à toute succession. Certes, d'après la lecture du rapport préliminaire, nous pourrions un moment être tenté de croire que ces deux alinéas s'appliquent seulement aux successions agricoles, aux exploitations rurales. En effet, les auteurs du décret exposent les faits que nous connaissons bien, puis ils disent ceci : « il paraît donc indispensable d'aménager sur ce point les dispositions de notre code civil. Les réformes que nous proposons tendent à porter remède à cette situation... ». Nous pourrions donc essayer de soutenir que les réformes s'appliqueraient seulement aux héritages ruraux ; cependant cette opinion est difficilement soutenable, car, dans le rapport même, le législateur envisage le morcellement non seulement au point de vue rural, mais au point de vue général. Il considère, certes, que ce morcellement entraîne des conséquences malheureuses, sinon désastreuses dans tous les domaines ruraux, mais aussi qu'au point de vue économique général, il est un mal. « Le morcellement continu des propriétés... aboutit trop souvent à des conséquences désastreuses au point de vue économique, notam-

ment en ce qui concerne les domaines ruraux ». De plus, car s'il faut prendre en considération l'intention du législateur, en fait seul le texte de loi importe ; or, les termes de l'article 832 alinéa 1 et 2 du code civil sont sans équivoque. Ils envisagent le morcellement dans son action destructrice dans tous les domaines. Cependant, c'est ce qui justifie l'étude présente, parce que le domaine rural est plus atteint que les autres, et plus sensible aux attaques du morcellement, la réforme de l'article 832 nous intéresse au plus haut point.

Cette égalité en valeur, comment va-t-on la faire régner ? Le nouvel article 832 répond à notre question par deux propositions : dans l'une, le législateur établit l'obligation d'éviter le morcellement dans la composition et la formation des lots. Dans l'autre, il préconise de respecter dans tous les cas où le morcellement des héritages et la division des exploitations peuvent être évités, l'égalité en valeur dans la composition des lots, en d'autres termes la parité des lots en valeur.

I. — *Obligation d'éviter le morcellement.*

C'est en effet d'une obligation dont il s'agit. Le législateur ne dit pas on peut, mais « on doit éviter le morcellement ». Les rédacteurs du code civil employaient aussi ce terme impératif, mais ils tempéraient aussitôt : « On doit éviter, autant que possible ». La disparition de ce membre de phrase, de ce tempérament rend toute sa vigueur et toute sa force à l'obligation imposée par le législateur. Pour mieux marquer cette obligation, le décret-loi isole le membre de phrase qui la contient, en supprimant la conjonction « et » qui le reliait au reste du texte. Le Tribunal, saisi d'une action en partage, devra donc tenir compte de cette obligation, car ces répercussions économiques et sociales sont trop graves, pour qu'elles soient méconnues.

On doit éviter, nous dit le texte, mais que doit-on éviter ? On doit éviter de morceler les héritages et de diviser les exploitations. A première vue, ces deux expressions pourraient

paraître vouloir signifier la même chose ; à première lecture, il pourrait s'agir d'une redondance, d'autant plus que le législateur moderne, hélas !, n'est pas très fixé sur les termes, ni sur les expressions qu'il emploie. Cependant les rédacteurs du code civil, et nous savons leur précision, les avaient employées. Héritages c'est le vieux mot Français employé dans les coutumes du Nord de la France pour désigner les immeubles. Au contraire, une exploitation, c'est un tout, une entité économique, un ensemble d'immeubles. Donc, non seulement il ne faut pas morceller les immeubles, mais aussi il ne faut pas diviser les exploitations. Donc, en notre matière, ni en tout, ni en partie, l'exploitation agricole ne devra être morcelée.

Les termes employés par le décret-loi sont généraux et ne diffèrent pas de ceux du code civil. Comme auparavant, par immeuble, il faudra entendre tous les immeubles par nature. Mais pourquoi ne pas étendre aussi la réforme aux immeubles par destination ? M. Pierre Voirin (1) leur refuse l'application de la loi. Cependant celle-ci ne spécifie pas. De plus, nous avons déjà dit et nous répéterons qu'en matière agricole surtout une exploitation forme un tout, qu'elle comprend non seulement des fonds de terre et des bâtiments, mais aussi des cheptels, et du matériel d'exploitation. Or, les animaux attachés à la culture (art. 524, alinéa 1 du code civil) et le matériel agricole (art. 524) sont des immeubles par destination. Le code civil les qualifie tels, notamment parce qu'il sent le lien très fort qui les relie aux autres immeubles par nature. D'ailleurs, ne pas agir ainsi ce serait contredire la deuxième phrase : « on doit éviter de diviser les exploitations ». Or, n'est-ce pas ce qu'on fait par exemple, en partageant le matériel agricole et le cheptel, qui sont autant de parties de l'exploitation. En enlever une partie, n'est-ce pas rendre difficile, sinon impossible la continuation de cette exploitation ?

(1) P. Voirin. Lois nouvelles 1938-1-329. N° 17.

Par exploitations, il faut entendre toutes sortes d'exploitations : agricoles, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières, grandes ou petites ou moyennes. Mais, toutes sont-elles sur le même pied, au point de vue de l'application de la loi ? Non ! La nécessité d'éviter le morcellement paraîtra plus exigeante en matière agricole qu'en matière commerciale et industrielle ; en matière immobilière qu'en matière mobilière ; pour les moyennes et petites exploitations que pour les grandes. Sur ce dernier point, les Tribunaux pourront cependant maintenir dans son intégralité la grande propriété, sous réserve évidemment de l'application de l'alinéa 3 de l'article 832. Le législateur aurait dû, à notre avis, pour un mieux être social et économique, réserver le cas des grandes propriétés.

II. — *Parité des lots en valeur.*

Après le principe, il nous faut examiner l'exception apportée par le législateur. Cette exception confirme, d'ailleurs, la règle. Là encore, le législateur oblige, puisqu'il emploie le mot « doit ». Mais il le tempère aussitôt par un « autant que possible », qui laisse toute liberté d'appréciation. Au fond, les termes employés reviennent, à peu près, au même résultat obtenu par les anciens (rédaction 1804) : « il convient.... s'il se peut ». Mais, pour que la jurisprudence ne soit pas tentée de revenir sur ses anciens errements néfastes, le législateur prend soin de limiter les cas, où cette parité des lots pourra être exigée. Dans quelle mesure ? Dans la mesure où l'alinéa 1 de l'article 832 du code civil s'appliquera, c'est-à-dire « dans la mesure où le morcellement des héritages et la division des exploitations peuvent être évitées ». Il s'agit moins là, au fond, d'une exception que d'un cas particulier d'application de l'article 832, alinéa 1. En effet, à quelle parité le code civil fait-il allusion désormais ? Non à la parité en valeur et en nature, comme l'exigeait l'article 832 ancien, mais à la seule parité en valeur. Celui qui composera les lots, c'est-à-dire se-

lon l'article 834 du code civil, soit un des co-héritiers désigné par tous les intéressés, et acceptant cette charge, soit un expert désigné par le Juge-commissaire, devra donc appliquer le principe de l'égalité en valeur. A ce moment, le partage n'apporte plus les inconvénients qui le rendaient si critiquable. Dans notre domaine, il s'appliquera, par exemple, lorsque le défunt laissera dans sa succession autant d'exploitations que d'héritiers. Le co-héritier lotissant ou l'expert s'arrangera de façon à égaliser le plus possible les lots en valeur.

Et même, le nouvel article 832 n'exige plus une égalité en valeur pour la totalité des lots, si elle s'avère impossible à obtenir. En ce cas, il suffira que chaque lot comprenne en partie des meubles ou des immeubles ou des droits, ou des créances de valeur équivalente.

Enfin, ces dispositions des deux premiers alinéas de l'article 832 s'appliquent à tous les partages : de successions, de sociétés, de communautés. Cette solution est d'ailleurs la solution ancienne. Comme auparavant aussi, les nouvelles dispositions régiront les seuls partages judiciaires. Le but principal des articles 826 et 832 du code civil, selon l'intention des rédacteurs du code civil, leur place dans le dit code est tel. Un peu plus loin, nous apprécierons si le législateur n'eut pas mieux fait, au lieu de se restreindre à la seule matière des partages judiciaires, d'étendre aussi sa réforme aux partages amiables.

§ II. — *Conséquences du principe.*

Ayant déterminé la portée du principe, il nous faut maintenant en examiner les conséquences juridiques. A ce propos, nous en verrons les incidences économiques et sociales.

Longtemps nous le savons, la jurisprudence, à tort au point de vue économique et social, interpréta l'article 832 en fonction de l'article 826. Juridiquement, elle avait raison. Le

principe était bel et bien posé dans l'article 826 : « Chaque co-héritier peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession ». Partant de là, la disposition de l'article 832 devait logiquement s'interpréter de la façon suivante : certes, il faut, autant que possible, éviter le morcellement des héritages et la division des exploitations, mais il convient aussi, s'il se peut, de faire entrer dans chaque lot la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits et de créances. Pourquoi cette égalité en nature dans la composition des lots, sinon parce que chaque héritier peut demander sa part en nature et aussi parce que tous les lots, une fois composés, sont tirés au sort. Les articles 826 et 834, 2^e alinéa du code civil commandaient la solution de l'article 832 : or, le législateur de 1938, tout en modifiant l'article 832, laisse intacts l'article 826 et l'article 834, 2^e alinéa ; par contre, il modifie aussi l'article 827. Pour chacun de ces articles, voyons donc les répercussions et les conséquences de la réforme.

I. — *Le partage égal en nature, après le décret-loi du 17 Juin 1938.*

« Chacun des co-héritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession ». Est-ce encore vrai depuis le décret-loi du 17 Juin 1938 ? La réponse n'est pas unique. En effet, désormais, assistant à un renversement de la situation, en fait ce n'est plus l'article 832 qui dépend de l'article 826, mais bien l'inverse. Avant tout, que faut-il ? Il faut éviter de diviser les exploitations et de morceler les héritages. Voici le point capital, l'idée directrice selon laquelle tout doit être raisonné. Si par exemple le défunt laisse plusieurs exploitations ou plusieurs immeubles de même valeur, de façon à ce que chaque héritier puisse demander et obtenir sa part en nature, alors l'article 826 du code civil pourra encore recevoir son application. Mais si le de cujus laisse seulement une exploitation agricole à plusieurs co-héritiers, l'in-

térêt de l'exploitation doit dominer l'intérêt des co-héritiers, l'intérêt général et social doit passer avant l'intérêt individuel et égoïste. Si le partage en nature doit apporter avec lui le morcellement, on doit le repousser. Aussi pour plus de précision, le décret-loi du 17 Juin 1938 aurait pu adjoindre au texte de l'article 826 la phrase suivante : « Dans la mesure où le morcellement des héritages et la division des exploitations peuvent être évités, chacun des co-héritiers peut demander sa part en nature », comme il l'a fait pour le 2^e alinéa de l'article 832. Nous avons conclu que ce dernier alinéa, loin d'être une exception au principe posé par l'alinéa 1^{er} du même article, en était plutôt une application. L'article 826 doit être interprété en ce sens. La confirmation en vient notamment de la suppression de la partie finale du 1^{er} alinéa de l'article 1075 du code civil par le décret-loi du 17 Juin 1938 : la loi du 7 Février 1938 permettait en effet à l'ascendant de faire le partage de ses biens entre ses descendants « sans être tenu de se conformer aux articles 826 et 832 » ; cette loi voulait aussi donner toute liberté à l'ascendant pour faire le partage de ses biens comme il l'entendrait, sans s'astreindre à subir la règle rigoureuse de l'égalité en nature. La loi du 7 Février 1938 confirmait ainsi la jurisprudence. Or, le décret-loi du 17 Juin 1938 modifie ce texte en supprimant sa partie finale : est-ce donc que l'ascendant donateur devra, à nouveau, se courber à la règle des articles 826 et 832 ? Certes. En effet, les articles 826 et 832, ou leur interprétation, ayant changé, ce changement permet au partage d'ascendants d'obéir à nouveau au droit commun. D'ailleurs, empressons-nous de critiquer ce retour ; car les articles 826 et 832 n'ont jamais été écrits pour les partages amiables, du type du partage de l'ascendant, mais bien pour les partages judiciaires. Quoi qu'il en soit, la suppression de la partie finale de l'article 1075, 1^{er} alinéa, confirme notre opinion de subordonner l'interprétation et l'application de l'article 826 aux dispositions de l'article 832.

Outre cela, comme auparavant, dans les cas de licitation prévus par la loi, l'article 826 ne s'appliquera pas non plus. Si bien que son application se trouve fort réduite sinon supprimée partout où le nouveau principe de l'égalité en valeur domine. Car, il ne faut pas l'oublier, si on doit éviter le morcellement et la division des exploitations, cela ne doit pas être au détriment des co-héritiers et de leur égalité. Chacun doit recevoir sa part. Peu importe, certes, la composition de cette part : le droit de l'héritier à une réserve en nature, à une part successorale en nature, c'est-à-dire le champ d'application de l'article 826 se trouve ainsi exclu dans toutes les hypothèses nouvelles d'attribution ou de transmission intégrale de l'exploitation, ainsi que dans toutes celles où une licitation se produit. A côté des exceptions constituées par les cas de licitation apparaissent désormais certains cas d'attribution intégrale de l'héritage ou de l'exploitation.

II. — *Conséquences du principe sur la licitation.*

L'article 827, alinéa 1 du code civil se trouve modifié, aussi par le décret-loi. Autrefois, deux solutions étaient permises : ou l'immeuble, ou l'exploitation, dans notre cas d'exploitation agricole, était commodément partageable ; ou elle ne l'était pas. Si elle l'était, l'article 826 et par suite l'article 832 s'appliquait. Sinon, la licitation s'imposait. Or, nous avons constaté les nombreux inconvénients économiques et surtout les inconvénients sociaux de la licitation : si elle ne morcelle pas l'exploitation, en pratique, elle chasse la famille de cette exploitation et la pousse à l'exode rural ; de plus, elle introduit, à sa place, des éléments très indésirables. Aussi, le décret-loi du 17 juin 1938 a-t-il fait apparaître une troisième solution à côté de la licitation, et du partage en nature : le partage en valeur et par suite la possibilité d'attribution et de transmission intégrales de l'exploitation. D'où, dans l'article 827 qui détermine le champ d'application de la licitation en matière immobilière, il convenait d'ajouter, au membre de phrase :

« si les immeubles ne peuvent pas être commodément partagés », celui-ci : « ou attribués dans les conditions prévues par le présent code ».

Cet article, au fond, nous montre désormais le large pouvoir d'appréciation reconnu au Tribunal. En principe, s'il le peut, il devra se décider pour un partage égal en nature et en valeur ; mais, si ce partage, si cette décision doit s'effectuer au prix d'un morcellement de l'exploitation, le Tribunal doit hardiment permettre la mise de l'exploitation dans un même lot, sinon l'attribuer intégralement. C'est seulement dans le cas où la mise d'un seul bien dans un même lot est impossible, et hors le cas de toute attribution intégrale, qu'il faudra recourir à la licitation. Nous voyons donc combien les risques et les chances de licitation sont réduites. Nous devons nous féliciter de cette solution. Cependant tout le monde n'est pas de cet avis : ainsi M. Henri Desbois, dans son commentaire de l'article 832 (D. P. 1938. 4. 361. 3^e colonne). Il écrit ceci « L'obligation d'éviter le morcellement n'implique pas, en effet, la nécessité de la constitution unitaire des lots, car la consistance du patrimoine peut être telle que l'égalité en valeur elle-même ne puisse être réalisée, sinon au prix de soultes exagérées, plus dangereuses pour les relations de famille que le morcellement ou la licitation ». De savoir, si les soultes même exagérées, sont plus dangereuses pour la famille que le morcellement ou la licitation, nous le verrons plus loin. Ici, nous nous contenterons de critiquer l'idée générale qui nous paraît aussi fausse que lourde de conséquences. Prenons, par exemple, une exploitation agricole petite ou moyenne. Son propriétaire décède laissant trois enfants. En suivant l'opinion de M. Desbois, à quelle interprétation arrivera-t-on ? Le Tribunal estimera évidemment, suivant ainsi la loi, qu'un partage en nature entraînerait un morcellement de l'exploitation, en infraction formelle avec les nouvelles dispositions légales. Mais, s'il se décide en faveur de la mise de l'exploita-

tion dans un seul lot, le co-héritier ainsi alloti devra payer aux deux autres une somme trop élevée pour ses moyens, estimera le Tribunal ; d'où le Tribunal fera liciter l'exploitation. En décidant ainsi, le Tribunal ne contredirait-il pas le législateur ? D'après l'article 827, alinéa 1, la licitation doit être seulement prononcée, « hors les cas où les immeubles ne peuvent pas être commodément partagés ou attribués dans les conditions prévues par le présent code ». L'adverbe « commodément » se rapporte au seul adjectif « partagés » et non à « attribués ». Le Tribunal pourrait ainsi attribuer intégralement l'exploitation agricole susdite à un des co-héritiers et il ne le ferait pas ! Au lieu de le laisser à la famille, il autoriserait la licitation et par là risquerait de l'en faire sortir ! la solution préconisée nous semble aller à l'encontre des intentions du législateur, et à l'encontre des intérêts biens compris des familles, de la société et de l'économie nationale. La licitation que les rédacteurs du code civil avaient envisagée comme un remède au partage égal en nature, n'est en fait, qu'un pis aller. Ses inconvénients économiques comme ses inconvénients sociaux doivent ne la faire admettre qu'exceptionnellement. Tel est le désir des rédacteurs du décret-loi du 17 Juin 1938, quand ils l'ont enfermée dans d'étroites limites. Non, encore une fois, le Tribunal a certes un grand pouvoir d'appréciation, mais il doit toujours se souvenir qu'il lui est nécessaire d'éviter le morcellement et la division des exploitations. L'article 832, 2^e alinéa du code civil lui montre le chemin, puisqu'il sacrifie, dans certains cas, à cette idée l'identité en valeur des lots. Il s'agit ici d'une question d'intérêt général, d'ordre public, que le Tribunal est chargé de faire prédominer sur les intérêts trop souvent individualistes qui se manifestent en ces douloureux moments du décès. Cependant, en conclusion, nous ferons la réserve suivante : nous avons indiqué comment, à notre sens, le Tribunal devrait agir ; mais agira-t-il ainsi ? Vraisemblablement nous ne le croyons

pas, car, comme nous le verrons en traitant le problème des soultes, tout un aspect de ce problème a été oublié malencontreusement par le législateur : l'aspect financier.

III. — *Conséquences du principe sur le tirage au sort des lots.*

Nous savons déjà que si les rédacteurs du code civil imposèrent l'obligation de composer des lots égaux en nature et en valeur, c'était parce que l'article 834, alinéa 2, prévoyait ensuite un tirage au sort : « C'est surtout, parce que l'attribution des lots se fait sans choix et au hasard, que chaque lot doit contenir un échantillon de chacun des éléments du patrimoine successoral. C'est la seule manière d'assurer au moins l'égalité des participants à la loterie finale, qui clôt les opérations de partage (1). » Le décret-loi du 17 Juin 1938 ne modifie nullement l'article 834. Aussi, quelle interprétation allons-nous désormais lui donner ? Quelle est l'incidence de la réforme de l'article 832 sur celle de l'article 834, alinéa 2 ? Dans le rapport, précédant le décret-loi, aucune indication, aucune allusion n'existe quant au tirage au sort ou à l'article 834, alinéa 2. Le rapport traite seulement des articles 826, 827 et 832, en disant « l'obligation de composer les lots en valeur égale de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances ne sera imposée que dans le cas où le morcellement des héritages et la division des exploitations peuvent être évités (art. 826 et 832, alinéas 1 et 2) ». Aussi certains auteurs (2) raisonnent-ils de la façon suivante : les Tribunaux refuseront de s'affranchir du tirage au sort, ce qui amènera des résultats déplorables, car peut-être le moins doué des héritiers héritera-t-il de l'exploitation familiale, et s'empressera de l'aliéner à un étranger ; ou, devant ces perspectives peu rassurantes,

(1) Colin et Capitant. Cours élémentaire de droit civil. T. III. 8^e éd. P. 569.

(2) H. Desbois D. P. 1938 - 4 - 362, 1^{re} colonne, 1^{er} paragraphe.

ils emploieront de préférence la licitation, sauf le seul cas où tous les indivisaires sont également qualifiés pour continuer l'exploitation. A l'appui d'un premier argument, à savoir qu'il n'existe pas de modifications de texte, ils en ajoutent deux autres pour repousser tout pouvoir d'attribution au Tribunal : d'abord, on ne peut se prévaloir du nouvel article 827, qui « n'énonce pas le principe de la réforme, mais seulement l'incidence de celle-ci sur la licitation » (Desbois D. P. 1938, 4362) ; ensuite le législateur, dans l'alinéa 3 de l'article 832, a distingué l'attribution des lots et la composition en ne parlant que de la première. En conséquence, dit-on, le législateur aurait dû investir le juge et de la constitution et aussi de l'attribution des lots.

Quel était le droit commun, avant la réforme de 1938 ? En principe le tirage au sort des lots était obligatoire. Il s'imposait nécessairement, hors le cas où les héritiers tous majeurs, présents et maîtres de leurs droits s'entendaient pour lui substituer un partage d'attribution. La jurisprudence considérait donc ce tirage au sort comme obligatoire à juste titre : le tirage au sort des lots n'exigeait-il pas le respect des articles 826 et 832, le respect de l'égalité et en nature et en valeur dans la composition des lots ; les lots étaient composés rigoureusement identiques, car le sort, le hasard étant aveugle, aucun des co-héritiers ne devait être avantagé au détriment des autres. Telle est la liaison, qu'il convenait d'établir, avant de discuter la question du maintien ou non du tirage au sort, à la suite de la réforme du 17 juin 1938.

Un fait est d'abord certain : le législateur maintient le texte de l'article 834, alinéa 2, relatif au tirage au sort. De modification de celui-ci, dans le rapport préliminaire, il n'en est nullement question. Alors faut-il en conclure que, dans tous les cas, le tirage au sort est maintenu ? Nous ne le pensons pas. Il commande le partage en nature ; il existe une causalité réciproque entre ces deux opérations ; supprimez

le partage en nature, l'égalité en nature, le tirage au sort peut encore exister, mais il perd sa raison d'être première, celle pour laquelle les rédacteurs du code civil l'avaient introduit dans les opérations de partage. Or, dans le cas d'une succession agricole, comprenant une seule exploitation et des valeurs mobilières si le Tribunal décide, par exemple, de mettre l'exploitation dans un seul lot, à charge pour l'alloti de payer une soulte convenable aux autres co-héritiers, en surplus des valeurs mobilières à eux attribuées, le tirage au sort est-il encore nécessaire ? Non. En effet, le Tribunal possède maintenant comme nous l'avons vu, un pouvoir d'appréciation plus grand ; pourquoi, dans des cas comme celui-ci, s'arrêter en chemin ? Le Tribunal a évité le morcellement en permettant la mise dans un même lot de l'exploitation agricole ; sa tâche n'est pas terminée ; il doit attribuer le lot à qui il jugera bon, selon les circonstances, la capacité, l'expérience, et toute une série de critères de fait qui tendent à faire gérer l'exploitation par celui qui est le plus apte. Dans tous les autres cas, notamment ceux où un partage en nature et en valeur peut être fait, ou même celui prévu par l'article 832, alinéa 2, le législateur maintient le tirage au sort. Mais là, où la raison initiale de son existence n'existe plus, pourquoi le conserver ?

Mais, dira-t-on sur quels textes appuyer cette opinion ? Sur l'article 827 ? Mais il ne justifie pas une telle extension. Il n'énonce aucun principe de réforme. Il traite seulement de la licitation. En parlant des répercussions des cas d'attributions dans les conditions prévues par le présent code, pouvons-nous répondre, il nous signale, pourtant, l'existence de ces cas ; et en ceux-ci, le législateur ne vise pas seulement l'article 832, alinéa 3, mais aussi l'article 832, alinéa 1. Comment, dans le cas d'une exploitation unique, éviter de diviser les immeubles et de morceler les exploitations, si on ne met pas l'exploitation dans un seul lot, les autres étant remplis par des soultes, des meubles ou des valeurs mobilières s'il y a lieu ! Mais on

pourrait la liciter, objectera-t-on ? Non pas, car l'article 827 réserve les cas où les immeubles ne peuvent pas être commodément partagés ou attribués. Oh ! le législateur est obscur et peu explicite, mais l'idée exprimée par l'article 832. alinéa 1, doit logiquement être appliquée avec toute l'extension possible. Enfin, dit-on, et c'est le gros argument, le législateur, par l'emploi du mot « attribution » fait allusion à l'article 832, alinéa 3. Ce troisième alinéa traite seulement de l'attribution intégrale, à l'exclusion de la composition des lots, celle-ci étant visée par les deux premiers alinéas de l'article 832. Du premier alinéa de l'article 832, on ne peut pas tirer un pouvoir d'attribution pour le Tribunal, puisque le législateur y traite seulement de la composition des lots. Il n'existe donc en fait d'attribution que le seul cas visé par le troisième alinéa. Cet argument est certes de poids. Mais, si nous admettons que le Tribunal peut procéder lui-même aux opérations de partage, donc avoir dans certains cas son mot à dire dans la composition des lots, que fera le Tribunal, lorsqu'il décidera de mettre une exploitation unique dans un seul lot ? Participera-t-il à la composition des lots ou à leur attribution ? Il participera à leur composition, mais, en outre, il les attribuera. En effet, il voudra aller au devant des désirs du législateur, mais aussi tenir compte de la situation des intéressés. Supposons deux co-héritiers en présence ; l'un est parti depuis longtemps en ville comme fonctionnaire ; l'autre est resté à la terre, qu'il travaille dans l'exploitation en question ; il serait inique de tirer au sort, si le Tribunal décide de mettre l'exploitation, objet de la succession, dans un seul lot ; s'il agit ainsi, ce n'est pas pour la donner à celui des héritiers qui ne saurait qu'en faire et qui s'empresserait de la vendre, mais bien au contraire pour la confier à l'héritier qui en tirera le meilleur rendement, à l'héritier paysan.

Donc, nous concluons, en décidant que le législateur maintient le tirage au sort des lots, mais en laissant au tribunal le

soin de décider, selon les circonstances, s'il faut ou non l'employer. Si les Tribunaux refusent de s'en affranchir, ils aurent tort, car la loi, dans sa rédaction actuelle, nous semble leur donner cette faculté. D'ailleurs, sans attendre la réforme de 1938, certains Tribunaux inférieurs, comme celui de Saint-Pol précité, s'en étaient affranchis en considérant la règle du tirage au sort comme n'étant pas d'ordre public. Quant à la licitation, si, à défaut de tirage au sort, les Tribunaux l'emploient, nous les désapprouverons avec d'autant plus de force que l'article 827 leur en limite désormais la faculté. Ainsi la réforme du 17 juin 1938 eut des répercussions sur les diverses opérations du partage : le partage égal en nature voit son champ d'application se restreindre ; la licitation, à juste titre, se trouve limitée ; quant au tirage au sort, quoique maintenu, il n'est plus obligatoire, selon nous, comme auparavant. Le partage successoral se trouve ainsi transformé assez profondément par le nouveau principe édicté à l'article 832, par le principe de l'égalité en valeur entre les co-héritiers.

SECTION III

CRITIQUE DU PRINCIPE

Dans les sections I et II, nous venons de voir comment le législateur établit un principe d'égalité en valeur de tous les co-héritiers, comment le champ d'application de cette égalité en valeur s'est à nouveau modifiée sous l'influence du décret-loi du 17 juin 1938. Cette réforme, modifiant certains points, en laissant subsister d'autres, doit être jugée favorablement dans son inspiration. Mais le législateur n'a-t-il pas laissé de côté certains problèmes au lieu de les résoudre à fond ? De plus, cette réforme ne soulève-t-elle pas d'autres problèmes ? Tout se tient en droit comme en d'autres matières ; le législateur moderne, trop souvent, tend à oublier ce grand précepte biologique. Il prend des mesures sans se soucier de leur répercussion, et surtout sans essayer de prévoir celles-ci, et, par là même, de les résoudre. Aussi allons-nous adresser des louanges au législateur, mais nous n'oublierons point les critiques, car celles-ci ne manquent pas.

§ I. — *Avantages de la réforme.*

Il faut louer, d'abord, le législateur de s'être attaqué au partage successoral, qu'il désigne, surtout en matière rurale, comme le grand responsable de la situation actuelle, au point de vue du morcellement et de l'exode rural. Jusqu'en 1938, nous avons eu des mesures partielles. Pour assurer certains avantages à des situations que le législateur voulait favoriser et développer, il eut recours au principe de l'égalité en valeur

comme idée directrice. A trois reprises, notamment en 1908, en 1909, et le 7 février 1938, il se dégagea du droit commun qu'il savait incapable d'apporter un moyen sérieux et efficace pour fonder la transmission intégrale de certains biens. Cependant, toutes ces réformes étaient timides ! Le législateur n'osait pas toucher au droit commun, de peur qu'on l'accusât de toucher aux principes intangibles de l'égalité ! Jamais nos Assemblées parlementaires ne voulurent voter un projet, si impérieusement réclamé par les faits pourtant, qui permit une attribution intégrale de l'exploitation. Jamais, elles ne voulurent s'attaquer de front au problème du morcellement et de l'exode rural. Quand le gouvernement, en apparence débarrassé des contingences parlementaires, put légiférer à son aise, il eut le courage de tenter une réforme, d'essayer quelque chose. Il s'attaque au problème, nous l'avons constaté et nous le constaterons encore, de façon fort timide. Il tient à montrer qu'il ne déroge à aucun des grands principes de base de notre droit des successions depuis le code civil. « Les réformes que nous proposons », écrit-il dans le rapport préliminaire aux décrets-lois, « tendent à porter remède à cette situation, sans cependant porter atteinte aux règles de quotité disponible et de la réserve, non plus qu'à l'égalité de principe entre les héritiers ». Dès le début, nous sommes donc fixés : il s'agit d'une réforme, non d'une révolution. La face est sauvée ; l'égalité de principe aussi. Cependant les avantages apportés, si limités soient-ils, ont cependant leur importance qu'il faut mettre en relief. Par suite de l'admission d'une égalité relative en valeur entre les co-héritiers, dans certains cas intéressants où le morcellement et la licitation seraient également déplorables, le Tribunal va pouvoir mettre dans un lot toute l'exploitation, les autres lots étant constitués par des soultes. Bien mieux, selon nous, ce Tribunal jouira dans certains cas d'un pouvoir d'attribution. Il pourra appliquer sa sagacité et sa sagesse à distinguer,

entre les héritiers, quel est le plus digne, le plus apte à continuer la tradition familiale. Dans d'autres cas, cette attribution se fera à la demande expresse de certains co-héritiers remplissant certaines conditions. De plus, le rapport et la réduction pouvant s'effectuer en valeur, l'exploitation ne sera plus remise dans la masse successorale ; le gratifié pourra garder sa libéralité. Enfin, dans la mesure du possible, le législateur a essayé de réduire, au minimum, des opérations aux conséquences néfastes comme le partage égal en nature, la licitation et le tirage au sort. Tous ces avantages que les ruraux apprécieront, car ils sont visés par ces réformes plus directement que les autres, il faut donc les apprécier à leur juste valeur.

§ II. — *Critiques de la Réforme.*

Le législateur ne mérite-t-il que des éloges ? Non. Il ne voulait pas toucher à la règle d'égalité entre les co-héritiers, nous dit-il, dans son rapport ; aussi, suivant en cela l'exemple de ses prédécesseurs, a-t-il posé et étendu le principe de l'égalité en valeur, pour permettre aux exploitations agricoles, à la fois de se maintenir et de se transmettre intégralement ; mais, ce faisant, le législateur faisait surgir un autre problème : celui de la soulte avec toutes ses difficultés inhérentes. D'autre part, en maintenant le principe du tirage au sort des lots, il eut tort. Enfin, au lieu d'accorder parcimonieusement des pouvoirs au Tribunal, pourquoi ne lui a-t-il pas donné des pouvoirs généraux, non seulement de composition mais d'attribution des lots ? Il nous faut étudier ces trois critiques dans trois paragraphes différents.

I. — *Le Problème de la Soutle.*

Il est divers et complexe. Il se présente à la fois au point de vue civil, au point de vue fiscal et au point de vue

financier. Les deux premiers points oubliés, en grande partie, par le décret-loi du 17 juin 1938, ont été traités récemment par des lois du 26 juillet et 9 novembre 1940, dans certains cas particuliers, sur lesquels nous reviendrons. Mais aucune politique, aucun régime spécial des soultes n'a été envisagé. Surtout, le côté financier fut franchement oublié, à la fois par le législateur de 1938 comme par celui de 1940. De quoi s'agit-il en effet ? Il faut payer les soultes dans un certain délai, car, le plus souvent, l'attributaire ne possédera pas dans son patrimoine les sommes suffisantes pour s'acquitter de sa dette. Comment les payer ? Une grosse et difficile question de crédits se pose. Il faut permettre à l'attributaire de se libérer au plus vite envers ses co-héritiers dans l'intérêt de ceux-ci comme dans le sien. Mais, avec le système actuel, après avoir payé ses co-héritiers avec son emprunt, l'attributaire se retrouvera dans la même situation financière. Son exploitation, cependant, ne doit pas être trop lourdement grevée par cet emprunt. Les intérêts de celui-ci ne doivent pas être trop lourds. Or, seule une solution sur le plan national et gouvernemental permet de résoudre au mieux cette difficulté. Sans quoi, nous arriverions exactement à un résultat identique à celui que nous voulions éviter. Nous voulions maintenir la famille à la terre, éviter la licitation, laisser intacte l'exploitation. Avec un système de soultes sans bases financières, sans crédit suffisamment organisé, nous arriverons de même à la licitation ou à la vente. Aucun héritier ne voudra prendre sur lui une aussi lourde charge et ne désire pas grever ainsi son avenir. Ou s'il accepte, il risque au bout de quelques années, d'être acculé à la vente. C'est pourquoi certains préféreront à l'attribution intégrale et à ces soultes, la licitation, voire même le morcellement, surtout quand les soultes sont élevées ou exagérées. Un système de soultes, inorganisé au point de vue économique, risque d'apporter non seulement le trouble dans les familles, mais aussi le mor-

cellement et l'exode rural. En vérité, le législateur, en posant le principe de l'égalité en valeur entre les co-héritiers, fait apparaître un problème très important qu'il ne résout pas. Certes, il s'en occupe au point de vue fiscal, au point de vue des délais, mais cet effort est trop partiel. Ce n'est pas tout de permettre, au point de vue successoral, la transmission intégrale des exploitations, si on offre seulement au bénéficiaire des moyens insuffisants ou trop peu pratiques de libération. Les Caisses de Crédit Agricole devraient permettre des prêts à très long terme et à des taux d'intérêts très bas ; même, faisant une politique plus hardie, lorsque l'intéressé présenterait, à défaut de disponibilités financières requises, des capacités professionnelles suffisantes, le législateur devrait permettre, après le paiement d'un certain nombre d'années d'intérêts, la libération totale de la dette.

Quoi qu'il en soit, tant que le législateur restera muet sur ce point, la jurisprudence tendra, au fond à juste titre, à appliquer la réforme de façon parcimonieuse et restrictive. Elle regardera moins les capacités professionnelles des intéressés que leur capacité financière. Elle en viendra à la licitation le plus souvent possible, malgré le législateur. Cette tendance de la jurisprudence, nous pouvons, dès maintenant, l'apercevoir, notamment dans un jugement du Tribunal civil d'Olcron (30 mai 1939 Rep. Gal Pratique du Notariat et de l'Enreg. n° 25.737) : Un sieur Bergerey ayant demandé l'attribution du domaine déclaré impartageable par expert, le Tribunal repoussa sa demande par suite de la non rétroactivité du décret-loi du 17 juin 1938 ; cependant la tendance de la jurisprudence y est très nette : « Attendu qu'il en serait d'autant plus ainsi par surcroît dans l'espèce actuelle, que Joseph Bergerey semble reconnaître qu'il est dans l'impossibilité de régler même une soulte réduite mise à sa charge, puisqu'il a sollicité le bénéfice de l'assistance judiciaire pour continuer le procès en cours..... ». En conséquence, le Tribunal

ordonne la vente par licitation. Certes, ce Tribunal obéissait encore à la législation antérieure, mais il n'en croit pas moins assurer que, même sous l'empire de la nouvelle législation, il n'en accorderait pas le bénéfice à quelqu'un qui, livré à ses propres moyens, ne pourrait arriver à payer les soultes. La réforme est donc incomplète comme est incomplète sur ce point la loi du 7 février 1938. Le législateur de 1938, suivi en cela partiellement par le législateur de 1940, nous le regrettons, n'a pas voulu résoudre à fond tout le problème.

II. — *Le Tirage au sort des Lots.*

Le législateur le maintient et il ne le maintient que dans certains cas ; seulement ces cas sont encore trop nombreux. Aussi, le législateur, croyons-nous a gardé à tort cette institution. Déjà auparavant, tous les auteurs et praticiens du droit civil s'accordaient pour le critiquer. Certes, elle sauvegarde l'égalité mais, en critiquant l'une nous critiquerons l'autre. Le législateur qui garde une égalité de principe entre les co-héritiers, comme il le dit dans son rapport préliminaire, n'a pas voulu rejeter cette institution, d'autant plus qu'elle sert rigoureusement à faire respecter l'égalité successorale. Seulement ce respect ne va pas sans une atteinte à l'attribution adéquate des biens de la succession. Dans le monde moderne, plus que jamais, chacun doit être à une place déterminée par ses seules qualités, sa compétence et sa capacité. Tout le monde, par exemple, ne peut pas faire un bon cultivateur. Dans les successions agricoles, lorsqu'il s'agit de transmettre une exploitation, il faut se mettre à la place du défunt. Si celui-ci y eut pensé ou en eut eu le temps ou l'eut voulu, à qui aurait-il attribué son exploitation, abstraction faite de toute préférence égoïste ? Parmi les co-héritiers, en effet, tous ne présentent pas les mêmes qualités ; certains ont déjà fait leurs preuves de paysannerie ; dans ces

conditions, pourquoi le magistrat ne serait-il pas juge de l'attribution des lots dans tous les cas. En vérité, une telle solution remplacerait avantageusement le tirage au sort, moyen désuet et néfaste pour les intérêts bien compris des intéressés comme pour ceux de la collectivité. Malheureusement, en France, pour beaucoup de décisions importantes, or, l'attribution successorale en est une, le plus souvent le hasard et non le raisonnement, et non le jugement sain et compréhensif de la situation, décide. Nous désapprouverons donc le décret-loi du 17 juin 1938 en tant qu'il suit cette méthode.

III. — *Pouvoir accordé au Tribunal.*

Corrélativement à la suppression du tirage au sort, le législateur de 1938 aurait dû accorder tous pouvoirs au Tribunal. Or il lui donne seulement un pouvoir d'appréciation quant à la composition des lots et, en des termes qui ne sont ni très nets, ni très précis, un certain pouvoir d'attribution. Toute cette réforme s'avère insuffisante. En matière de partage, surtout de partage judiciaire, car c'est le seul dont il soit question ici, le Tribunal devrait être muni d'un pouvoir de direction générale des opérations. Certes, en ne lui accordant pas ce pouvoir, le législateur, dans sa réforme qui touchait surtout les milieux ruraux, a peut-être tenu compte de la répugnance naturelle du paysan à mettre la justice au courant de ses affaires. Le législateur pensa peut-être, que jamais une pleine confiance ne s'établirait entre les magistrats et les intéressés. Mais, puisqu'il fallait assurer la stabilité de l'exploitation et de la famille, le législateur devait employer tous les moyens en son pouvoir pour arriver à ce but. Or, le magistrat avait toute l'autorité, toute l'impartialité et la sûreté de jugement pour décider de la solution du problème successoral. Quoi qu'il en soit, à notre grand regret, ici encore le législateur employa la demi-mesure.

D'ailleurs ce reproche, nous pouvons l'adresser à toute cette législation, qui apparaît presque comme une législation d'essai. Plus nous avancerons dans cette étude, plus cette constatation se fera. Le législateur semble avoir accordé ses faveurs comme à regret. Ou plutôt, il nous faudra, après avoir passé en revue toutes les réformes du décret-loi du 17 juin 1938, nous demander : le législateur, en consacrant l'égalité en valeur comme base de la transmission intégrale de la propriété ne fait-il pas fausse route ? N'y a-t-il pas d'autres moyens plus heureux, plus absolus, plus révolutionnaires peut-être, moins en accord avec nos mœurs rigoureusement égalitaires ? Cependant, malgré toutes ces critiques, nous constaterons le mérite du décret-loi du 17 juin 1938 : Ce mérite consiste à avoir essayé d'apporter un remède à une situation que les législateurs du passé avaient traité beaucoup plus en paroles qu'en actes.

TITRE II

DE LA TRANSMISSION INTEGRALE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Dans les chapitres précédents, nous venons de constater, quant à leurs causes et leurs effets, le morcellement et l'exode rural. Pour en éviter les effets regrettables, le législateur moderne voulut assurer une transmission intégrale de la petite exploitation et plus spécialement de la petite exploitation agricole. Deux expériences, remaniées par la suite à de nombreuses reprises, furent tentées, mais elles ne réussirent ni l'une ni l'autre.

Ce fut d'abord celle de la loi du 10 avril 1908, étendant à l'agriculture la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché, lois codifiées l'une et l'autre par celle du 5 décembre 1922. L'article 46 de cette dernière loi nous en délimite le champ d'application : le prix d'acquisition du jardin ou des champs, y compris les charges, ne doit pas dépasser 15.000 francs. La législation successorale, prévoyant une transmission intégrale spéciale aux habitations à bon marché ne pourra être appliquée ni aux moyennes ni aux petites exploitations agricoles : Si nous fixons en effet, comme un minimum vital familial une superficie d'au moins 10 hectares, seule une minime partie de cette étendue pourrait être actuellement achetée. En fait, cette législation contribue au morcellement, avec toutes ses conséquences regrettables, en facilitant l'établissement de propriétés qui ne peuvent faire vivre une exploitation agricole normale.

Ensuite, une loi du 12 juillet 1909 voulut assurer la trans-

mission intégrale du bien de famille. Est-elle de quelque utilité en notre matière ? Voyons son champ d'application : « La valeur du dit bien, y compris celle des cheptels et immeubles par destination, ne devra pas, lors de sa fondation, dépasser 120.000 francs ». Or, en fixant le prix de l'hectare, par exemple de 10 à 15.000 francs, nous ne pourrions jamais constituer en bien de famille et, par là même, bénéficier de la législation successorale de celui-ci, une exploitation de 10 hectares, car le maximum de 120.000 francs fixé sera vite atteint et dépassé. Là encore le législateur, sous prétexte de combattre le morcellement, lui tend une perche. De plus, nous ne faisons que le signaler ici, cette loi de 1909 comporte à sa base un vice : l'insaisissabilité. Loin de paraître au paysan un avantage, et c'est tout à son honneur, elle semble à juste titre lui enlever tout crédit. La loi de 1909, comme celle de 1922, reste sans application ou presque : 300 biens de famille ont été constitués en trente ans de 1909 à 1938 (1).

En 1924, sur l'initiative d'un député alsacien : M. Jaeger, la loi du 1^{er} juin 1924 fut votée. L'article 73 de cette loi, en matière de réduction de libéralités excessives, excluait l'application de l'article 866 du code civil en matière d'exploitation agricole, industrielle ou commerciale et permettait d'éviter le morcellement de l'exploitation, en l'attribuant au plus digne des héritiers, lorsqu'il n'y avait pas dans la succession de quoi remplir les autres héritiers de leur réserve. Cette loi fut fort bien accueillie dans les départements recouvrés.

D'ailleurs les années suivantes de la Grande Guerre furent fertiles non tant en réalisations qu'en bonnes intentions. De nombreuses propositions dans le sens du décret-loi du 17 juin 1938 furent déposées. Je citerai entre autres, par ordre de date : celles de MM. Boret, Chéron, du 2 décembre 1920 (2) ;

(1) 9^e session 1938 OP. cit. P. 311.

(2) Session extraord. 1920 doc. parl. ann. N° 1745 P. 384.

celle d'un gouvernement par l'intermédiaire de M. Colrat (1) ; celle de MM. Duval-Arnould et Isaac (2) ; le projet Jaeger (3) ; enfin la dernière en date, celle de M. de Lestapis (4). Aucune de ces propositions n'aboutirent ; toutes restèrent en souffrance, soit à la Chambre, soit au Sénat.

Enfin, le 17 Juin 1938, profitant de la liberté à lui laissée par le parlement de légiférer tout à son aise, le gouvernement voulut à son tour combattre le morcellement et l'exode rural, en permettant notamment la transmission intégrale des exploitations agricoles : d'où l'existence, dans le train de décrets-lois du 17 Juin 1938, d'un décret-loi dans ce but. Ce décret-loi n'était pas parfait, loin s'en faut ; cependant, il ne fut pas modifié. Survinrent les tristes événements de 1939-1940 et la question fut, à nouveau, laissée dans l'ombre. Mais le 20 Juillet 1940, le nouveau gouvernement estima urgent de la reconsidérer pour y apporter quelques réformes de détails. Le 9 novembre 1940, il complétait, à nouveau, le côté fiscal de la question. Aussi, pour étudier cette transmission intégrale, il nous faut surtout considérer le décret-loi du 17 Juin 1938. Celui-ci s'occupe de favoriser la transmission intégrale, non seulement dans les successions ab intestat, mais aussi dans les transmissions par le moyen de donations entre vifs ou de testament. De droit commun, le régime de ces deux sortes de successions est différent. Il n'est donc nullement étonnant qu'ici il en soit de même. Aussi dans un premier sous-titre, nous étudierons l'attribution intégrale de l'exploitation agricole, en dehors de toute manifestation de volonté du défunt. Dans un second sous-titre, il nous faudra voir quelles facilités le décret-loi apporte-t-il à l'exploitant, qui veut transmettre son exploitation par une donation ou par testament.

(1) J. O. 1922 Doc. parl. sess. extraor. 1922 ann. N° 589.

(2) Sess. ord. 1922 doc, parl. ann. N° 3.940.

(3) J. O. 1924. Ch. doc. parl. ann. N° 6.660.

(4) Doc. parl. Ch. ann. 4.117 sess. extraord. 1935 p. 119.

SOUS-TITRE I

L'ATTRIBUTION INTEGRALE
DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

Le législateur, par le décret-loi du 17 Juin 1938, jugea bon d'introduire certaines modifications au régime des successions ab intestat. Dans certains cas, il suffira qu'un seul héritier le demande pour que l'exploitation agricole lui soit adjugée ; dans d'autres, ceci sera impossible, car, en principe, il devrait y avoir un partage judiciaire : par exemple en cas de minorité ; faudra-t-il priver de cette innovation des cas parmi les plus intéressants ? Non ; aussi a-t-on prévu, dans ce but, sous certaines conditions, la possibilité de maintenir l'indivision successorale. Attribution intégrale et maintien de l'indivision auront donc, il ne faut pas s'en étonner étant donné leur lien de causalité, des points communs : ce sera l'objet d'un premier chapitre ; dans un chapitre deux, nous étudierons plus spécialement chacune de ces institutions.

CHAPITRE I

Objet commun de l'attribution intégrale et du maintien de l'indivision.

D'après le rapport préliminaire au décret-loi du 17 Juin 1938, quel est le but du maintien de l'indivision ? « l'article 815 du code civil sera complété en vue de permettre, sous certaines conditions, le maintien obligatoire de l'indivision en faveur du conjoint survivant propriétaire de l'immeuble ou, en cas d'existence d'enfants mineurs, lorsque le partage aboutirait au morcellement d'un petit héritage rural », nous répond le rapport. Certes, pour le conjoint survivant, dans certains cas, on pourra maintenir l'indivision, à l'exclusion de toute attribution intégrale de l'exploitation agricole, car les conditions de cette dernière opération présentent plus de difficultés que celles de la première. Cependant, il existe une relation de causalité entre le maintien de l'indivision et l'attribution intégrale de l'exploitation, sous la réserve que nous venons de faire. Supposons, par exemple, des descendants mineurs ; le maintien de l'indivision présentera, alors, deux buts visiblement recherchés par le législateur : l'exploitation continuant, c'est le premier but, les descendants s'initieront à ces travaux, y prendront goût et parvenus en âge de la diriger, ils se la feront attribuer, c'est le deuxième but. Une opération tend donc, dans une large mesure, à permettre et faciliter l'autre.

Outre cette relation de causalité, l'une et l'autre ont un

même but : éviter le morcellement de l'exploitation agricole. En effet, sans le maintien de l'indivision, nous aboutirions au partage ou à la licitation ; la chose serait, encore, plus apparente, à défaut d'attribution intégrale de l'exploitation.

Ceci étant, nous ne serons nullement surpris que l'objet de nos deux opérations soit commun. Cet objet, qu'il nous faut étudier, c'est l'exploitation agricole.

SECTION UNIQUE

L'EXPLOITATION AGRICOLE

L'article 815, alinéa 3 du code civil, comme l'article 832, alinéa 3, visent « les exploitations agricoles ». Qu'entend-on par ces mots, qui, au fond, sont bien vagues. Le décret-loi du 17 Juin 1938, comme d'ailleurs la loi du 20 Juillet 1940 entendent par « exploitation agricole », non seulement ces immeubles par nature que sont les bâtiments et les fonds de terre, mais aussi des immeubles par destination : le matériel, l'outillage, le cheptel. Le législateur ne nous donne aucune définition de l'exploitation agricole ; il se contente d'une simple énumération. Mais le juriste doit aller plus loin, car une énumération est toujours vague, imprécise et incomplète ; jamais, elle ne remplacera une définition. D'ailleurs, en passant, remarquons que le législateur moderne, en vertu de la loi du moindre effort, procède souvent par énumération ; il analyse toujours et ne synthétise jamais. Ce procédé législatif est peut-être aisé, mais il n'en démontre pas moins une marche rétrograde au point de vue du progrès législatif. Il nous faut, donc, à défaut du législateur, voir ce qu'est l'exploitation agricole, et ce qui la caractérise dans le décret-loi du 17 Juin 1938.

§ I. — *Eléments et définition de l'exploitation agricole.*

La méthode législative de ne donner aucune définition, outre les critiques qu'elle comporte en elle-même, soulève, sans donner les moyens de les résoudre, un bon nombre de problèmes. Ces problèmes, étudions les ; de leur examen, peut-être,

pourrons-nous faire jaillir une définition satisfaisante et utile de l'exploitation agricole, dans le sens du décret-loi du 17 Juin 1938 et des lois suivantes.

I. — Il s'agit d'abord d'une exploitation, donc d'une entreprise qui, au point de vue constitutif, comprend à la fois « un ou plusieurs immeubles formant exploitation agricole d'une valeur inférieure à 400.000 francs », y compris le matériel, l'outillage et le cheptel. Par « immeuble formant exploitation agricole », le législateur entend non seulement des bâtiments d'habitation et d'exploitation : grange, écurie, étable, bergerie, etc... mais encore des fonds de terre. Ces fonds de terre peuvent être quelconques : prairies, cultures, vignobles, etc... De plus, cette exploitation comprend des instruments de mise en valeur, comme le matériel, le cheptel et l'outillage. Aux immeubles par nature, la loi du 20 juillet 1940 a ajouté tout naturellement des immeubles par destination, corrigeant ainsi une grave déficience du décret-loi du 17 Juin 1938. En effet, celui-ci permettait l'attribution intégrale ou le maintien de l'indivision pour les seuls immeubles par nature, à l'exclusion des immeubles par destination. Pour ceux-ci, une extension de la loi était possible, mais il s'agissait là d'une décision toute facultative. Ceci était contraire au principe économique que l'exploitation agricole forme un tout et en outre permettait d'arriver, en pratique, au même résultat que celui combattu par le décret-loi. Si les immeubles par destination étaient soumis au partage ou à l'adjudication, il restait, en général, à l'attributaire des moyens insuffisants pour continuer son exploitation. Il pourrait évidemment obtenir des crédits, des avances pour acheter ce qui lui manque, mais était-il utile d'aggraver la charge, déjà fort lourde pour lui de payer son dû à ses co-partageants. De plus, quel est le but visé par la loi dans sa création d'immeubles par destination au code civil ? C'est d'établir un lien juridique entre une chose mobilière et une immobilière, d'unir l'accessoire au

principal, car cette chose mobilière et accessoire s'avère nécessaire à l'existence et à l'utilisation de la chose immobilière et principale. Ce lien juridique permet le maintien de l'immobilisation, malgré certaines opérations comme un partage ou une saisie. Or, s'il existait en matière de partage une telle règle, le législateur de 1938 la méconnaissait dans son décret-loi, de façon d'autant plus étonnante que, dans certaines hypothèses d'attributions intégrales, la règle s'appliquait : ainsi, en cas de legs du fonds de terre, les immeubles par destination passent avec le fonds dont ils dépendent au légataire du dit fonds. Enfin en pratique une telle législation aurait soulevé des difficultés nombreuses d'application, si le législateur de 1940 ne s'était avisé d'y remédier : notamment si un co-héritier limitait sa demande aux immeubles par nature, un autre pouvait-il s'y opposer ? Le Tribunal pouvait-il étendre d'office cette demande aux immeubles par destination ? A ces questions, il fallait répondre par la négative, car le législateur prévoyait seulement une faculté. Cette solution ressortait de la comparaison des deux textes de l'article 832 et de l'article 815 : dans ce dernier, de façon imprécise, le législateur disait seulement : « il peut être étendu » ; au contraire, dans l'article 832, le législateur précisait bien que le co-héritier attributaire « peut également se faire attribuer, dans les mêmes conditions », les immeubles par destination ; la solution précise de l'article 832 devait donc être étendue à l'article 815. Quoiqu'il en soit, la loi du 20 Juillet 1940 supprime ces difficultés en se décidant, à juste titre, à inclure dans l'exploitation agricole : le matériel, l'outillage et le cheptel. Cette énumération n'est, selon nous, aucunement limitative : le dessein du législateur n'est-il donc pas de favoriser, dans la plus large mesure possible, les hypothèses d'attribution intégrale ? En résumé, l'exploitation nous apparaît, donc, comme un ensemble immobilier.

II. — Quels caractères aura une telle exploitation ? Certes,

elle sera immobilière, mais pourra-t-elle être aussi mobilière ? La question présente un intérêt : supposons un fermier exploitant le fond de terre d'autrui ; le maintien de l'indivision peut intéresser les héritiers de ce fermier ou de ce métayer, car ils auront peut-être l'intention de céder le bail pour s'en partager le prix contre la volonté de l'un d'eux qui voudrait bien continuer l'exploitation ; de plus un de ces héritiers peut réclamer l'attribution du droit au bail et des immeubles par destination qui appartenaient au de cujus. La réponse dépendra du caractère, que nous attribuerons à l'exploitation. Distinguons plusieurs hypothèses :

1) Prenons d'abord un bail de droit commun, un bail à ferme ordinaire. Sauf clause contraire, la mort ne résout pas le bail : les héritiers succèdent, donc, au droit au bail du fermier. Mais un héritier peut-il demander que ce droit lui soit intégralement attribué, à l'exclusion des autres co-héritiers ? non certes, car le texte est formel : il parle « du conjoint survivant ou tout héritier, co-propriétaire d'un ou plusieurs immeubles ». Or le fermier ne possède aucun droit de propriété dans cette exploitation, sauf peut-être sur certains immeubles par destination ; mais, étant donné le caractère accessoire de ces derniers, le législateur ne les fait rentrer dans l'application de la loi qu'en présumant un droit de co-propriété sur les immeubles et non certes un droit au bail. Quid du maintien de l'indivision ? Pour le conjoint survivant agissant seul, la question ne souffre pas de contestation : la loi exige, aussi, pour lui, la qualité de co-propriétaire. Mais, au cas de descendants mineurs, cette exigence semble disparaître ; il suffit, comme nous le verrons, qu'ils soient héritiers ; cependant, par héritiers, la loi entend seulement que la co-propriété exigée doit s'apprécier au décès et non auparavant : aussi nous faut-il repousser la demande d'indivision portant sur un droit au bail.

2) Supposons, maintenant, un bail à fruits, plus communé-

ment appelé métayage. La question ne souffrira aucune difficulté de par l'alinéa 2 de l'article 6 du titre IV du livre II du code rural : « ce bail est résolu par la mort du preneur ».

3) Pour le bail à cheptel, il suit le sort du droit commun : une solution négative s'impose là aussi.

4) Dans le bail à complant de la loi du 8 mars 1898, le preneur ou colon ne possédant aucun droit de co-propriété, nous trouverons de même une solution négative.

5) Quid du bail emphytéotique ? La loi du 25 juin 1902, incluse au titre 5 du livre I du code rural, nous signale que le preneur, en ce cas, à la différence de toutes les hypothèses précédentes, possède un droit réel susceptible d'hypothèque, possède un droit réel immobilier. Nous nous trouvons, donc, devant un véritable droit de propriété, puisque son titulaire peut aliéner, hypothéquer et louer, mais d'un droit de propriété limité dans le temps. Ceci étant, nous déciderons que le décret-loi du 17 juin 1938 s'applique au cas de bail emphytéotique.

Quant à l'usufruitier, son conjoint ou ses héritiers ne pourront pas bénéficier du décret-loi. Certes, l'usufruit est un droit réel, immobilier même, lorsqu'il porte sur un fonds de terre, mais l'article 617 du code civil, décidant que l'usufruit prend fin par la mort naturelle de l'usufruitier, le conjoint et les héritiers pourront seulement bénéficier de l'usufruit, dans le seul cas suivant : s'il vivait au moment de la constitution de l'usufruit et si celui-ci a été stipulé réversible sur leur tête.

III. — L'exploitation doit aussi être agricole, c'est-à-dire rurale, c'est-à-dire qu'elle portera, avant tout, sur un fonds de terre. Le but principal du décret-loi du 17 juin 1938 n'est-il pas, en effet, d'éviter le morcellement et la division des fonds de terre ? Ce fonds, comme nous le savons déjà, peut consister en prés, en vignobles, en champs ou en terres labourées ; faut-il alors exclure, par exemple, une exploitation forestière ou un marais salant ? Non, du moment qu'il

y a exploitation, c'est-à-dire une entreprise destinée à mettre en valeur un fonds de terre quelconque, à en récolter les fruits et les produits. De même, il faudrait en décider ainsi pour une exploitation entièrement consacrée à l'élevage. Mais un bois ou une forêt, laissés à l'abandon par leur propriétaire, ne remplirait pas les conditions légales. Que décider, lorsque l'exploitation agricole comporte une industrie ou un commerce adjoint, par exemple l'exploitation agricole comporte une fromagerie, une distillerie ou une sucrerie ? Il faut croyons-nous, distinguer : si l'industrie ou le commerce ne sont que les accessoires du fonds, fonctionnant avec les seuls produits du fonds, il faut étendre la loi ; sinon, l'exploitation ne sera plus rurale, mais commerciale ou industrielle. La loi est donc large, mais, si large soit-elle, elle exige qu'il y ait exploitation et que cette exploitation soit rurale.

IV. — Enfin, nous précise la loi du 20 juillet 1940, l'exploitation doit être unique. Qu'entend-on par là ? Le décret-loi du 17 juin 1938 était fort imprécis : il parlait simplement « d'une exploitation agricole » ; aussi des controverses avaient déjà surgi. Si, quelquefois, une exploitation peut se composer de parcelles d'un seul tenant, le plus souvent, ces parcelles seront dispersées. Les causes directes de cette dispersion sont nombreuses : tel terrain, par exemple, fut apporté en propre par un des conjoints, ou il est venu à la suite d'une succession, ou il a été acheté lors d'une adjudication. Une exploitation unique va donc être assise sur des propriétés d'origines diverses ; que décider à la liquidation de la succession par suite du décès d'un des conjoints ? L'unité de l'exploitation va-t-elle être brisée ? Il faut distinguer :

D'une part, il faut exclure l'opinion qui tendrait à comprendre dans le sens d'exploitation unique les seules exploitations formées de pièces de terre d'un seul tenant : interpréter ainsi la loi serait non seulement en restreindre considérablement la portée, mais de plus en fausser le sens. « At-

tendu qu'il importe peu également que les pièces de terre ne soient pas d'un seul tenant, ceci étant fréquent, dans les campagnes des régions de l'Ouest, où les terres sont extrêmement morcelées et où il est rare que toutes les terres, formant une exploitation agricole, soient absolument d'un seul tenant ». (1)

D'autre part, il faut rejeter aussi l'opinion suivante : voici par exemple une grande exploitation de cent hectares, dont 80 sont propres à la femme, le reste étant commun ou propre au mari ; si le mari meurt, ne va-t-on pas pouvoir raisonner ainsi : les 20 hectares propres du de cujus pouvant former une exploitation unique de moins de 400.000 francs, la femme sera en droit de demander et d'obtenir, pour la totalité, le maintien de l'indivision ou l'attribution. Par un tel raisonnement, notre grande exploitation va se trouver maintenue intégralement. Est-ce là le résultat que le législateur voulait atteindre ? Non. S'il limite la valeur de l'exploitation à 400.000 francs, c'est qu'il entend protéger certaines exploitations, à l'exclusion de toutes autres ; il ne dit pas qu'il faille entendre « les exploitations susceptibles de former une exploitation unique d'une valeur de moins de 400.000 francs », mais bien celles « formant ». Or, les 20 hectares en question remplissent-ils ces conditions ? Non ; aussi la loi ne leur est pas applicable.

Au contraire, si l'ensemble de l'exploitation ne dépasse pas la valeur exigée, il n'est pas nécessaire que le droit de copropriété porte sur tous les immeubles ; il suffit qu'il porte, d'après la loi, sur plusieurs ou même sur un seul immeuble. Supposons, par exemple, qu'un conjoint marié sous le régime de communauté légale, avait apporté en propre une exploitation agricole d'une valeur de 300.000 francs, à laquelle furent adjoints 40.000 francs de terres, biens communs, achetées

(1) Saint-Brieuc. Gaz. d. Pal. 1939. I. 857.

pendant le mariage ; le conjoint survivant, co-propriétaire pour 40.000 francs, pourra se faire attribuer toute l'exploitation, bien que son droit ne porte que sur quelques immeubles : « Attendu qu'il importe peu que la dame Veuve Leff n'ait de droit en pleine propriété dans un bien litigieux que pour un douzième (1) ». Il serait excessif, sous la réserve de la valeur formulée plus haut, de faire dépendre les avantages accordés au conjoint survivant de la quotité de son droit de propriété. Cette quotité importe peu pour le maintien de l'indivision ou l'attribution intégrale, qui lui sont permises par sa seule qualité de conjoint, d'époux.

Au reste, du moment que l'actif de la succession envisagée forme une exploitation agricole unique, il importe peu qu'il existe d'autre actif. Peu importe que la succession comprenne des biens mobiliers ou des immeubles plus importants que notre exploitation. Le Tribunal se demandera seulement si les biens de la succession peuvent être considérés comme formant une exploitation unique remplissant les conditions de valeur légale, susceptible de fonctionner, dès que l'attributaire en aura pris possession, en un mot actuellement viable.

L'exploitation en question nous apparaît, donc, comme unique, rurale et immobilière. Essayons de condenser ces caractéristiques dans une définition. Qu'est-ce que l'exploitation agricole, au sens du décret-loi du 17 juin 1938, modifié par la loi du 20 juillet 1940 ? C'est l'entreprise unique et immobilière composée d'un ensemble d'immeubles par nature et par destination, portant substantiellement sur un fonds de terre, qu'elle a pour objet de mettre en valeur, soit pour en récolter les fruits et les produits, soit pour y faire vivre les animaux dont elle s'occupe. Cette définition, que certains trouveront, peut-être, un peu longue, présente l'avantage d'être complète. Le législateur aurait dû préciser ses idées sur ce point et

(1) Saint-Brieuc. Gaz. d. Pal. 1939, I. 857.

nous donner une définition officielle. La jurisprudence, à défaut du législateur, guidée par son bon sens et une exacte appréciation des faits, sera obligée d'y suppléer. Mais l'oubli législatif risque de créer bien des difficultés dans la pratique. En effet, si en théorie une question peut se résoudre facilement, dans la réalité des faits, il peut en être autrement.

§ II. — *Critérium de l'exploitation agricole : Sa valeur.*

Mais, pour une exploitation agricole, telle que nous venons de l'envisager, le législateur pose un critérium et, par là même, une autre condition : elle doit être d'une valeur inférieure à 400.000 francs. Le décret-loi du 17 juin 1938 limitait cette valeur à 200.000 francs. Dans un deuxième train de décrets-lois, ce chiffre devait être modifié, au cours d'un amendement général de la réforme et porté à 300.000 francs (1). Mais il ne le fut pas. Ces chiffres étaient fort insuffisants. En effet, il était impossible, sur de telles bases, de constituer une exploitation agricole viable. On suivait les errements des lois de 1908 et 1909. Le législateur, il est vrai, permettait d'y adjoindre le matériel, le cheptel et l'outillage pour une valeur ne dépassant pas le quart de celle de l'exploitation : par exemple, pour une exploitation de 199.000 francs, la loi pouvait s'appliquer à 49.750 francs de matériel, cheptel et outillage. Le législateur manquait de vues larges. Aussi en 1940, la loi du 20 juillet vint-elle à juste titre, sans distinguer, poser la règle suivante : « Le ou les immeubles formant une exploitation agricole unique inférieure à 400.000 francs, y compris le matériel, l'outillage et le cheptel ».

Ce chiffre de 400.000 francs, il faut le remarquer, est un maximum. La loi ne pose aucun minimum. On ne pourrait donc invoquer l'exiguité de l'exploitation ; ce serait aller,

(1) 9^e session 1938. OP. cit. P. 64.

absolument, à l'encontre des intentions légales, qui prévoient un maximum et seulement cela. La loi entend, donc, protéger les petites et moyennes exploitations à l'exclusion des grandes.

Quoi qu'il en soit, le législateur emprunte aux lois de 1909 et de 1922, harmonisées en 1937, le critérium de la valeur. Il délaisse donc celui, fort préconisé de la nature de l'exploitation. Ce dernier a, certes, pour lui la fixité, mais il est très relatif. Une exploitation de x hectares pourra être une petite exploitation par l'étendue, pour une culture et un terrain donnés, et devenir une grande exploitation par la valeur, la culture et le terrain changeant : ainsi un vignoble réputé pourra avoir peu d'hectares et, cependant, une plus grande valeur qu'une prairie s'étendant sur un plus grand nombre d'hectares. Nous touchons là le point délicat de la question, si délicat que certains dirent : pourquoi légiférer de la sorte ; ce qui est vrai ici, est faux plus loin ; en agriculture, il n'existe pas deux terres d'étendue égale qui aient une valeur semblable. Cependant, le législateur doit adopter un critérium. Celui de la nature du terrain lui ayant paru donner lieu à trop de discussions et de variabilités, il préféra le critérium de la valeur des exploitations. Celui-ci, parfait en lui-même, souffre, cependant, la critique. D'une part, dans le cas de l'attribution intégrale, il tend à augmenter la charge qui incombe à l'héritier pour le paiement de sa soulte ; on prendra pour base, en effet, la valeur actuelle, c'est-à-dire la valeur, à laquelle serait vendue l'exploitation actuellement. Mais, pour les petites propriétés qui sont toujours achetées à de hauts prix, se produira une survalorisation. De plus personne, sauf le co-héritier attributaire ne tendra à freiner le mouvement, au contraire les co-héritiers, ayant droit à une soulte, la voudront la plus élevée possible. Il est vrai, qu'à cette critique, nous pouvons répondre que l'expert désigné pour pratiquer l'expertise ne devra pas se laisser influencer et de-

vra estimer l'exploitation à son juste prix. Cependant cette critique comporte une part de vérité. D'autre part, ce critérium, suppose une monnaie stable. Or, nous en sommes loin. Avec un tel critérium, il faudrait une échelle mobile, suivant les variations générales des prix en la matière. Quant à se référer au franc-or, comme le voudrait M. Pierre Voirin (1), cela offrirait moins d'instabilité, mais non une fixité. D'ailleurs, demain, l'étalon-or sera-t-il encore employé ? De fortes raisons d'en douter apparaissent aussitôt, quel que soit cours des événements actuels.

En conclusion, nous pensons que le législateur de 1940 fit bien de conserver ce critérium en valeur.

Quant au chiffre lui-même, est-il suffisant ? Nous ne le croyons pas. Le législateur, en portant le maximum légal de 200.000 francs à 400.000 francs, a simplement tenu compte de cette vérité qu'à l'heure actuelle la valeur du matériel, du cheptel et de l'outillage d'une exploitation approche le plus souvent, sinon égale sa valeur totale. Pour les immeubles, donc, nous sommes restés aux 200.000 francs de 1938. En lui-même, ce chiffre avait été critiqué ; la critique subsiste. En résumé, un maximum de 500.000 francs ou même de 600.000 eut été plus satisfaisant.

De par l'introduction dans la valeur totale de celle des immeubles par destination, une question se pose ? Les parties pourront-elles demander le maintien de l'indivision ou l'attribution intégrale de seulement telle ou telle partie des immeubles, ou des immeubles par nature seulement, ou de ces immeubles avec une partie des immeubles par destination ? Autrement dit, les parties sont-elles libres d'inclure, dans le maximum légal, ce qui leur semble bon ? M. Paul Esmein (Gaz. d. Palais 16-17 octobre 1940) soutient la thèse suivante : Dans le maximum fixé par le législateur, « il paraît

(1) Lois Nouvelles 1938. I. 327.

plus raisonnable d'y voir la volonté de limiter dans l'avenir à un certain taux l'importance des exploitations ». D'où, il conclut que, pour le moment, les tribunaux doivent apprécier les faits de telle façon qu'ils appliqueront les articles 815 et 832 à une part de valeur inférieure à 400.000 francs des exploitations de valeur totale supérieure. Ainsi, les grandes exploitations, divisées pour la circonstance en petites exploitations, bénéficieront de la loi.

Cette thèse va à l'encontre de la lettre et de l'esprit de la loi. L'intention du législateur ressort pourtant clairement du rapport préliminaire : « Premièrement. L'article 815 sera complété... lorsque le partage aboutirait au morcellement du *petit* héritage rural ». « Quatrièmement. Sous réserve des conditions prévues (art. 832, alinéa 3) le conjoint survivant et tout héritier, co-proprétaire d'un *petit* immeuble rural... ». L'opinion du législateur de 1940 a-t-elle changé sur ce point ? Non. L'élévation de la valeur maxima n'implique nullement son désir de favoriser les grandes propriétés. En conclusion une application stricte des principes et du texte de la loi nous paraît désirable.

Au reste, la loi présente un inconvénient de par l'impossibilité de déterminer la valeur de l'exploitation rurale. L'article 815 du code civil est muet sur la question. L'article 832 nous renvoie à l'article 824 : « Après l'estimation prévue à l'article 824 ». En conséquence, l'estimation sera donc faite par des experts choisis par les parties intéressées, ou, à défaut, nommés d'office ». Mais le deuxième alinéa de l'article 824 s'applique-t-il ? » Le procès-verbal des experts doit présenter les bases de l'estimation : il doit indiquer si l'objet estimé peut être commodément partagé ; de quelle manière ; fixer enfin, en cas de division, chacune des parts qu'on peut en former et leur valeur ». Ce deuxième alinéa ne vise ni le maintien de l'indivision, ni l'attribution intégrale, mais seulement le partage, d'où, le législateur aurait pu préciser l'alinéa

1 de l'article 824, et nous dire sur quelles bases la valeur sera-t-elle établie ? Là encore en théorie, la réponse est facile ; en pratique, elle sera fort malaisée. De nombreuses contestations pourront s'élever. Le Tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, selon l'article 822, en sera juge. Les lois de 1909 et de 1922 se montrent plus prévoyantes, en donnant cette estimation, dans un cas, au comité de patronage, dans l'autre, à l'office agricole départemental du département où le bien est situé. Pourquoi dans le décret-loi du 17 juin 1938 ne pas avoir adopté un alinéa en ce dernier sens, en cas de contestation sur l'estimation des biens ? Sur ce point, le législateur ne tint pas compte du vœu des intéressés (1).

(1) 9^e session 1938. OP. cit. p. 77.

CHAPITRE II

Régime juridique spécial du maintien d'indivision et de l'attribution intégrale

Nous avons étudié l'objet commun entre le maintien de l'indivision et l'attribution intégrale ; voyons maintenant en quoi elles diffèrent.

SECTION I

LE MAINTIEN DE L'INDIVISION

Le code civil, non seulement en matière de succession, mais en général, était hostile à toute indivision. Aussi l'article 815 du code civil pose-t-il d'une façon absolue : « Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision ». Il en tire aussitôt la conséquence : « et le partage peut être toujours provoqué, nonobstant prohibition et convention contraires ». Il admet une seule dérogation : en cas de consentement unanime de tous les intéressés, une convention de sursis d'indivision, limitée à cinq ans, est permise et renouvelable, mais à l'expiration de ce délai seulement. Cette indivision, de par sa durée trop courte, était bien peu utilisée. De plus, il est fort difficile d'obtenir un consentement unanime de tous les co-héritiers. Cependant, l'indivision peut être utile, notamment s'il existe des mineurs. Elle permet, en ce cas, d'attendre le moment où ces mineurs pourront se faire attribuer intégralement l'exploitation et éviter le partage judiciaire. Elle leur permet de s'initier aux métiers agricoles. Quant au conjoint survivant, nous pouvons, pour lui, montrer très facilement l'utilité d'une indivision : elle lui permet d'attendre les fonds nécessaires à une attribution intégrale de l'exploitation, de continuer la direction de l'exploitation ou tout au moins d'y finir ses jours en paix. Tous ces résultats, la législation existante les rendait impossibles. La législation sur les habitations à bon marché et le bien de famille ? Ses conditions d'application trop restrictives la rendaient impraticable. Le pacte d'indivision quinquennal du code civil ? Il était trop court. Le consentement

unanime, même si on l'obtient une fois, ce qui sera rare ne sera sans doute pas obtenu une seconde fois au bout de cinq ans. Le partage transactionnel admis par la jurisprudence comme un pis aller ? Ses frais étaient très élevés. Le père de famille, au moins, pouvait-il par testament modifier cette situation ? Non, car l'article 815 du code civil est formel : seule la convention des parties permet l'indivision, mais non la volonté du testateur ; si celle-ci était exprimée, elle irait contre les droits d'ordre public de l'héritier réservataire (1). Devant ces insuffisances et devant l'utilité démontrée de l'indivision, le législateur du décret-loi du 17 Juin 1938 crut-il bon d'en organiser le maintien, dans certains cas limitativement déterminés. Il nous faut étudier cette indivision en deux paragraphes. L'un sur les conditions ; l'autre sur les effets.

§ I. — *Conditions du maintien d'indivision.*

D'une part, seules certaines personnes peuvent s'en prévaloir. D'autre part, la loi a limité la durée de l'indivision. Il nous faut donc étudier les conditions relatives aux personnes et celles relatives à la durée de l'indivision.

I. — Conditions relatives aux personnes.

Quelles sont les personnes habilitées à demander le maintien de l'indivision ? L'article 815 du code civil les détermine : « 1° - A la demande du conjoint survivant, s'il est co-propriétaire du bien et s'il l'habite lors du décès de son conjoint ». « 2° - A la demande du conjoint survivant ou de tout héritier, si le défunt laisse des descendants mineurs ».

Le décret-loi distingue, donc, deux hypothèses bien déterminées, suivant que le défunt laisse ou non des descendants mineurs.

(1) Paris 20 Janvier 1937 Dalloz P. 1938 - 2 - 70,
Dalloz 25 novembre 1940. Req. H. 1940 p. 209.

Premier cas : Le de cujus n'a pas laissé d'enfants mineurs.

En ce cas, si son conjoint survit, celui-ci pourra demander le maintien de l'indivision, mais à deux conditions posées par la loi. Ces conditions sont les mêmes que celles exigées pour le maintien d'indivision par les lois de 1909 et de 1922 :

Première condition : Le conjoint doit être copropriétaire du bien. Nous verrons, dans le deuxième cas, ce que le législateur entend par « copropriétaire ».

Deuxième condition : Le conjoint doit habiter, lors du décès, l'exploitation. Cette condition apparaît toute légitime, car un des buts du décret-loi en offrant le maintien de l'indivision au conjoint survivant n'est-il pas de lui garder cette exploitation, où il a tant travaillé, et de lui conserver un toit, sous lequel il puisse finir ses jours ? Si le conjoint survivant disposait d'une autre habitation, la demande en maintien d'indivision n'aurait plus sa raison d'être. Quant à savoir, s'il doit continuer à habiter le domaine indivis, l'indivision une fois obtenue, il nous semble que la loi ne l'exige pas (Arg. a contrario tiré des mots « habite lors du décès »). La Cour de Cassation laissera sans doute, au juge du fond, l'entière appréciation de la question de savoir si le demandeur remplit cette condition qui est de pur fait. En tous cas, ne rempliront certainement pas la condition exigée les personnes suivantes : les propriétaires, qui, ayant loué leur exploitation, ne l'habitent pas ; de même, le nu-propriétaire qui, ayant donné son exploitation en usufruit, ne l'habiterait pas non plus.

Deuxième cas : Le de cujus a laissé des descendants mineurs.

En ce cas le conjoint survivant ou tout héritier peut demander le maintien de l'indivision. Mais, aussitôt, logiquement deux questions doivent se poser ;

Première question : L'héritier ou le conjoint survivant doivent-ils agir sans condition ? Notamment, dans quelles mesures, la condition de co-propriété, exigée dans le premier cas, n'est-elle plus demandée ? Qu'entend-on par co-propriété ? Certains (1) en donnent l'interprétation restrictive suivante : le décret-loi, dit-on, dissimule une parenté évidente avec les lois de 1909 et de 1922 harmonisées en 1937. Recherchons, donc, dans cette dernière loi et dans les travaux préparatoires l'explication, le sens du mot : « co-propriété », que le législateur n'explique ni dans son décret-loi, ni dans le rapport préliminaire. La co-propriété, dont il s'agit, est celle antérieure au décès ; en fait, c'est la communauté en biens. Aussi devra-t-on interpréter désormais en ce sens : En l'absence de descendants mineurs, le conjoint survivant ne pourra prendre l'initiative de la demande que s'il a un droit de co-propriété : « c'est-à-dire, en fait, que s'il était commun en biens, et si l'immeuble faisait partie de la masse commune » (2). Une vocation testamentaire ne suffirait donc pas. En présence de descendants mineurs, au contraire, le conjoint survivant n'aurait plus besoin de cette condition, il lui suffirait d'un titre ou d'un intérêt personnel, par exemple d'une vocation testamentaire. Ce serait suffisant et nécessaire.

Cette conception nous paraît trop restrictive. Elle se prévaut de travaux préparatoires de la loi du 13 Février 1937, mais ceux-ci valent seulement pour cette loi, à l'exclusion du décret-loi, où aucune disposition ne renvoie à la loi de 1937. Il existe bien une similitude de termes et de but, mais qui n'autorise pas à en tirer argument pour interpréter le décret-loi. Il y a une parenté, mais cette parenté est toute supposée. La législation de 1937 est exceptionnelle. Au contraire, celle de 1938 vise à régir le droit commun des exploitations agricoles. Dans ces conditions, pourquoi le législateur n'aurait-il

(1) H. Desbois. D. P. 1938. 4. 363.

(2) Rapport Dauthy Sénat Ann. N° 391 J. O. 1929 P. 437.

pas vu plus large ? Aussi, pensons nous, qu'il faille entendre la notion de co-propriété dans son sens le plus large. Ainsi il y aura co-propriété, selon nous, dans le cas le plus habituel où l'immeuble appartenait à la communauté entre le défunt et le conjoint survivant. De même au cas de séparation de biens, si l'exploitation avait été acquise conjointement entre les deux conjoints. En outre, le conjoint survivant sera aussi co-proprétaire dans certains cas, où l'exploitation agricole était propre au de cujus : ainsi, hors la présence d'enfants ou de descendants, le de cujus avait légué à son conjoint en pleine propriété le disponible spécial entre époux, c'est-à-dire, selon l'article 1094 « tout ce dont il pouvait disposer en faveur d'un étranger et en outre de la nue propriété de la portion réservée aux ascendants par l'article 914 du présent code » ; ou, en présence d'enfants ou de descendants, si le de cujus a donné à son époux « ou un quart en propriété et un autre quart en usufruit ou.... ». De même, la loi s'appliquera, si, à défaut d'héritiers dans une ligne, le conjoint est appelé pour moitié en pleine propriété à la succession dans laquelle se trouve l'exploitation agricole propre au défunt (art. 767, 2^e alinéa). Dans tous ces cas, le conjoint survivant remplit la condition légale, car son droit de co-propriété s'ouvre au décès. Le texte du décret-loi ne dit-il pas en effet : « Premièrement. A la demande du conjoint survivant, s'il est co-proprétaire du bien et s'il l'habite lors du décès ». Cette date du décès doit être prise seule en considération pour décider de la qualité de co-proprétaire ou non.

Dans quel cas, alors, n'y aura-t-il pas co-propriété ? Dans les cas, où le conjoint pourra seulement invoquer un droit d'usufruit : par exemple, le conjoint défunt possédait en propre l'exploitation ; en présence des descendants mineurs, il légua à son conjoint la moitié de tous ses biens en usufruit ; ou, même en dehors de toutes dispositions du défunt, le conjoint survivant recueille sa part successorale ab intestat en

usufruit, selon les quotités variables de l'article 767 ; en ces cas, le conjoint, étant seulement usufruitier, ne pourra réclamer l'application de la loi.

En présence de descendants mineurs, ou non, il pourra demander le maintien de l'indivision, s'il possède la qualité de co-proprétaire.

Mais, si cette qualité lui fait défaut, comme s'il n'habite pas lors du décès dans l'exploitation en question, en présence de descendants mineurs, il pourra cependant demander le maintien de l'indivision. A quel titre ? Au titre de représentant des descendants mineurs. En pratique, le plus souvent, le survivant est le tuteur légal des descendants mineurs. Le droit de maintenir l'indivision lui revient à ce titre, comme celui de provoquer le partage, selon l'article 817 du code civil. Au fond, la disposition de l'article 815, alinéa 5, est parallèle à celle de l'article 817. D'ailleurs, le décret-loi du 17 juin 1938 ne fit que légaliser la pratique courante suivante : le tuteur faisait l'inventaire prévu par l'article 1442 du code civil et restait dans l'indivision pour éviter les frais, les lenteurs et les difficultés du partage judiciaire. Mais, alors que cette pratique pouvait être entravée par une action en partage, intentée, par exemple, par un enfant devenu majeur ; désormais, malgré l'obstruction, malgré l'opposition d'un co-héritier majeur, l'indivision pourra être maintenue pour laisser à la famille un foyer, aux descendants mineurs un exemple à suivre. Quant au mot « ou » entre « co-héritiers et conjoint survivant », dans le cinquième alinéa de l'article 815, il signifie « à défaut » ; l'héritier viendra exercer, sauvegarder les droits des descendants mineurs dans tous les cas où ils seront menacés : le conjoint survivant est, par exemple, décédé à son tour, ou n'a pas exercé la faculté, à lui laissée par le décret-loi, par négligence ou mauvaise volonté ou simplement ignorance. Cet héritier pourra être n'importe lequel des héritiers majeurs, par exemple, le frère majeur des descendants mineurs ou le

tuteur des mineurs, quand celui-ci n'est pas le conjoint survivant.

Par « descendant mineur », le législateur entend les seuls descendants mineurs venant à la succession, au premier degré ou à un degré subséquent, à la condition d'y venir de leur chef ou par représentation. Il suffit qu'ils soient appelés à recueillir directement cette succession : si le défunt laissait des fils tous majeurs, ayant des enfants majeurs et mineurs, les conditions légales ne seraient pas remplies, car le défunt aurait bien des descendants mineurs, mais ils ne seraient pas ses héritiers. C'est l'application logique des articles 739 et suivants du code civil sur la représentation successorale. Par ailleurs, peu importe que ces descendants soient naturels ou légitimes : « Lex non distinguit ». Un enfant adoptif remplirait, aussi, les conditions légales, l'article 356 du code civil portant que « l'adopté et ses descendants légitimes ont sur la succession de l'adoptant les mêmes droits que ceux qu'y avaient les enfants ou descendants légitimes ». Au contraire, selon le même article, l'adopté ne pourrait venir, en représentation de l'adoptant, recueillir l'exploitation appartenant aux parents de l'adoptant. Quant aux enfants adultérins ou incestueux, ils sont exclus, selon l'article 762 du code civil.

Hors ces cas, le maintien de l'indivision ne peut pas être demandé ; si le défunt laisse, par exemple, des descendants tous majeurs, avec cette réserve, que s'ils s'accordent, ils peuvent signer une convention quinquennale d'indivision selon l'article 815, alinéa 2 du code civil qui a été maintenu. En ce cas, les intéressés devront alors se soumettre à des conditions rigoureuses. En effet, la convention d'indivision, écrite ou verbale, doit réunir l'unanimité des intéressés. Elle ne peut dépasser 5 ans sous peine d'être réduite, au cas où elle aura été conclue pour une durée supérieure, ou d'être annulée si elle a été passée sans indication de délai (1). Elle est renouve-

(1) Jurisprudence citée par Jossierand en ce sens et en sens contraire. O. P. cit. p. 647.

lable, à l'unanimité des intéressés, indéfiniment, de cinq en cinq ans. Enfin, sous réserve de fraude et d'exercice de l'action paulienne, elle est opposable aux créanciers personnels des co-héritiers.

Deuxième question : En cas de concours entre les deux hypothèses prévues par la loi, que décider ? Les lois de 1909 et de 1922 établissent un ordre, une succession en ce cas. L'article 18 de la loi du 12 Juillet 1909 dispose notamment : « Si le conjoint survivant est co-proprétaire du bien et s'il l'habite lors du décès, l'indivision peut à sa demande, être maintenue pendant cinq ans, à partir du décès ; si la disposition de l'alinéa précédent n'est point appliquée et si le défunt laisse des descendants, l'indivision peut être maintenue.... ». L'article 81 de la loi du 5 Décembre 1922 est dans le même sens. Dans le décret-loi, il n'existe rien de pareil : les deux dispositions se balancent parallèlement. Le rapport préliminaire vient renforcer cette opinion : « l'article 815 du code civil sera complété, en vue de permettre, sous certaines conditions, le maintien obligatoire de l'indivision en faveur du conjoint survivant co-proprétaire de l'immeuble ou en cas d'existence d'enfants mineurs ». D'où, il s'ensuit que des conflits divers peuvent naître. Ainsi, peut exister un conflit entre le conjoint survivant, remplissant les conditions prévues par l'article 815, alinéa 4, et un héritier agissant pour les descendants mineurs, selon l'article 815, alinéa 5 ; la question présente de l'intérêt, car la durée du sursis d'indivision n'est pas la même dans les deux cas, comme nous le verrons sous peu. Ou encore, un conflit peut exister entre le conjoint survivant ou un autre héritier, remplissant les conditions exigées par l'article 832, alinéa 3 et voulant se faire attribuer l'exploitation, et les descendants mineurs représentés par leur tuteur légal. En ce cas : le conseil de famille doit-il intervenir pour habilitier le tuteur ? Les lois de 1909 et de 1922 précisent nettement que son avis est nécessaire. Le décret-loi, lui, ne précise rien. L'article 817

visant l'autorisation à donner par le conseil de famille à l'action en partage exercée par le tuteur ne se trouve pas modifié ; ceci est volontaire de la part du législateur, et explicable, car la famille peut avoir des intérêts opposés à ceux du mineur et ne pas accorder son habilitation. Cependant le législateur aurait dû préciser ses intentions en ce sens pour éviter toute contestation (1). Au contraire, si nous supposons, par exemple, qu'un héritier veuille exercer l'attribution permise par l'article 832, alinéa 3 et que cet héritier soit le tuteur naturel et légal de ses frères mineurs, un tuteur ad-hoc devra être désigné à la diligence du curateur.

Quoi qu'il en soit, à défaut de solution précise donnée par le législateur, les conflits seront laissés à l'appréciation et à la sagesse du Tribunal, qui décidera selon les circonstances de la cause.

II. — *Conditions relatives à la durée de l'indivision.*

Les rédacteurs du décret-loi du 17 Juin 1938 avaient en la matière, entre autres, trois précédents : le sursis conventionnel du code civil de cinq ans, renouvelable, à l'unanimité des intéressés, à l'expiration de ce délai ; le sursis de la loi du 12 Juillet 1909, article 18 et celui de la loi du 5 Décembre 1922, article 81 : « mais, lorsque le conjoint est co-proprétaire et habite le bien, l'indivision peut, à sa demande, être continuée jusqu'à la majorité du plus jeune et, avec le consentement unanime des parties, prolongée durant les cinq années qui suivront la majorité.

Le décret-loi du 17 Juin 1938 a gardé la tradition, en maintenant le délai de cinq ans. En lui-même, ce délai est court,

(1) En ce sens P. Voirin, Lois Nouvelles 1938. 1. 326 ; en sens contraire H. Desbois P. D. 1938. 4. 363.

mais il est renouvelable. A la différence du code civil, le décret-loi n'exige pas l'unanimité des intéressés, impossible à obtenir, en pratique, sinon une première fois, du moins une seconde fois. L'indivision ainsi organisée échappe de cette façon à l'instabilité du régime incommode organisé par le code civil.

Quant aux conditions de renouvellement du sursis, elles sont différentes selon qu'on se trouve en face de l'un ou l'autre des deux cas prévus par les alinéas 4 et 5 de l'article 815. Si le conjoint survivant est co-proprétaire et habite l'habitation, le sursis peut être renouvelé jusqu'au décès du conjoint survivant, par périodes successives de cinq années. S'il y a des descendants mineurs, le maintien de l'indivision, demandé par le conjoint ou tout autre héritier, peut être renouvelé aussi par périodes successives de cinq années, jusqu'à la majorité du plus jeune descendant. En passant, remarquons que ceci confirme notre thèse : en ce cas, il s'agit seulement de l'intérêt personnel des mineurs, et le conjoint ou tout héritier demandeur agit, non dans son intérêt propre, mais dans celui des mineurs.

Le législateur, au fond, par un reste de méfiance envers l'indivision, conserve le système du code civil ; il accorde seulement un renouvellement possible des périodes quinquennales. Pourquoi, surtout dans le dernier cas, n'a-t-il pas suivi les errements des lois de 1909 et 1922, en décidant de la continuation immédiate jusqu'à la majorité du plus jeune des descendants ? Nous pouvons le regretter, pour la sûreté de l'exploitation. De plus, le législateur ne crut pas permettre, lors de cette majorité, de continuer l'indivision pendant cinq ans comme dans les lois de 1909 et 1922. Pourtant, cette indivision eut été parfois prolongée utilement. Supposons, par exemple, à la mort d'un des conjoints, deux enfants, âgés de 13 et 17 ans. Selon notre système actuel, l'indivision durera huit ans. Au contraire, avec un système permettant une pro-

longation quinquennale, l'indivision durerait : $8 + 5 = 13$ ans.

Quant au délai de cinq ans, à quelle date commencera-t-il ? Du jour où le Tribunal fera droit à la demande ou du jour du décès ? Le décret-loi nous laisse, là encore, dans l'incertitude. Au contraire, les lois de 1909 et 1922 précisent le point de départ de ce délai, en fixant le jour du décès. C'est ce qu'il faudra décider ici, selon le droit commun.

§ II. — *Effets.*

Envisageons maintenant l'indivision en elle-même. Quelles vont être les pouvoirs du Tribunal à son sujet ? Comment va-t-elle fonctionner ?

I. — Pouvoirs du Tribunal.

Où les co-héritiers sont d'accord, en ce cas ils utiliseront la faculté à eux laissée par l'alinéa 2 de l'article 815, en signant une convention d'indivision ; ou ils le sont pas, et l'un d'eux, dans les conditions ci-dessus, va faire une demande au Tribunal, en faveur du maintien de l'indivision. Quel Tribunal ? Le décret-loi en donne compétence au Tribunal civil et au Tribunal civil du lieu de l'ouverture de la succession (Art. 822). Cette mesure est logique : Le Tribunal civil du lieu de l'ouverture de la succession centralise, à lui seul, toutes les opérations et les difficultés relatives au partage des successions. Tout autre Tribunal serait donc incompétent « *ratione materiae* ». Il faut féliciter le législateur de ne pas avoir suivi les lois de 1909 et de 1922 qui, sur ce point, attribuent compétence au juge de paix. En plus de la raison de logique ci-dessus, il existe la suivante : le juge de paix aux yeux des familles montre une autorité fort relative et souvent une piètre image de la justice ; au contraire, le Président du Tribunal civil pourra conseiller utilement et trancher, du

poids de toute son autorité et de sa compétence, les différends, qui surgiront.

Pour faire cette demande, il faudra être capable, c'est-à-dire majeur : ceci explique, encore, pourquoi, dans le cas de descendants mineurs, ce sera le conjoint ou un héritier, qui exercera les droits du mineur. Mais cette demande est-elle de droit ou simplement facultative ? En d'autres termes, le Tribunal doit-il accorder, sans pouvoir apprécier ni refuser, ou, au contraire, peut-il s'opposer au maintien de l'indivision, en déboutant le demandeur ? Là encore, le décret-loi présente des insuffisances. A ce sujet, le rapport préliminaire ne contient aucune indication. Cependant, les termes de la loi sont favorables à un pouvoir d'appréciation du Tribunal : le législateur emploie dans les nouveaux alinéas de l'article 815 le verbe pouvoir : « L'indivision peut,.... être maintenue.... 1° A la demande.... ». Les précédentes lois de 1909 et de 1922 sont dans ce sens, mais cependant beaucoup plus précises « dans ces divers cas, le juge de paix prononce le maintien ou la continuation de l'indivision.... ». Enfin nous avons constaté, que si le législateur faisait un pas en faveur de l'indivision, il conservait, cependant, un reste d'aversion envers elle : nous ne nous étonnerons donc pas, que le législateur n'ait pas donné à un co-héritier le droit automatique d'imposer le maintien de l'indivision, à l'encontre de tous ses co-héritiers. Le Tribunal appréciera les faits et rejettera, s'il y a lieu, la demande de maintien d'indivision. De plus, le Tribunal aura à connaître de toutes les contestations, survenant à l'occasion du maintien de l'indivision, selon l'article 822 du code civil.

Par une décision judiciaire, nonobstant l'opposition d'un copropriétaire ou de ses ayants-droit, l'indivision sera maintenue. Les textes supposent que les co-héritiers ne s'entendent pas ; aussi, n'est-il nullement nécessaire que tous soient d'accord. Mais, que décider, si, au lieu d'un copropriétaire et

de ses ayants-droit, il y en ait plusieurs qui s'opposent à l'indivision ? La loi ne précise pas. Le rapport préliminaire laisse dans l'ombre cette question. Le législateur aurait-il voulu indiquer que l'indivision pouvait être maintenue dans le seul cas, où un propriétaire s'y opposerait, mais non dans celui, où il y aurait plusieurs opposants ? Certains le prétendent, (Rép. Gén. du notariat et Enreg. 1938 P. 341), en disant « qu'il y a là un indice de mésentente entre les ayants-droit et, dans ces conditions, le Tribunal serait fondé à en tirer argument pour rejeter la demande. » Il faut combattre cette thèse, croyons-nous, car l'indice de mésentente existe, par hypothèse, et pas seulement dans le fait d'une opposition de plusieurs ayants-droit. Les rédacteurs du décret-loi, en permettant le maintien de l'indivision, malgré l'opposition d'un co-propriétaire ou de ses ayants-droit, ont donné la même solution a fortiori lorsque plusieurs co-propriétaires s'y opposent.

II. — L'indivision. Son organisation.

Les lois de 1909 et de 1922 précitées n'organisent aucun régime de l'indivision ; ceci explique partiellement leur insuccès. Aussi, peut-on s'étonner que le législateur du décret-loi du 17 juin 1938, après les critiques nombreuses adressées, sur ce point, à ces deux lois, n'en ait pas tenu compte.

A des imprécisions et des oublis, s'ajoute donc une lacune qui paraît fort grave. Nous avons beau rechercher dans le décret-loi ou dans son rapport préliminaire une organisation quelconque ; nous ne la trouvons pas. En cas de contestations, le législateur décide seulement, qu'elles seront soumises au Tribunal du lieu de l'ouverture de la succession. Bonne précaution, en vérité, car elles ne manqueront pas de naître dans un tel régime ! Toutes sortes de questions viennent à l'esprit et restent sans réponse légale. Par hypothèse, les co-héritiers ne s'entendent pas. Le maintien de l'indivision ag-

gravera les querelles, la méfiance qui se produiront entre les co-héritiers : est-ce là une atmosphère propre à une bonne gestion du bien indivis ? Nous ne le croyons pas, d'autant plus que le législateur le livre à l'arbitraire. Mais en dehors même de toute bonne gestion, une gestion bonne ou mauvaise va-t-elle même être possible ? De droit commun, chaque co-indivisaire, sur sa quote-part, possède un droit de disposition complet, réserves faites d'une certaine insaisissabilité au regard de ses créanciers personnels ; sur la chose commune, en principe, tout acte de disposition ou d'administration est soumis au consentement unanime de ses co-héritiers. Sont-ce ces règles, dont la jurisprudence corrige un peu la rigueur par les règles du mandat, de la gestion d'affaires, qu'il va nous falloir appliquer ici ? ou bien celles de l'article 815, alinéa 2, ? ou bien, d'autres encore ? Nous excluons tout de suite la deuxième hypothèse, car nous nous trouvons dans une situation bien différente : dans l'article 815, alinéa 2, tous les co-héritiers s'entendent, par hypothèse et toutes les difficultés sont réglées à l'amiable, de même que les conditions d'administration et de responsabilité. Faute de mieux, le droit commun des indivisions doit-il s'appliquer ? Non, car l'exploitation agricole, avec un tel régime, ne pourrait pas fonctionner. Alors, dans le silence de la loi, le Tribunal devra suppléer à son insuffisance. Il aura à répondre à de multiples questions. Il lui faudra déterminer la direction de l'exploitation : elle sera confiée le plus souvent au demandeur en maintien de l'indivision ; si le conjoint survivant demandeur l'assurait déjà avant la mort de son conjoint, il devra la continuer tout naturellement ; s'il ne l'assurait pas, le Tribunal, le plus souvent, devra lui confier cette direction, qu'il y ait ou non des descendants mineurs. Mais, si le demandeur est un héritier, et que l'indivision soit accordée, faudra-t-il enlever au conjoint la direction de l'exploitation ou la lui garder ? Ce sera le plus souvent une question de fait. Mais, le demandeur

en indivision pourra-t-il se décharger de l'exploitation ? Quelle responsabilité aura-t-il et dans quelle mesure ? Devra-t-il rendre des comptes aux autres héritiers ? La jurisprudence, faute de mieux, appliquera là, sans doute, les règles du mandat ou de la gestion d'affaires. Quels pouvoirs les créanciers personnels des héritiers auront-ils sur l'exploitation indivise ? Nous étendrons la solution donnée par la jurisprudence en matière de convention d'indivision : l'indivision leur sera opposable. Et les bénéfices et les pertes, comment se répartiront-ils ? Les co-héritiers auront-ils, comme dans les lois de 1909 et de 1922, droit à une indemnité pour ajournement de partage ? A toutes ces questions, là encore le Tribunal devra suppléer à la loi. Mais ces lacunes ne vont-elles pas entraver ou même rendre impossible toute application de l'article 815, alinéa 3 et suivants, et soulever des contestations sans nombre ? Nous le croirions volontiers. Les alinéas 3 et suivants de l'article 815 risquent fort, comme leurs précédents de 1909 et 1922, de connaître un succès fort médiocre, sinon nul. D'établir l'indivision, l'intention était fort bonne, car l'indivision comporte des avantages dans certains cas, encore fallait-il l'établir de façon viable. Or, le décret-loi du 17 juin 1938 semble s'être peu soucié de ce dernier point. Outre des lacunes fort regrettables, des imprécisions nombreuses, sans parler des frais nombreux nécessités par les expertises, nous rencontrons enfin un vice inhérent : une inorganisation complète du régime de l'indivision. Aussi, en conclusion, serions nous tentés de regretter les lois établies lentement dans le tumulte des assemblées, et de dire comme le Président d'une Chambre d'Agriculture : « Lorsqu'on ne connaît pas la condition agricole, en voulant faire du bien aux agriculteurs, on risque de leur causer des difficultés insurmontables » (1)

(1) M. Lefebvre, 9^e session 1938 OP. cit. P. 77.

SECTION II

L'ATTRIBUTION INTEGRALE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

En établissant dans l'article 832 du code civil, un principe d'égalité en valeur, le décret-loi du 17 juin 1938 va permettre au Tribunal de s'opposer au morcellement des héritages et des exploitations. En modifiant l'alinéa 1 de l'article 832 du code civil, le législateur a donné aux Tribunaux un principe directeur ; de ce principe directeur, nous avons tiré la conséquence suivante : dans une succession comprenant une exploitation unique, l'exploitation peut être mise dans un seul lot, les autres lots étant composés de meubles ou valeurs mobilières ou de soultes ou de retour de lots. Du principe, le législateur va tirer une autre conséquence et une autre application dans l'alinéa 3 du même article 832 : le législateur va, ainsi, permettre l'attribution intégrale de la petite exploitation agricole. Le législateur ne s'est pas contenté de régler cette attribution au point de vue civil, il a voulu la favoriser au point de vue fiscal. D'où, dans un premier paragraphe, nous étudierons les mesures civiles ; dans un second, les mesures fiscales.

§ I. — *Mesures civiles.*

Nous avons déjà l'objet de cette attribution intégrale, puisqu'il est le même que celui du maintien de l'indivision. Cet objet se restreint aux exploitations agricoles et, parmi elles, aux petites exploitations agricoles. Il nous reste à voir, quelles personnes vont pouvoir jouir de ce droit d'attribution ? A quelles conditions ? Ensuite, nous verrons comment cette attribution se fera.

I — Conditions de l'attribution.

Seules certaines personnes, limitativement déterminées par la loi, vont avoir ce droit. L'article 832 alinéa 3 les énumère : « Le conjoint survivant ou tout héritier, co-proprétaire d'un ou plusieurs immeubles, formant une exploitation... peut, s'il y habitait lors de l'ouverture de la succession et participait effectivement à son exploitation, se la faire attribuer... ». Comme dans le cas de l'article 815, le conjoint survivant ou tout héritier vont avoir ce droit. Mais alors que l'article 815, dans un cas, exigeait seulement la qualité de co-proprétaire et d'habitation dans l'exploitation et, dans l'autre, celle de représentant d'enfants mineurs, l'article 832 va se montrer plus exigeant. Trois conditions doivent être réunies par le demandeur. Il doit :

Première condition : Avoir la qualité de co-proprétaire.

Pour le conjoint survivant, cette condition est semblable à celle exigée dans l'article 815. Elle pourra, donc, résulter de la qualité d'époux commun en biens, ou d'une vocation ab intestat en pleine propriété, ou d'une vocation testamentaire universelle ou à titre universel. Le plus souvent, elle résultera de la qualité de commun en biens, ou de l'apport d'un bien propre lors du mariage. Là encore, il ne s'agit pas, comme le veulent certains pour l'article 815, d'une co-propriété antérieure au décès, mais bien d'une co-propriété appréciée au décès : la vocation testamentaire en pleine propriété suffira donc. Remarquons, d'ailleurs, que les mêmes auteurs (1) se séparent cette fois-ci de la loi de 1909 et de celle de 1922, bien qu'il y ait ici une ressemblance aussi grande que celle invoquée entre ces lois et l'article 815 ; bien que les mêmes raisons existent, ils ne se décident pas dans le même sens, en

(1) Desbois P. D, 1938. 4. 363,

prétendant que cette ressemblance est moins forte. Au fond, nous rencontrons ici les mêmes conditions que celles exigées pour le maintien de l'indivision, plus une toute naturelle : la participation à l'exploitation pendant l'indivision, au moins, permettant de fournir au conjoint ou à l'héritier un titre à l'attribution intégrale. Les deux autres conditions étant les mêmes, pourquoi les interpréter différemment ? Quoi qu'il en soit, tout ceci renforce notre thèse ; aussi affirmons-nous ici, avec d'autant plus de force, qu'il s'agit d'une co-propriété appréciée au décès. Ceci est vrai, non seulement pour le conjoint survivant, mais aussi pour l'héritier. Si on exigeait de lui qu'il soit co-propriétaire avant le décès, on commettrait un illogisme, et une iniquité. Un illogisme, car l'héritier serait plus sévèrement traité qu'un successeur irrégulier : le conjoint ; or, l'héritier, qui peut être le propre descendant du conjoint décédé, possède tout autant de droits, sinon plus, que le conjoint survivant. Une iniquité, car le plus souvent les descendants en seraient exclus, à moins d'avoir stipulé une indivision entre l'ascendant et le descendant. Mais alors, pourrait-on objecter, pourquoi le législateur éprouve-t-il le besoin d'exiger de l'héritier cette qualité de co-propriétaire ? Pour la raison suivante : la qualité de co-propriétaire, entendue en notre sens, dépend du parti, pris par l'héritier à l'ouverture de la succession : s'il renonce à la succession, il n'est plus co-propriétaire ; s'il accepte simplement ou bénéficiairement, il l'est. Cependant, comme il est censé, en renonçant, n'avoir jamais été héritier, le législateur aurait pu se dispenser d'exiger, de l'héritier, la qualité de co-propriétaire.

Deuxième condition : L'héritier ou le conjoint doit habiter l'exploitation lors de l'ouverture de la succession.

Le législateur, ici, emploie les termes : « Lors de l'ouverture de la succession » au lieu de ceux : « Lors du décès », de l'article 815 du code civil. Ce changement de termes se comprend

bien. La date est la même, mais les circonstances ont changé. Un maintien d'indivision se fait en dehors de tout partage, de toute liquidation de succession ; donc il exclut, par là même, toute ouverture de succession. Au contraire, une attribution intégrale est une opération de partage : il paraît, donc, plus juridique de rattacher son point de départ à la date de l'ouverture de la succession qu'à celle du décès.

Remarquons, aussi, qu'en matière d'attribution intégrale, cette deuxième condition n'existe pas dans les lois de 1909 et de 1922, harmonisées en 1937. La loi de 1937, en effet, fait disparaître de la loi de 1909 cette condition, « sous prétexte », déclare le rapporteur (1), « de compenser la concurrence qui lui est créée, par l'ouverture aux autres héritiers des mêmes droits. » Le législateur de 1938 ne tient pas compte de cette raison peu explicative et il fait bien.

Comme en matière de maintien d'indivision, la condition d'habitation, le plus souvent, ne sera pas remplie par le propriétaire ou le nu-propriétaire, qui ont donné leurs exploitations à bail ou en usufruit ; ceci d'autant plus que la loi exige la condition suivante :

Troisième condition : Participation effective de l'héritier ou du conjoint à l'exploitation.

D'après le décret-loi du 17 Juin 1938, outre une participation effective, il fallait une participation personnelle. La loi du 20 juillet 1940 supprime cette dernière exigence et parle seulement d'une participation effective. Sans doute, a-t-on considéré, qu'une participation non personnelle ne devait pas être considérée comme effective : par exemple dans le cas d'un propriétaire donnant son exploitation à bail. Le mot « effective » en renferme deux autres : le demandeur doit non seulement justifier de sa propre participation, mais, en outre, que

(1) Rapport Dauthy. Sénat Sess. Ord. 1929. Ann. N° 391.

cette participation a donné des résultats, qu'il réunit le minimum de qualités nécessaires pour faire un bon paysan, qu'il en présente et les qualités physiques et les qualités morales ; dans une participation effective, le législateur vise, donc, une participation personnelle et efficace. Cependant, par suite de la disparition du mot « personnelle » dans la loi, l'exploitant qui, par suite d'invalidité, de maladie, ou par suite de la présence de descendants mineurs se ferait aider par un ou plusieurs salariés remplirait les conditions légales.

La participation effective ne soulèvera aucune difficulté lorsque le conjoint survivant sera le mari : en principe, son concours à l'exploitation est évident. Pour la femme, la participation effective résultera d'un ensemble de faits : soins du ménage, sur la laiterie, la basse-cour, de la surveillance domestique exercée, etc... Au fond, comme pour la condition d'habitation, le juge du fond appréciera souverainement les faits. Mais ne pourra réclamer l'attribution intégrale, la femme séparée de fait avec son mari ou celle, à laquelle une ordonnance judiciaire aura enjoint un domicile ou une résidence séparée de celle du mari : elle ne remplirait ni la deuxième, ni la troisième condition.

A quelle date faut-il apprécier cette participation ? La loi ne fixe, en effet, aucune date. Dans les lois de 1909 et de 1922, nous ne pouvons trouver aucun renseignement, car cette condition est toute nouvelle. Aussi, doit-on interpréter le plus largement possible, et dire qu'une participation effective, avant tout partage, suffira. Cette interprétation est nécessaire, si l'on veut que les enfants mineurs, ayant obtenu le maintien de l'indivision, puissent, à leur majorité, se faire attribuer l'exploitation : au moment du décès, en effet, leur participation sera ou nulle, ou peu effective et peu efficace ; pendant l'indivision, ils vont s'initier à l'exploitation, donc y participer ; à leur majorité, ils rempliront, ainsi, la condition légale. Au contraire, la femme séparée de fait, qui reviendrait au

décès de l'exploitant, participerait à l'exploitation, ne pourrait bénéficier de la loi, car elle n'y habitait pas lors du décès. De même pour l'héritier, qui n'habitait pas l'exploitation lors du décès, et qui s'engagerait à y demeurer et à la continuer. Il y a là, croyons nous, une lacune : un héritier, qui s'engagerait, ainsi, à demeurer dans l'exploitation et à l'exploiter, quoi que n'habitait pas lors du décès, devrait pouvoir bénéficier de la loi. A l'instar de la loi de 1937, harmonisant les lois de 1909 et 1922, le législateur aurait pu supprimer la deuxième condition : celle de l'habitation ; par ce moyen, il aurait, sinon combattu l'exode rural, tout au moins permis un retour à la terre.

Quoi qu'il en soit, les trois conditions sont suffisantes et nécessaires pour bénéficier de la loi. Peu importe le reste : notamment, la loi n'exige pas que l'exploitant tire toutes ses ressources de l'exploitation ; exiger une solution contraire serait aller contre les intentions du législateur et priver du bénéfice de la loi toute une catégorie de petits exploitants : notamment, les cas où le petit exploitant est en même temps journalier agricole, ou, comme en certaines parties de la Bretagne, à la fois cultivateur et marin ou, ailleurs, cultivateur et artisan.

II. — Exercice de l'attribution intégrale.

Une demande, en vue de se faire attribuer l'exploitation par voie de partage, à charge de soulte éventuellement, va être présentée au Tribunal. Il nous faut donc voir : d'abord l'exercice de l'attribution intégrale en lui-même ; ensuite la soulte.

A. — Le Tribunal civil, comme en matière de maintien d'indivision, va être compétent *ratione materiæ* : en effet, l'article 832 nous présente l'attribution comme un incident de l'action en partage, d'où il nous renvoie, implicitement, à l'article 822. Au contraire, dans les lois de 1909 et 1922, l'attribution se fait sous la présidence du Juge de Paix, qui

dresse procès-verbal des opérations. Dans l'article 832, le pouvoir judiciaire va jouer un rôle plus étendu. Si les parties ne s'entendent pas pour désigner les experts chargés d'estimer l'exploitation, selon l'article 824 du code civil, il les désignera d'office. De même, il appréciera la demande et regardera, si toutes les conditions requises par la loi sont réunies par le demandeur. Il aura, ainsi, à résoudre la difficulté suivante, au cas d'une pluralité de demandes d'attribution de l'exploitation agricole. Il commencera par éliminer ceux qui ne remplissent pas les conditions légales. Mais ensuite, quel critérium adopter pour départager les compétiteurs ? Les lois de 1909 et 1922 adoptent sagement un ordre : « Lorsque plusieurs intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée, d'abord, à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux, s'il est co-propriétaire. Toutes choses égales, la majorité des intéressés décide. A défaut de majorité, il est procédé par voie de tirage au sort. » Le décret-loi du 17 Juin 1938 laisse cette question de côté. Cependant elle peut fort bien se présenter : à l'exploitation pouvaient participer, non seulement le conjoint survivant mais des descendants majeurs ; l'exploitation étant bien de communauté, et les descendants ayant accepté la succession, ils sont tous co-propriétaires. Habitant tous l'exploitation, ils réunissent ainsi les conditions exigées par la loi. Que va-t-on décider ? Nous ne croyons pas qu'il faille interpréter : « le conjoint survivant ou tout héritier », dans le sens de : « conjoint survivant, à défaut tout héritier ». Certes, cette interprétation aurait pour elle le précédent des lois de 1909 et de 1922, mais le législateur nous y a-t-il renvoyé implicitement ? Nous ne le pensons pas, d'autant plus que, dans le rapport préliminaire, les deux sortes de compétiteurs sont mis sur le même pied et cette fois reliés par la conjonction « et » : « Quatrièmement. Sous réserve des conditions prévues, le conjoint survivant et tout héritier co-propriétaire d'un petit immeuble rural..... » Il est

plus simple de laisser le Tribunal s'inspirer des circonstances de la cause pour désigner l'attributaire. Dans certains cas, d'ailleurs, la voie à suivre sera toute tracée : par exemple, il y a dans le contrat de mariage une clause permettant au conjoint survivant de reprendre l'exploitation agricole, bien commun, moyennant indemnité. A défaut, le Tribunal se fondera sur l'intention du défunt dans son testament. A défaut, parmi les demandeurs, le Tribunal jugera qui sera le plus compétent. A compétence égale, en cas de soulte, il désignera celui qui apportera le plus de garanties pécuniaires. Au fond, le décret-loi ne crée peut-être pas d'ordre entre les demandeurs pour permettre au Tribunal de rendre une décision plus conforme à la réalité des faits. En tout cas contrairement à certains (1); jamais le Tribunal ne devra être réduit, faute d'accord entre les parties, à soumettre l'exploitation à un partage en nature ou à une licitation. Le désaccord, en ce cas, sera le plus souvent forcé ; admettre pour cette seule raison le recours au partage en nature ou à la licitation serait annuler les bons effets produits par la loi.

Cependant, le Tribunal n'est pas obligé d'accorder l'attribution intégrale dans tous les cas ; il jouit d'une grande liberté d'action et d'appréciation. Si, par exemple, le demandeur n'offre aucune garantie de compétence ou de solvabilité par suite du passif élevé qui le grève déjà, le Tribunal pourra refuser l'attribution intégrale. Mais, le plus souvent, il devrait l'accorder. Ceci implique un changement dans les mœurs judiciaires, qui est nécessaire, si l'on veut combattre et le morcellement et l'exode rural.

B. — Soulte. L'attribution accordée par le Tribunal sera faite pour la valeur déterminée à l'expertise. Souvent cette valeur excèdera le montant de la part successorale de l'attri-

(1) Chauveau. *Journal des Notaires et des Avocats* 1938 N° 20. Art. 39. 866 P. 944.

butaire, qui sera alors redevable d'une soulte. Le décret-loi du 17 juin 1938 prévoyait bien le principe d'une soulte, mais son application était laissée dans l'ombre : il établissait seulement dans sa partie finale une déchéance du terme, quand les délais avaient été donnés à l'héritier pour acquitter sa soulte. Cette réglementation, fort insuffisante, méritait des critiques. La loi du 20 Juillet 1940 vint, en partie, remédier à cette situation en nous renvoyant à l'article 866 du code civil. Mais ce renvoi était, encore, critiquable, car le climat de l'article 866 n'est nullement le même que celui de l'article 832. Aussi une loi récente du 9 Novembre 1940 vint-elle modifier le dernier alinéa de l'article 2 de la loi du 20 Juillet 1940. Ces dernières dispositions présentent une amélioration considérable sur la réglementation fort incomplète de l'article 866 et surtout sur l'absence de toute réglementation en la matière du décret-loi du 17 Juin 1938.

L'attribution est prononcée à titre de partage. Elle n'est donc pas complètement intégrale. Les co-héritiers doivent aussi recevoir leur part, mais, alors que le code civil montrait une grande exigence sur la nature et la composition de cette part, le décret-loi du 17 juin 1938 permet simplement aux co-héritiers non attributaires de réclamer leur part en valeur, s'il n'y a pas moyen de faire autrement. En effet, si la succession comprend d'autres exploitations, ou d'autres immeubles ou des valeurs mobilières suffisantes pour allouer les co-héritiers non attributaires, il ne sera nullement question de soulte ; mais, le plus souvent, la valeur de l'attribution dépassera le montant des droits successoraux de l'attributaire, qui devra payer une soulte.

La soulte est, donc, le paiement d'une dette successorale. Mais comment se fera ce paiement ? Nous avons déjà envisagé cette question au point de vue financier ; ici nous devons le faire au point de vue civil. Le plus souvent, l'attributaire, ne disposera pas de disponibilités pécuniaires suffisantes. Il faut

dra, donc, lui donner du temps, lui accorder des délais. Mais, dans certains cas, ces délais perdent leur raison d'être et la loi, à juste titre, organise une déchéance du terme. Il nous faut voir, outre les critiques adressées au système, les trois points suivants : la composition de la soulte, les délais, la déchéance du terme.

a) Quant à la composition de la soulte, la loi du 20 Juillet 1940 et celle du 9 Novembre 1940 sont muettes. Cependant, d'après les dispositions de cette dernière loi (délais accordés, intérêt légal), le législateur voit en cette soulte, essentiellement, une somme d'argent. Il existe, donc, entre les articles 832 et 866, une première différence : l'article 832 vise une somme d'argent ; l'article 866, au contraire, parle d'une récompense en argent ou autrement. Dans l'article 832, où par hypothèse, les co-héritiers ne s'entendent pas le plus souvent, il faut, le moins possible, soulever des sujets de contestation ; or, un paiement, autre qu'un paiement en argent, créerait des difficultés, notamment quant à l'estimation. Au contraire, dans l'article 866, où, en principe, tout se règle à l'amiable, en dehors de l'intervention de la Justice, une donation en paiement ou une rente pourront être admises.

b) Pour payer cette soulte, le plus souvent, l'attributaire demandera des délais. Mais, alors que l'article 866 fixe une durée maximum de 10 ans, l'article 832 s'en tient à une durée de cinq ans ; alors que le premier accorde des délais pour le paiement de toute la soulte, le second fait une distinction. Ces deux autres différences s'expliquent toujours de la même façon : Il ne faut pas accentuer le désaccord déjà trop grand dans les familles, lors de l'attribution d'une exploitation agricole, dans laquelle chacun a ses souvenirs d'enfance, et des intérêts familiaux, sans parler des intérêts pécuniaires ; dans l'article 866, nous sommes en présence d'une donation ou d'un legs, dont le principe est validé et consolidé aux yeux de tous par la volonté du disposant.

L'article 832, à défaut d'un paiement total, prévoit le paiement de la soulte en deux opérations. Une moitié de la soulte, sauf conventions contraires, sera payée immédiatement. La loi réserve le cas, où l'attribution se ferait avec l'assentiment de tous. Cette moitié de soulte, payée immédiatement tombera dans la masse partageable. L'autre moitié sera payée dans un certain délai, mais à deux conditions :

Première condition : Le délai ne devra pas dépasser cinq ans. Donc un délai de cinq ans remplirait les conditions légales. Pourquoi cinq ans ? Nous retrouvons ce délai dans l'article 866, non comme délai maximum, mais pour inciter l'attributaire à payer le plus vite possible sa soulte. Nous le retrouvons, pour le même motif, dans l'article 73 de la loi du 1^{er} Juin 1924. Le législateur le prend comme juste délai, ni trop court à son avis, ni trop long. On ne pourra critiquer sa longueur, pense le législateur, car le code civil, lui-même, malgré son hostilité à toute indivision, l'a employé à l'alinéa 2 de l'article 815.

Deuxième condition : La soulte portera intérêt. Cet intérêt, le législateur le fixe à un taux favorable : ce sera le taux de l'intérêt légal diminué de 1 % ; les co-héritiers perdront ainsi seulement 1 %, mais ils feront cette perte pour une juste cause. Là encore, notons une différence avec l'article 866 : celui-ci ne fixe aucun taux d'intérêt ; les parties ou le Tribunal pourront le fixer à leur gré, ou en dispenser l'attributaire.

c) Supposons, maintenant, que l'attributaire, bénéficiant d'un délai de quatre ans, vende son exploitation la deuxième année ; qu'arrivera-t-il ? La fraction de soulte, pour laquelle un délai était accordé, deviendra immédiatement exigible. En ce cas, en effet, l'héritier n'a plus aucune raison de voir maintenir son délai : d'abord et surtout, parce qu'il possède désormais le capital nécessaire pour s'acquitter de la soulte ; ensuite, parce que ce délai qui était conditionné au maintien de l'exploitation agricole, a perdu sa raison d'être par la

disparition de l'exploitation du patrimoine de l'attributaire. Cependant, si l'héritier aliène quelques hectares de terrain, par exemple, aliène partiellement son exploitation, va-t-il perdre le bénéfice de son délai ? Oui, selon l'article 866, non, selon l'article 832. Mais, si l'article 832 lui conserve son délai, il n'en tire pas moins la conclusion logique de cette aliénation partielle : le produit de la vente sera versé aux co-partageants et imputé sur la soulte restant dûe ; la loi présume, donc, que l'aliénation partielle a été faite en vue de payer la soulte. Mais, si au lieu de vendre quelques hectares de terrain ou un bâtiment, il vend du cheptel ou du matériel, la solution sera-t-elle semblable ? Non, car l'aliénation transforme ces immeubles par destination en meubles. Or, la loi du 9 Novembre 1940 fait allusion à la vente partielle de l'immeuble : «Exigible en cas de vente totale de l'immeuble. En cas de vente partielle, le produit..... » et non à la vente partielle des meubles. De même la cession d'un droit mobilier ne donnerait pas lieu à une déchéance du terme. Cette solution, juste en droit, l'est aussi en équité, car une exploitation agricole pour vivre et prospérer doit vendre, par exemple, des éléments de son cheptel.

Quant aux garanties données par le co-héritier attributaire à ses co-héritiers, la loi n'y fait aucune allusion. Faute de mieux, il faudra appliquer le bénéfice du privilège du co-partageant, que les co-héritiers non attributaires devront régulièrement inscrire.

d) Telle est la nouvelle réglementation, à la suite de la loi du 9 Novembre 1940. Est-elle parfaite ? Non assurément, mais elle constitue un progrès sur la réglementation antérieure. Cependant, nous lui dispenserons quelques critiques : l'attributaire, pour s'acquitter de sa soulte devra, le plus souvent, emprunter de l'argent à un prêteur quelconque : Caisse de Crédit Agricole, Crédit Foncier, Compagnie d'assurances sur la Vie, à laquelle il a souscrit une assurance, ou à un particu-

lier ; ce prêt comportera un intérêt, qui viendra s'ajouter parfois à celui dû à ses co-héritiers ; une solution semblable à celle de l'article 866 (dispense de tout intérêt) eut été un encouragement à se porter attributaire, donc un moyen de combattre l'exode rural. A part cette critique, dans l'ensemble, les mesures prises sont bonnes et dignes d'être approuvées, tout au moins, au point de vue civil, car nous avons déjà fait des réserves en ce qui concerne le point de vue financier.

§ II. — *Mesures fiscales*

En matière successorale, le droit fiscal a joué et joue un grand rôle ; directement ou indirectement, son influence est importante. Indirectement ? Nous rappellerons seulement, comment, pendant longtemps, par exemple, le droit civil et la jurisprudence lui furent subordonnés dans l'interprétation de l'article 883 du code civil sur la rétroactivité des partages. Directement ? Le législateur, en élevant ou abaissant les taxes, les droits d'enregistrement et autres impôts, influe sur l'attitude des intéressés en face des problèmes juridiques successoraux : ainsi, une loi du 9 Novembre 1940 dégrève certaines successions, selon les charges de famille ; la même loi, en notre domaine, dans le même esprit pro-familial et conciliateur, modifie l'article 440 bis du code de l'enregistrement. Ce texte, il nous faut l'étudier brièvement.

A deux reprises déjà, le législateur le modifia : une première fois, par un décret-loi du 17 Juin 1938, complété par un décret d'application du 11 Septembre 1938 ; une seconde fois, par un décret-loi du 21 Avril 1939, article 3. La loi du 9 Novembre 1940 vint simplifier la question. Elle comprend deux parties : l'une, positive, comporte des avantages ; l'autre, négative, comporte une sanction conditionnelle ; l'une et l'autre poursuivent le même but. Le législateur veut faciliter multiplier, encourager l'attribution intégrale ; aussi lui accor-

de-t-il sès faveurs, mais non d'une façon inconditionnelle. Voyons donc, d'une part, les avantages accordés ; d'autre part, les restrictions et la sanction posées.

I. — L'avantage consiste dans la dispense du droit de soulte et de retour de lots, au profit de l'attributaire, dans le cas prévu par l'article 832, 3^e alinéa du code civil. A cet avantage, le décret-loi du 17 Juin 1938 dans son article 2, mettait trois conditions : 1^o la portion de valeur de l'exploitation considérée ne devait pas dépasser 50.000 francs. 2^o Les immeubles, constituant une exploitation agricole distincte, devaient être intégralement attribués à un seul co-partageant. 3^o Le co-partageant devait prendre l'engagement d'en assurer personnellement l'exploitation, pendant cinq ans à compter du partage. Actuellement, ces trois conditions ne sont plus requises ; cependant, l'exemption accordée n'est nullement inconditionnelle : le législateur, unifiant les conditions civiles et fiscales, pour bénéficier de l'exemption, il suffira de remplir les conditions prévues par l'article 832 du code civil.

A. — La modification, apportée à la première condition, est fort juste. Le décret-loi du 21 Avril 1939 était, déjà, intervenu en ce sens : la valeur de la soulte importait peu, du moment qu'il s'agissait de la soulte d'échange d'une exploitation, dont la valeur totale ne dépassait pas 200.000 francs ; agir ainsi, c'était prendre en considération des cas fort intéressants laissés de côté par le décret-loi du 17 Juin 1938 : par exemple, le cas de personnes redevables d'une soulte de plus de 50.000 francs et n'ayant pas les disponibilités voulues pour s'en acquitter actuellement. Remarquons qu'ici, le décret-loi du 21 Avril 1939 ne faisait pas l'unification entre les lois civiles et fiscales : l'hypothèse d'une exploitation agricole, égale à 200.000 francs, était prise en considération par la loi fiscale et exclue par la loi civile.

La loi du 9 Novembre 1940, au contraire, en renvoyant aux

dispositions civiles, permet désormais l'exonération de tous droits de soultes ou de retour de lots, à condition que la valeur totale de l'exploitation agricole soit inférieure à 400.000 francs.

B. — La disparition de la seconde condition posée par le décret-loi de 1938 s'explique aussi fort bien. Elle édictait qu'une exploitation agricole distincte devait être intégralement attribuée à un seul co-partageant, et se différenciait ainsi de la disposition de l'ancien article 832, jusqu'à ce que ce dernier fut modifié par la loi du 20 Juillet 1940. Après cette loi, elle n'avait plus de raison d'être.

Les interprètes (H. Desbois, D. P. 1938. 4. 365 et Voirin Lois Nouvelles 1938. 1. 335) s'accordaient tous pour donner son sens le plus large à l'adjectif « attribués » de la seconde condition : peu importait donc que l'exploitation agricole, attribuée intégralement à un seul, fut le résultat de l'application de l'alinéa 3 ou 1 de l'article 832 ; peu importait que cette attribution eut lieu, par suite de la mise dans un seul lot de l'exploitation par le Tribunal ou à la suite d'une demande, selon l'article 832 alinéa 3. Certes, parfois, cette interprétation avait l'inconvénient de faire bénéficier de cette mesure de faveur quelqu'un qui n'avait rien fait pour cela, mais l'exemption était attachée à la seule attribution intégrale, en dehors de toute considération du motif de l'opération. Il suffisait simplement que l'attributaire soit co-partageant. Désormais, en nous renvoyant à l'article 832, alinéa 3, la loi du 9 Novembre 1940 prend en considération les seuls cas présumés intéressants d'attribution intégrale : ceux qui se sont produits à la suite d'une demande de l'intéressé.

Les articles 1 et 2 du décret d'application du 11 septembre 1938 ne doivent plus recevoir d'application. L'opération s'étant faite sous l'autorité du Tribunal, l'administration de l'enregistrement devra s'en rapporter à lui. Cependant, les partages d'immeubles à usage d'exploitation agricole auront,

encore, besoin de contenir une évaluation détaillée des immeubles par nature, mais dans un simple but d'évaluation et non dans celui de contrôle fiscal. Il n'est plus nécessaire, de même, que les immeubles par destination soient évalués et détaillés séparément, car l'article 832 les assimile aux immeubles par nature. Enfin, disparaît la nécessité d'obtenir un certificat du maire de la commune de la situation des biens, par lequel les immeubles forment bien une seule et même exploitation. En résumé, la nouvelle loi supprime, là encore, des formalités et de la paperasserie inutiles.

C. — La suppression de la troisième condition s'explique : la loi du 20 Juillet 1940 ayant supprimé l'adverbe « personnellement » de l'article 832, elle ne se comprenait plus. Cependant, le législateur, selon nous, aurait dû maintenir le délai de cinq ans, voire même l'allonger ; il formait un moyen de coercition utile ; au fond, cependant, le législateur revient au même résultat, en exigeant, comme nous le verrons, sous peine du paiement de certains droits, l'observation de ce délai quinquennal.

La disparition de cette troisième condition fait disparaître, pour l'attributaire, l'engagement prévu par l'article 3 du décret du 11 Septembre 1938, par lequel il s'obligeait à assurer, personnellement ou avec une aide limitativement déterminée, l'exploitation. Le certificat du Maire, à l'expiration des cinq ans, par voie de conséquence ne sera plus exigé. L'exemption du droit de soulte est donc définitive, sous réserve de la sanction prévue au dernier alinéa de l'article 832 et sous réserve de la sanction de l'exigibilité des droits de mutation et le cas échéant de la taxe exceptionnelle sur la première mutation, en cas d'aliénation.

II. — L'attributaire exploitant sera obligé de rester pendant cinq ans sur son exploitation, sous peine de voir disparaître l'avantage pour lui prévu par le législateur. Voyons,

donc, d'une part, en quoi consiste cette obligation, d'autre part, les causes de la sanction, enfin, cette sanction elle-même.

A. — L'attributaire doit, au moins, rester cinq ans sur son exploitation : c'est un minimum que nous trouvons, même, fort court. Le législateur, en prenant ce délai, suit, certes, la tradition en la matière ; selon lui, ce délai est le délai normal, le délai d'expérience, après lequel l'exploitant a de grandes chances de continuer l'exploitation. De plus, le législateur veut favoriser les attributions intégrales, donc, inciter les co-héritiers à les demander : un délai trop long aurait pu les effrayer. Nous le critiquerons cependant : ou il voulait vraiment favoriser l'attribution intégrale et la dispense de tous droits s'imposait ; ou mieux, il voulait la favoriser en se pré-occupant de constater si son but législatif était atteint, et, alors, un délai plus long devait-être fixé.

Quoi qu'il en soit, pendant ces cinq ans, l'attributaire doit continuer l'exploitation. La loi ne nous précise pas si cette exploitation doit être personnelle, dans le sens de l'article 2 du décret-loi du 17 Juin 1938 ; faute de mieux, nous déciderons d'une participation effective, dans le sens de l'alinéa 3 de l'article 832.

B. — La loi du 9 Novembre 1940 prévoit quatre cas de déchéance : 1° L'attributaire vient à cesser personnellement l'exploitation : par exemple, l'attributaire cède son exploitation moyennant une rente viagère ou un usufruit. D'ailleurs, peu importe les circonstances et les motifs de cette cessation ; son fait suffit. Mais, la proposition incidente : « sans que ses héritiers la continue » doit-elle être rapportée, outre le cas de décès, à celui de la cessation de l'exploitation : par exemple, l'exploitant fait une donation partage à ses enfants ou même une donation de son exploitation à charge de rente ou d'usufruit ; ces enfants, remarquons-le, sont ses futurs héritiers ; peut-on étendre l'hypothèse du décès à celle de la cessation ?

Non, le législateur fait rapporter la proposition incidente en question à l'hypothèse du décès, où le sens du mot « héritiers » se comprend fort bien, à l'exclusion de toute autre. Cette interprétation certes, contrairement à la tradition législative, défavorise les donations et les transmissions entre vifs de la direction de l'exploitation à des êtres plus jeunes, plus actifs et plus productifs. Mais, nous sommes dans une disposition exceptionnelle et l'interprétation restrictive s'impose.

Cependant, il faut entendre le mot « héritiers » de façon large, sans quoi nous arriverions à des résultats déplorables : par exemple, l'exclusion du conjoint survivant, successeur irrégulier et non héritier. Le législateur, en nous renvoyant aux conditions de l'article 832, alinéa 3 du code civil entend faire participer, aux avantages qu'il accorde, toutes les personnes visées par cet article. Seront seulement exclus les étrangers au défunt, qui viennent cependant à la succession : ainsi le légataire particulier ou universel ou à titre universel.

2° L'attributaire décède, sans que ses héritiers continuent l'exploitation. Nous n'insisterons pas sur le sens donné au mot « héritiers », que nous venons d'expliquer. Nous ferons simplement remarquer, que, contrairement au décret-loi du 17 Juin 1938, ces héritiers ne prennent aucun engagement : l'administration de l'Enregistrement prouvera ou non, que les héritiers remplissent ou non les conditions.

3° L'attributaire vend l'immeuble. 4° Les héritiers qui ont continué l'exploitation vendent l'immeuble. Quid de ces ventes dans le délai de cinq ans ? La vente totale, évidemment, fait jouer la déchéance. Mais la vente partielle ? Le décret-loi du 17 Juin 1938 n'en soufflait mot. Au contraire, la loi du 9 Novembre 1940 précise qu'il faut l'assimiler à la vente totale. Si elle porte seulement sur une fraction égale au quart, les conditions légales ne seront pas remplies ; il faut que la fraction vendue dépasse le quart de la valeur totale de l'exploita-

tion. Mais, à quel moment apprécier cette valeur ? A juste titre, le législateur envisage le moment du décès. Ceci évitera bien des complications et de nombreuses difficultés : l'estimation prévue à l'article 832 suffira au point de vue civil comme au point de vue fiscal.

Par ailleurs peu importe le genre de vente, le moyen de paiement : il suffit d'une vente partielle ou totale dans les conditions ci-dessus. Et en cas d'échange, que faudra-t-il décider. Nous assimilerons l'échange à la vente : ceci permettra l'échange de terre au point de vue du remembrement.

C. — La sanction. Elle figurait, déjà, dans le décret-loi du 17 Juin 1938 : les droits de mutation ou leur complément et, le cas échéant, la taxe exceptionnelle sur la première mutation deviennent exigibles. Cette sanction, pendant cinq ans, va peser sur l'attributaire. Mais, au bout de ce délai, l'attributaire devra-t-il, comme le voulait le décret du 11 Septembre 1938 justifier qu'il satisfait aux conditions de la loi ? Nous ne croyons plus ce certificat nécessaire : c'est seulement au cas où l'administration en défaut viendrait lui réclamer des droits indûs, qu'il pourrait se procurer un certificat en ce sens. La même solution doit être adoptée à l'égard des co-héritiers du défunt ayant continué l'exploitation.

Quelle garantie aura le Trésor ? De par la disparition de toute disposition, en ce sens, dans la loi du 9 Novembre 1940, il reste, non plus le privilège établi par l'article 136, § 2 du code de l'enregistrement, mais, seulement, celui de l'article 320 bis du même code. En effet, ce dernier article s'applique de droit. Quant à l'article 136, qui vise le paiement fractionné ou différé des droits de succession et de ses garanties, il a été modifié par la loi du 9 Novembre 1940. Désormais, il vise uniquement la demande de délai par un des intéressés : co-héritiers solidaires, légataires, donataires pour le paiement de ces droits ; certes, dans notre hypothèse, cette

demande peut être faite, et alors l'article 136 s'appliquera ; mais, sous cette réserve, la loi accordant à l'intéressé des délais « de jure », ou plutôt, le dispensant conditionnellement de tous droits, nous sommes hors du champ d'application de l'article 136. Cependant l'administration de l'Enregistrement ne l'entendra peut-être pas ainsi, car les garanties, à elle réservées, sont fort peu nombreuses.

SOUS-TITRE II.

Transmission intégrale de l'exploitation agricole par donation ou testament

Le plus souvent, l'exploitant agricole ne songera, nullement, à écrire ses dernières volontés dans un testament, s'il n'a pas déjà transmis son exploitation par le moyen d'une donation ordinaire ou d'un partage d'ascendants. Donations et testaments, partages d'ascendants, pense-t-il, coûtent fort cher de par les divers droits qui les frappent, sans parler des honoraires du notaire, toujours assez élevés. Avec cet argent, l'exploitant préférera améliorer son exploitation, arrondir ses terres ou acheter du bétail ! Tel est, le plus souvent l'état d'esprit, en fait, de nombreux paysans devant le problème successoral. Mais, si nombreux soient-ils, tous ne pensent pas de cette façon. Aussi, le législateur doit-il être félicité pour avoir permis la transmission intégrale de l'exploitation agricole par donation ou testament.

En effet, à côté d'une réforme générale des articles 815 et 832, le législateur a cru bon de réformer certaines règles du rapport et de la réduction des libéralités. Celles-ci comportaient, en effet, un danger, moins grand, certes, que celui résultant des règles successorales en matière de partage, du fait du nombre moindre d'intéressés, mais qui existait et décourageait, souvent, les bonnes volontés des exploitants soucieux d'assurer l'avenir de leur exploitation. Le législateur du 17 Juin 1938 a vu plus grand qu'en matière de successions ab intestat : ses réformes sont très générales. En matière de rapport, il a généralisé le rapport en moins prenant, Peu

importe désormais la nature de la libéralité ; peu importe la qualité de successible. Le rapport des libéralités se fera en valeur, sauf stipulation contraire du disposant. Le législateur a voulu apporter, au disposant comme à ses gratifiés, la sécurité et la stabilité. Cette réforme est générale, trop générale même, pour que nous l'étudiions dans une thèse sur « *La dévolution successorale des exploitations agricoles* ». Aussi nous contenterons-nous d'examiner la réforme de la réduction des libéralités, où le législateur vise plus particulièrement les exploitations agricoles : nous le ferons dans un chapitre unique.

CHAPITRE UNIQUE

La réduction des libéralités.

Le plus souvent, pour le chef de famille, l'exploitation agricole représente la plus grosse partie, sinon la totalité de sa fortune. S'il la transmet intégralement par préciput à un de ses descendants, les autres, voyant leur part de réserve entamée, demanderont la réduction de la libéralité, selon l'article 866. Or, avec le système du code civil, en principe, et c'était encore une conséquence de l'égalité en nature dans les partages, chaque co-héritier pouvait réclamer sa part d'héritage en nature : il y avait là une cause possible de morcellement et par là même d'exode rural. Aussi, le décret-loi du 17 Juin 1938 crut-il bon d'intervenir, en instituant une réduction en valeur. Sous l'empire du code civil, cette réduction en valeur était exceptionnellement admise dans trois cas, que je citerai pour mémoire : lorsque le bien donné avait péri par la faute du donataire ; lorsqu'il avait été aliéné par le donataire ; dans certains cas, lorsque le donataire était héritier réservataire (hypothèse des articles 924 et 866). Mais un tel système ne permettait pas toujours une transmission intégrale de la libéralité à ses héritiers. Celle-ci était seulement possible, lorsqu'il y avait dans la succession des biens de même nature, dont on put former des lots à peu près égaux pour les autres héritiers (Art 924) et lorsque la partie à restituer était inférieure à la moitié de la valeur de l'immeuble, (Art. 866). Or, le plus souvent, dans le cas de petites et de moyennes exploitations, il ne peut y avoir dans la

succession d'autres biens dont on puisse former des lots à peu près égaux pour les autres co-héritiers. De plus, l'hypothèse de l'article 866 ne peut pas non plus se réaliser, car c'est toute l'exploitation, ou presque, qui est à restituer, et pas seulement une partie. A quels résultats nous conduisait un tel système ? Le donataire voyait son exploitation lui échapper ; le donateur était trompé quant à ses espoirs d'avoir assuré la continuité de son exploitation ; celle-ci, en fait, était au moins morcelée par le jeu de partage, quand, en outre, elle ne sortait pas de la famille, ou plutôt quand celle-ci n'en émigrerait pas. En s'attaquant au morcellement et à l'exode rural, le décret-loi du 17 juin 1938 se devait de modifier l'article 866. La réforme est profonde. Il nous faut l'étudier dans deux sections différentes : dans une première, nous verrons les conditions générales de cette réduction en valeur ; dans une seconde, nous en étudierons les effets, c'est-à-dire la faculté de la conservation de l'exploitation ou de l'immeuble par le donataire, et les droits et obligations, qu'elle engendre. Dans cette étude, nous nous éclairerons de l'article 73 de la loi du 1er juin 1924, spéciale à l'Alsace et à la Lorraine, dont, manifestement, le législateur s'est inspiré de façon originale, certes, mais pas toujours heureuse.

SECTION I

Conditions d'application

L'application de l'article 866 du code civil demande obéissance à trois sortes de conditions. Les unes regardent les personnes ; les autres, les biens ; enfin les dernières, les libéralités. Leur étude fera l'objet de trois paragraphes.

§ I. — *Conditions, quant aux personnes.*

Le décret-loi du 17 Juin 1938, suivant en cela l'ancien article 866 du code civil, prescrit que tout successible aura le droit de réclamer le bénéfice de la loi. Il est, donc, beaucoup plus large que l'article 73 de la loi du 1er juin 1924. Celui-ci, en effet, prévoyait l'application aux seuls successibles en ligne directe (ascendants, descendants) et au conjoint survivant. Le mot « successible » est beaucoup plus large que celui « d'héritier ». Il englobera tous ceux, qui sont susceptibles de venir à la succession : ainsi, les descendants, les ascendants, les collatéraux privilégiés, les collatéraux et même le conjoint survivant. Ne pourrait-on pas, cependant, objecter l'argument a contrario suivant : l'article 866 spécifiant « qu'il en est de même, lorsque le don ou legs, fait au conjoint, concerne les objets mobiliers ayant servi au ménage commun des époux » c'est donc que, pour tout ce qui ne concerne pas lesdits objets mobiliers, l'article 866 ne s'appliquera pas au conjoint survivant. On ne peut raisonner ainsi : le deuxième alinéa de l'article 866 vise uniquement à réserver au seul conjoint en ce cas, l'application de l'article 866 ; de

plus, ce deuxième alinéa reproduit, textuellement, les mêmes termes que l'article 73, qui, cependant, quelques lignes auparavant, ouvre l'application générale de l'article 866 au conjoint. Quoi qu'il en soit, il faut être susceptible de venir à la succession : d'où sera exclu, par exemple, en vertu de l'article 725 du code civil, l'enfant né non viable qui peut être donataire, puisqu'il suffit d'être conçu lors de la donation pour recevoir par donation.

Cependant, être susceptible de venir à la succession ne suffit pas, il faut y venir réellement : ainsi, ne bénéficieront pas de l'application de la loi : 1° Ceux qui sont indignes de succéder ; 2° Les héritiers renonçants. En effet, l'article 866 réclame, pour son application, l'acceptation de la succession. Si l'héritier renonce, il est censé, selon l'article 785 du code civil, n'avoir jamais été héritier ; a fortiori, il ne peut pas non plus être successible. En cas de renonciation, la restitution en nature, selon l'article 924 du code civil, s'impocera. En conclusion, pour bénéficier de l'article 866, il ne faut pas être exclu de la succession ab intestat. Le législateur veut garder l'exploitation intacte et il veut la garder, autant que possible, dans le patrimoine familial.

§ II. — *Conditions quant aux biens.*

Ces biens sont de deux sortes : l'article 866 vise l'immeuble ou l'exploitation agricole, d'une part, les objets mobiliers ayant servi au ménage commun des époux, d'autre part.

I. — *L'immeuble ou l'exploitation agricole.*

Pour mieux expliquer cette expression, comparons la avec l'expression parallèle de la loi de 1924. Celle-ci vise « une exploitation agricole, industrielle ou commerciale unique ». Par l'expression « immeuble ou exploitation agricole », a-t-on

voulu entendre, d'une part, les immeubles en général, d'autre part, les exploitations agricoles en particulier ? Une interprétation affirmative doit être seule admise ; pour une fois, en effet, le rapport préliminaire au décret-loi nous éclaire sur cette difficulté, en disant : « 2° Le rapport en nature des immeubles ne pourra, même s'il y a dépassement de la quotité disponible (Art. 866) être exigé. » Le décret-loi est donc plus large que l'article 73 en un sens et moins dans l'autre. Il est plus large, en ce sens qu'il comprend tout immeuble, par exemple un immeuble de rapport, qui ne serait ni industriel, ni agricole, ni commercial. Il est moins large, en ce qu'il ne fait pas allusion directement aux exploitations commerciales et industrielles ; pour celles-ci, seuls les immeubles sont visés par la loi, mais non les accessoires, par exemple, l'achalandage, ou le fonds de commerce. Cependant, pourquoi au mot « immeuble » la loi ajoute-t-elle les mots « exploitation agricole » ? N'est-ce pas inutile ? En effet, une exploitation agricole, nous l'avons vu maintes fois, c'est un ensemble immobilier d'immeubles par nature et par destination. En visitant les immeubles, le législateur visait non seulement les terres, les bâtiments, mais aussi le cheptel, le matériel et l'outillage. Pourtant, le législateur ne cherche, par là, aucun effet de style, mais il veut marquer, en ce qui concerne les exploitations agricoles, une extension n'existant pas dans les autres domaines : commerciaux, industriels ou autres. Cette extension voulue par le législateur va nous faire comprendre, combien l'article 866 dépasse, en portée, les articles 815 et 832 nouveaux.

Pour les exploitations agricoles, le législateur, dans l'article 866, vise, non seulement les exploitations immobilières, mais aussi celles mobilières : par exemple la donation ou le legs d'un droit au bail. Ceci comprend tout aussi bien le bail emphytéotique, c'est-à-dire à très long terme, mais aussi le bail à long terme. Quant aux baux à court terme, la question

en pratique se présentera fort rarement, sinon jamais. Peu importe l'espèce de bail, à condition que le propriétaire ne l'ait pas conclu « intuitu personae », à condition qu'il n'ait pas exclu la faculté de le céder ou de le sous-louer. En conclusion, l'article 866 vaut pour le propriétaire comme pour le fermier : c'est une première différence avec les articles 815 et 832.

D'autre part, l'article 866 s'appliquera aussi dans les cas, qui pouvaient présenter des difficultés, lors de l'application des articles 832 et 815 ; ainsi, lorsque l'exploitation agricole, léguée ou donnée appartenait à plusieurs personnalités : en propre à la femme, en propre au mari ou commun sous le régime de communauté. Ici, en effet, peu importe l'étendue de la propriété, de l'exploitation, peu importe sa valeur. La grande, la moyenne ou la petite exploitation sont comprises dans le mot « exploitation agricole ». C'est une deuxième différence avec les articles 815 et 832 : l'exploitation ne doit pas être envisagée comme unique.

Même si l'exploitation agricole comprend plusieurs entreprises unies par un lien de dépendance quelconque, l'article 866 s'appliquera : par exemple, celle qui comprendrait une distillerie, ou une fromagerie, ou un commerce, ou une industrie agricole annexe. Cette interprétation fort large se fonde sur le rapport préliminaire, où le législateur ne parle même pas d'exploitation, mais d'immeubles en général. Donc, il suffira que l'immeuble envisagé soit en relation, en rapport avec la terre, ait une destination agricole.

II. — Le mobilier, ayant servi au ménage commun des époux, est aussi visé par la loi. Il s'agit, ici, de l'ensemble des meubles meublants donnés ou légués par le conjoint décédé. Faut-il interpréter restrictivement ? En droit pur, comme il s'agit d'une disposition exceptionnelle, spécialement réservée au conjoint survivant, l'interprétation devrait être res-

trictive. Mais l'intention du législateur est tout autre : en effet, nous pouvons l'étudier, non dans les travaux préparatoires du décret loi qui n'existent pas, mais dans ceux de l'article 73 de la loi de 1924, dont les termes sont identiques. Le législateur, voulant conserver au conjoint survivant son monde familial et domestique, son entourage quotidien, voulant le protéger contre une vente, qui pourrait être faite par un enfant indigne, il faut interpréter largement. Nous entendons, donc, par objets mobiliers ayant servi au ménage, les ustensiles de cuisine et de ménage, mais aussi tous meubles utiles ou meubles d'ornement, dénommés meubles meublants par l'article 534 du code civil, mais aussi les meubles constituant des cadeaux de mariage.

§ III. — *Conditions quant aux libéralités.*

Suivant en cela l'article 73 de la loi de 1924, le décret-loi va étendre le champ d'application de l'article 866 du code civil, en faisant cesser une controverse en doctrine et en jurisprudence. En effet, une grande partie de la doctrine et de la jurisprudence étaient d'avis que l'intention, les motifs du législateur du code civil dans l'article 866 s'appliquaient non seulement aux donations (selon l'expression même employée par le législateur) mais aussi aux legs. Que le législateur n'y ait pas fait allusion dans l'article 866, cela s'explique facilement parce qu'en 1804 les legs étaient présumés faits sans dispense de rapport. Mais la loi du 24 Mars 1898, en modifiant l'article 843 du code civil et en présumant les legs faits par préciput et hors part, a implicitement permis l'application de l'article 866 aux legs. Cependant, certains auteurs prétendaient, encore, le contraire. Le décret-loi du 17 juin 1938 fait cesser toute controverse, quoique, là encore, dans le rapport préliminaire, le législateur emploie l'adjectif « donnés » pour « donnés et légués ». Cependant, seul le texte de loi importe, et le législateur y prévoit les donations comme les legs.

Le décret-loi ajoute, que donation et legs doivent être faits « sans obligation de rapport en nature ». Au contraire, l'ancien article 866 employait les seuls mots « fait avec dispense de rapport. » Quant à l'article 73 de la loi de 1924, il considère toute libéralité ou tout legs, mais par le fait même qu'il se réfère à l'ancien article 866, il vise, donc, par là, les donations ou legs faits « avec dispense de rapport. » Quelle fut l'intention du rédacteur du décret-loi en employant ces mots « sans obligation de rapport en nature » ? Il veut permettre au donateur ou au testateur, si celui-ci le juge bon, de contraindre le gratifié à remettre sa libéralité en nature dans la succession, si elle dépasse la quotité disponible.

En se plaçant sous l'angle du rapport, quelles seront les libéralités assujetties au nouvel article 866 ? L'article 866, en posant que toutes les libéralités faites avec dispense de rapport lui étaient soumises, permettait, ainsi, la réduction de toutes les libéralités, faites par préciput et hors part : donation par préciput et, en règle générale, les legs. Mais, quoique l'article 866 n'y fit pas allusion, la doctrine et la jurisprudence s'accordaient pour y soumettre certaines libéralités faites, cependant, sans dispense de rapport : si le code civil était muet sur la question, c'est qu'il traitait de la règle générale, sans s'occuper des exceptions ; en effet, en principe, selon l'article 859 tel qu'il était alors rédigé, les immeubles se rapportaient en nature, ce qui par hypothèse, ôtait tout intérêt à les soumettre à une réduction ; cependant, l'article 866 pouvait avoir son utilité, certains cas de rapport en moins prenant n'empêchant pas la réduction. Maintenant, la règle est inversée : les immeubles se rapportent en moins prenant ; d'où bien souvent, surtout dans le cas d'une exploitation agricole, unique bien de la succession, il se produira une réduction, s'il existe plusieurs héritiers. Aussi, en lisant le texte et en l'interprétant strictement, spécialement, lorsque le législateur vise les « dons ou legs faits

sans obligation de rapport en nature », il vise, seulement, pourrait-on dire, les cas où les dons ou legs sont rapportés en moins prenant. M. Desbois (D. P. 1938. 4. 365) signale cette interprétation possible et la réfute, en disant qu'elle s'explique par le fait de la nouvelle modification de l'article 859 : le législateur de 1938 avait l'esprit tourné vers l'article 859 ; il ne s'est pas préoccupé des libéralités par préciput. Cependant celles-ci subissent toujours l'application de l'article 866. Quoiqu'il en soit, désormais l'article 866 vise les hypothèses de libéralités faites avec dispense de rapport, comme celle de rapport en moins prenant.

Autrement, peu importe la donation, qu'elle soit régulière, c'est-à-dire authentique, ou irrégulière, c'est-à-dire déguisée ou indirecte. Par hypothèse le don manuel se trouvera exclu, puisque nous nous trouvons en matière immobilière. Entre ces deux espèces de donations, il y aura la seule différence suivante : dans la donation authentique, l'obligation au rapport en nature résultera de l'acte de donation et la preuve en sera facile ; au contraire, pour les donations indirectes ou déguisées, le co-héritier qui voudra bénéficier de l'article 866, devra faire la preuve que son auteur ne lui a pas imposé une restitution en nature. Pour les legs, la preuve en ce sens résultera du testament, que ce soit un legs particulier, à titre universel ou universel. En résumé, le nouvel article 866 apparaît fort large : il s'étend, pour tout successible, à toute donation ou à tout legs à lui faits, pourvu que l'objet de ceux-ci soit un immeuble ou une exploitation agricole.

SECTION II

Effets de la réduction.

Maintenant que nous connaissons les éléments, les conditions de la réduction, voyons les résultats et les effets du nouvel article 866. Il permet principalement au donataire ou au légataire gratifié de conserver sa libéralité. D'où, dans un paragraphe I, nous verrons la faculté de conservation permise par l'article 866 du code civil ; dans un paragraphe II, les droits et obligations découlant de cette faculté.

§ I. — *La faculté de conservation de la libéralité.*

Celle-ci, pour produire certains effets doit être soumise à certaines conditions.

I. — *Conditions.* — La faculté de conservation doit, selon la loi elle-même ou par la force même des choses, à défaut de précisions du législateur, présenter un certain nombre de conditions :

1° Pour l'exercer, il faut être capable.

Le mineur et l'interdit pourront donc seulement l'exercer par l'intermédiaire de leur tuteur. Ce tuteur devra être autorisé par le conseil de famille. Au fond, il s'agit là d'un incident de l'action en partage. L'article 817 s'appliquera donc. Cependant, remarquons-le-, cet incident est grave, car d'une part, il charge le mineur d'une exploitation agricole, d'autre part, il le grève de soultes. Le Tribunal n'intervenant pas comme pour l'article 832, alinéa 3, il faut l'intervention d'un autre organe protecteur : le conseil de famille. Cette solution est, peut-être, critiquable, dans le cas où le conseil de famille comprend des héritiers dans son sein ; mais, faute de préci-

sions législatives il nous faut revenir au droit commun. Si le tuteur est héritier, un tuteur ad-hoc s'imposera.

2° Elle doit être totale : la loi nous dit expressément « retenir en totalité ». Une conservation partielle ne remplirait donc pas les désirs du législateur. En effet, ne l'oublions jamais, le nouvel article 866 s'encadre dans des mesures destinées à combattre le morcellement et l'exode rural. Or, en conservant seulement une partie de l'exploitation agricole, le gratifié la morcellerait ni plus ni moins. En ce cas, les cohéritiers pourraient l'attaquer et le mettre en demeure de conserver la totalité ou de remettre en nature l'exploitation dans la succession.

3° Doit-elle s'exercer dans un certain délai ?

L'article 866 n'en prévoit aucun. L'article 73 de la loi de 1924 ne limite pas non plus dans le temps l'option du successible gratifié. Cependant, nous déciderons que l'option doit être exercée dans les délais laissés au successible pour faire inventaire et délibérer par l'article 795 du code civil. L'article 866 établit, en effet, une dérogation au droit commun qu'il faut limiter étroitement. Au bout de trois mois et quarante jours, les créanciers légataires et autres intéressés pourront, donc, contraindre le co-héritier hésitant, non seulement à accepter ou répudier la succession, mais aussi, s'il accepte, à exercer le droit d'option prévu à l'article 866 du code civil.

4° Elle sera expresse le plus souvent. Mais elle peut être tacite : ainsi dans le cas où le gratifié fait estimer sa libéralité ou dans celui où il offre une soulte aux cohéritiers.

II. — *Effets*. — Etudions la situation d'un don ou d'un legs d'une exploitation agricole, soumis à l'action en réduction, avant la réforme de l'article 866 et après cette réforme.

Supposons un legs d'une exploitation agricole d'une valeur de 140.000 francs fait à un héritier. L'exploitation agricole constituant un ensemble, qui ne peut pas se partager commo-

dément, l'article 866 (rédaction 1804) va pouvoir s'appliquer. Le de cujus, par hypothèse, laisse trois héritiers : P. S. et T. L'actif de la succession se monte à 240.000 francs. La quotité disponible va s'élever à 60.000 francs. Le legs excède donc celle-ci de 80.000 francs. Le retranchement peut-il s'effectuer facilement ? Si oui, il s'effectuera en nature ; sinon, et c'est notre hypothèse, il faut comparer l'excédent à la moitié de la valeur de l'exploitation : ainsi, dans notre exemple, l'excédent de 80.000 francs est supérieur à la moitié de la valeur de l'exploitation : 70.000 francs ; le légataire sera obligé de restituer toute l'exploitation en nature ; ainsi, nous assisterons toujours au même résultat, au partage ou à la licitation, c'est-à-dire le plus souvent au morcellement. Au contraire, supposons que l'exploitation vaille seulement 100.000 francs, l'excédent (100.000 — 60.000) de 40.000 francs, étant inférieur à la moitié de la valeur de l'exploitation, le légataire peut garder celle-ci toute entière, sauf à moins prendre dans la masse successorale jusqu'à concurrence de 40.000 francs. Cet exemple suppose que la succession comprend d'autres biens ; or, le plus souvent, il n'en sera pas ainsi : l'exploitation agricole donnée ou léguée sera le seul actif. Alors l'article 866 ne s'appliquera pas, l'article 924 non plus, puisqu'il présume que dans la succession il existe des biens de même nature dont on puisse former des lots égaux pour les autres co-héritiers ; il faudra liciter l'exploitation agricole.

Depuis le décret-loi du 17 juin 1938, peu importe l'excédent ; le donataire ou le légataire, par exemple le légataire de l'exploitation agricole ci-dessus, gardera son exploitation d'une valeur de 140.000 francs malgré l'excédent de 80.000 francs. En échange, il devra récompenser les co-héritiers en argent ou autrement. Désormais, on ne regarde plus si le retranchement peut s'effectuer commodément, ni si le legs ou la donation excède ou non la quotité disponible, et dépasse ou non la moitié de la valeur du legs ou de la donation. Le légataire

ou le donataire peut conserver intacte et entière son exploitation agricole.

Mais, supposons une libéralité faite au profit de deux successibles. En ce cas, le code Civil Suisse dans son article 621 permet, aux bénéficiaires conjoints, de conserver leur libéralité, mais à condition qu'ils l'exploitent en commun. Rien ne s'oppose dans notre nouvel article à une solution semblable. S'ils ne veulent pas l'exploiter en commun, s'ils réclament tous les deux le bénéfice de l'article 866, le Tribunal appréciera. Permettra-t-il l'attribution à l'un, à défaut de l'autre ? Cette solution possible tiendrait bien peu compte de l'intention du défunt, pourrait-on objecter ; mais, si le Tribunal permet la licitation, l'intention du défunt sera-t-elle mieux respectée ? Non, car dans la solution la plus favorable, celle où un donataire achèterait le bien objet de la libéralité, l'autre recevrait sa part en argent seulement ; de plus, la licitation risque de faire sortir le bien de la famille et de le morceler. Aussi, le Tribunal pourra-t-il attribuer, à l'un des donataires conjoints la libéralité en question, à charge pour l'attributaire de compenser son co-donataire par une somme d'argent appropriée. Le Tribunal pourra attribuer le bien au plus qualifié, au plus compétent. Mais, objectera-t-on, on pourrait ainsi raisonner, si la loi, dans l'article 866, avait donné au Tribunal un pouvoir d'appréciation ; or, ceci n'est pas, car la loi permet au gratifié, en dehors de toute intervention judiciaire, de retenir sa libéralité. Les deux donataires conjoints prétendant agir ainsi, il faut en revenir à la licitation. Cependant, le Tribunal pourra intervenir en vertu du pouvoir général d'appréciation, à lui donné, par l'alinéa I de l'article 832, lorsque l'affaire lui sera soumise.

Quoi qu'il en soit, en dehors de toute contestation, le Tribunal ne peut intervenir dans l'application de l'article 866. Cet article nous expose que : « le donataire ou légataire peut.... retenir en totalité l'objet de la libéralité » Les autres

co-héritiers n'ont aucune objection à formuler, sur le principe du moins, car des contestations pourront s'élever au sujet de l'estimation ou de la valeur de la soulte.

II. — *Droits et obligations engendrés
par la faculté de conservation.*

I — Droits. Ils sont divers :

A : Le donataire ou le légataire, bénéficiant de l'article 866 du Code Civil, va exercer une option : ou il use de la faculté de conservation à lui donnée ou il n'en use pas. S'il n'en use pas, il devra restituer la libéralité en nature. On revient, en effet, au droit commun : dès que la quotité disponible est dépassée, la restitution de l'immeuble se fait en nature.

S'il en use, il gardera sa donation, ou recevra son legs. Ce droit, il l'obtient, même si la quotité disponible est dépassée. Ceci souligne l'importance de cette réforme, qui apporte une nouvelle exception au principe de la réserve et de la réduction en nature. En effet, la réduction des libéralités continue, en principe, de s'opérer en nature, (on le voit dans l'article 929, qui n'a pas été atteint par la réforme du 17 juin 1938), réserves faites, sans parler de l'article 866, de deux exceptions : l'une, selon l'article 924 du Code Civil, quand il y a dans la succession des biens de même nature dont on peut former des lots à peu près égaux pour les autres co-héritiers (dans cet article, contrairement à l'article 866 on vise les seuls héritiers réservataires donataires par préciput) ; l'autre, quand, selon l'article 918 du Code Civil, l'héritier est acquéreur à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit au profit du « de cujus » aliénateur et doit subir la réduction (cette réduction doit s'opérer en valeur car l'article 918 décide que l'héritier conserve la propriété du bien donné et doit seule-

ment rapporter l'excédent en valeur de la quotité disponible)⁽¹⁾. Quoi qu'il en soit, désormais, le successible gratifié possède le droit de conserver sa libéralité, qui sera seulement réduite en valeur.

En dehors de ce droit strict, le gratifié en possède d'autres :

B. — S'il garde la libéralité intacte, il est redevable envers ses co-héritiers d'une soulte en argent ou autrement. Pour payer cette soulte, il peut obtenir des délais. Le décret-loi du 17 Juin 1938 n'en parlait qu'incidemment. Un rectificatif (Sem. Lég. 9 Juillet 1938 N° 1036) est venu apporter quelques précisions : « les délais et les conditions de paiement de l'indemnité seront fixés à défaut d'accord amiable, par le tribunal ; les délais ne pourront en aucun cas, dépasser dix ans ». En principe, là encore, le tribunal n'intervient pas comme dans les articles 815 et 832 du code civil. Au fond, sauf discussion et désaccord entre les co-héritiers, ici tout se passe à l'amiable : les parties sont maîtresses de fixer la longueur de leurs délais comme elles l'entendent, de déterminer leur règlement comme bon leur semble. Mais, elles ne peuvent certainement pas dépasser le délai de dix ans fixé par le dernier alinéa de l'article 866. Ce délai de dix ans que l'attributaire doit observer pour régler sa soulte, vaut, tout aussi bien pour un règlement amiable, que pour un règlement judiciaire : cela ressort du texte.

C. — Outre cet avantage, ce droit même de bénéficier de délais et d'un règlement amiable, l'article 866 en ajoute un autre, tiré d'ailleurs de l'article 73 de la loi de 1924 : « les avantages résultant des délais accordés pour le paiement des som-

(1) En ce sens Colin et Capitant. Op. Cit. T. III, p. 786 ; Josserand Op. Cit. T. III, p. 1.022 ; Riom 5 juin 1929, S. 31-2-105. Note de Mme Béquignon-Lagarde. Contra Aubry et Rau. 5^e Ed. T. XI. Pag. 684 ter, note 24.

mes dues aux héritiers, ne constitue pas une libéralité imputable sur la portion disponible et sur la réserve légale, même si les sommes sont stipulées non productives d'intérêts, pourvu toutefois que le paiement ne soit pas retardé au-delà de cinq ans à partir de l'ouverture de la succession du disposant. » La seule différence avec l'article 73 est que cet article vise uniquement le don ou le legs d'une exploitation agricole, alors que, l'article 866 vise à la fois les libéralités portant sur des immeubles et des exploitations agricoles. Ces délais, selon la loi, vont continuer, pour leur bénéficiaire, des avantages, qui ne seront pas considérés comme une libéralité supplémentaire, dont il faille tenir compte pour calculer la portion disponible et la réserve. L'avantage apparaît donc fort appréciable. La soulte à payer sera diminuée d'autant. Quant à la situation de l'héritier réservataire, et là vraiment on voit où en est réduite la conception de la réserve en nature, elle est moins favorable : il aura droit à une créance à terme non productive d'intérêts.

Jusqu'ici, nous avons supposé que le successible avait bénéficié d'une dispense d'intérêts de ses co-héritiers ou du Tribunal et que le paiement de l'indemnité n'avait pas été différée au delà de cinq ans. Supposons, maintenant, un paiement fait dans la septième année, c'est-à-dire excédant le délai de cinq ans ci-dessus, pour une somme non productive d'intérêts. L'excédent sera soustrait au régime de faveur : il sera considéré comme une libéralité accessoire et soumis à l'action en réduction. Cette réglementation soulève deux réflexions :

1° Au fond, le législateur transpose la solution suivante : Supposons une donation faite dix ans avant la mort du donateur ; si on la rapporte, on rapportera la seule valeur de la donation, à l'exception des intérêts ; ceux-ci, en effet, ne sont point rapportables. Prolongeons, au-delà de la mort du de cujus, cette solution pendant cinq ans : nous avons, alors, la solution adoptée par le décret-loi du 17 Juin 1938. Cette nou-

velle conception, si on la confronte avec la notion classique de la réserve en nature, est étrange. Mais, elle se comprend très bien avec les nouveaux principes de l'égalité en valeur entre les co-héritiers. Nous nous acheminons tout doucement, remarquons-le, vers la solution du droit allemand transformant la réserve en un simple droit de créance.

2° Cependant, on l'a fait à juste titre remarquer (Desbois D. P. 1938. 4. 365) : pourquoi, au-delà de cinq ans soumettre la dispense d'intérêts, considérée comme une libéralité accessoire, à la réduction ? On le comprendrait, si cette dispense d'intérêts venait du de cujus, l'intérêt d'une indemnité faicant partie de la réserve au même titre que cette indemnité, le de cujus par cette dispense entamerait la réserve : la dispense devrait, donc, être soumise à la réduction. Mais, ici, la dispense d'intérêts venant des co-héritiers à la suite d'un accord amiable ou du Tribunal, elle n'atteint nullement la réserve et doit être exclusive de toute réduction. En droit, cette disposition est, donc, critiquable, quoiqu'en fait elle se comprenne fort bien : le législateur veut obliger le donataire ou le légataire à payer sa soulte le plus vite possible ; il lui donne une prime à la rapidité ou plutôt, il le menace de la réduction, s'il dépasse le délai de cinq ans.

II. — Obligations.

Comme les droits, elles sont diverses :

A. — L'obligation principale consiste à : « récompenser les co-héritiers en argent ou autrement ». L'hypothèse la plus fréquente sera celle d'une récompense en argent, d'une soulte.

Comment connaître le montant de cette soulte ? Par l'estimation de l'immeuble ou de l'exploitation agricole. Pour l'exploitation agricole, l'estimation sera difficile, quoique faite par des experts. En effet la loi est muette, quant à l'évaluation, à sa méthode, à sa base. Cette déficience, le législateur de la loi de 1924 ne l'avait pas soufferte en rédigeant son arti-

cle 73 : la valeur sera celle faite « sur la base du revenu net moyen de l'exploitation à l'époque de l'ouverture de la succession. » Au contraire, le décret-loi du 17 Juin 1938 ne nous donne aucune précision ; il ne fait même pas allusion à une estimation quelconque. Cette lacune, pour ne pas dire davantage, risque de créer bien des contestations et des discussions. Quoi qu'il en soit, l'expertise faite, la soulte sera évaluée : elle sera égale à l'excédent de la valeur estimative sur la quotité disponible plus la réserve du donataire ou du légataire.

B. — Cette soulte pourra être en argent ou autrement : par exemple une dation en paiement, une rente, un avantage quelconque. Cela dépendra de l'accord conclu entre les co-héritiers : ceux-ci pourront s'entendre pour la rendre productive d'intérêts ou non. Si cette soulte est payée sur le champ, tout sera réglé sans difficulté ; sinon, l'attributaire peut bénéficier de délais. La seconde obligation consistera, donc, pour lui, à payer sa soulte dans les délais prévus. S'il refuse le paiement dans les délais, la restitution en nature de l'immeuble ou de l'exploitation agricole s'imposera, ainsi que sans doute sa licitation.

C. — Mais, avant l'arrivée du terme, il peut se produire une déchéance : notamment dans le cas où, ayant accordé une sûreté, il l'a diminuée par sa faute. En outre, le législateur prévoit une déchéance spéciale du terme, dans l'article 866 in fine : « En cas de vente totale ou partielle des immeubles légués ou donnés, les sommes encore dûes deviennent immédiatement exigibles ». L'attributaire devra, donc, conserver l'exploitation agricole à lui donnée ou léguée. Il devra la conserver, d'autant plus qu'il obtint, donc qu'il demanda, des délais pour payer sa soulte. Or, en agissant ainsi, il avait l'intention de continuer l'exploitation et de garder sa libéralité. S'il la vend, cette intention doit donc être présumée dis-

paraître. De plus, cette déchéance du terme est fort logique, car l'attribution de l'exploitation agricole avait, le plus souvent, pour but d'éviter, sinon le partage, du moins la licitation ; par la vente, le gratifié revient à la solution que le législateur voulait écarter. Le résultat doit donc être identique, d'autant plus que la vente met le gratifié en état de payer les sommes dûes. Au reste, peu importe que la vente soit totale ou partielle : s'il vend, par exemple, quelques hectares de terrain de son exploitation, il se met en état de payer son dû ; les délais perdent leur raison d'être.

Cette déchéance s'applique seulement à la vente des immeubles légués ou donnés. Il faut donc en exclure les meubles ; l'exploitant, qui vendrait une partie de son cheptel ou de son matériel, ne tomberait pas sous le coup de la loi. Certes, le cheptel, le matériel et l'outillage sont des immeubles par destination, mais la vente les transforme en meubles. D'ailleurs, cette solution apparaît nécessaire dans le cas d'une exploitation agricole ; décider autrement serait aller contre son but même. L'article 73 de la loi de 1924 adoptait une solution semblable.

Ainsi, le législateur, avec beaucoup plus de précision et de bonheur que dans les articles 815 et 832 du code civil, a lutté, en matière de donations et de legs, contre le morcellement et l'exode rural. Cependant, quelques critiques peuvent encore lui être adressées : pourquoi, en particulier, ce délai maximum de dix ans fixé pour le paiement des soultes ? Il nous paraît trop réduit ; certes, le législateur se préoccupe de sauvegarder les autres réservataires ; mais il devait faire un pas de plus. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? La réponse en est simple : il voulut, à la fois, concilier les intérêts des réservataires et ceux de l'exploitation ; la conciliation enlève toujours de la force à une mesure. Enfin, l'absence d'une politique de crédit agricole se fera sentir, comme dans toute la matière de la dévolution successorale des exploitations agricoles,

CONCLUSION

Les efforts du législateur Français, sur le plan successoral, pour combattre le morcellement et l'exode rural, nous venons de les étudier. Au point de vue juridique, le législateur a facilité cette lutte, en substituant, dans les partages, à l'égalité en nature une égalité en valeur. Ce principe posé lui fournit ensuite ses principales armes : notamment, il introduit, dans le droit commun successoral français, des possibilités de transmission intégrale des immeubles, en général, et des exploitations agricoles, en particulier. A cette transmission intégrale, il sacrifie plusieurs des principes de base du droit des successions. Après ces réformes, en effet, que reste-t-il de la réserve en nature ? Que reste-t-il de l'égalité en nature entre les cohéritiers ? Que reste-t-il, même, de l'égalité successorale ? Il en reste fort peu de choses, en fait, du moins. Car, en droit, en théorie, le législateur nous précise, notamment dans son rapport préliminaire, qu'il a gardé tous ces principes. Nous le lui reprocherons, ainsi que le fait de ne pas avoir accordé les principes théoriques avec la réalité. D'ailleurs, dans l'ensemble, le décret-loi du 17 Juin 1938, et à un degré un peu moindre les lois du 20 Juillet et du 9 Novembre 1940, montrent à la fois un manque de courage, des insuffisances et des obscurités.

Le manque de courage, qui existait dans tous les domaines, devait se manifester, aussi, en matière agricole. Le législateur de 1938 se trouvait devant une situation sérieuse, comme tous ses prédécesseurs. Mais, comme ceux-ci, il lui fallait se heur-

ter à des mœurs établies, à de vieilles habitudes, à de nombreux intérêts particuliers. Le législateur n'osa aucune réforme hardie. Il se contenta d'administrer à la paysannerie un calmant, dont elle fut la première à se plaindre, là où une opération énergique et totale eût été nécessaire. Du courage, il en eut fallu dans les assemblées parlementaires pour dénoncer ces mœurs trop strictement égalitaires, pour commencer et poursuivre la lutte contre celles-ci ; certains auteurs de propositions de lois eurent ce courage à plusieurs reprises ; mais ils se heurtèrent, chaque fois, à un mur d'incompréhension voulue, de scepticisme et de mauvaise volonté ; aussi, toutes ces propositions avortèrent-elles les unes après les autres. De temps en temps, un discours s'élevait où l'on vantait les charmes, les avantages, les beautés de l'agriculture française, mais tous ces mots, toutes ces paroles pour ne rien dire, toutes ces louanges constituèrent les seuls efforts, si nous y ajoutons, d'un autre côté, les constatations attristées sur les nombreuses statistiques, prouvant le morcellement des exploitations et l'exode rural ! Les gouvernements successifs, qui obtinrent les pleins pouvoirs de légiférer en toute liberté, ne le firent pas. Aussi, le décret-loi du 17 Juin 1938 parut-il révolutionnaire. Pourtant la réforme était timide : le gouvernement y ménageait les intérêts individuels et les intérêts collectifs ; en fait, il permettait à la situation de se maintenir et même de s'aggraver ; mais, il sauvait les principes traditionnels. Cet état d'esprit peu courageux, peu clairvoyant, peu soucieux de ses responsabilités, une phrase du rapport préliminaire le montre : « Les réformes que nous proposons tendent à porter remède à cette situation, sans cependant porter atteinte aux règles de la quotité disponible et de la réserve, non plus qu'à l'égalité de principe entre les héritiers. » Au fond, le législateur ne se fait aucune illusion : « Ces réformes tendent à porter remède » seulement. En conservant le principe de la réserve en nature, en incitant les héritiers à maintenir l'égalité

de principe entr'eux, la réforme sera forcément diminuée et amoindrie. Le législateur s'en remet à la bonne volonté des intéressés, espérant qu'un d'entre eux sera plus compréhensif et plus attiré par la terre que les autres. Mais, alors, pourquoi ces mesures ? Ou les intéressés s'entendent, et elles n'ont aucune raison d'être ; ou ils ne s'entendent pas et alors, il fallait confier à l'autorité judiciaire un pouvoir général de décision, un pouvoir d'appréciation très large et non restreint, un pouvoir obligatoire et non seulement facultatif.

Des insuffisances et des obscurités, nous en avons cité tout au long de cette thèse. Un exemple de l'une et de l'autre suffira à caractériser la législation sur ce point. L'insuffisance d'un moyen pratique, financier et fiscal, de permettre la transmission intégrale des exploitations agricoles éclate. Bien des intéressés, quoique pourvus des meilleures intentions du monde, des meilleures possibilités techniques, de l'expérience paysanne, n'auront pas à leur disposition les moyens de payer les soultes. Ils trouveront, certes, à emprunter de l'argent, mais l'intérêt en sera toujours fort lourd, même au taux légal, mais les garanties données : hypothèques ou privilèges, pèseront gravement sur l'exploitation. Le problème est délicat, nous le reconnaissons ; il aurait dû arrêter le gouvernement plus longtemps.

Quant aux obscurités, elles abondent. Elles sont dues, d'une part, à l'absence de tout principe directeur en la matière, ou à l'admission de principes contradictoires, sans parler du souci de ménager des intérêts opposés ; d'autre part à la trop grande rapidité d'élaboration, au manque de préparation et de réflexion de ces décrets-lois (les rectificatifs nombreux du fond et pas seulement de la forme en sont une preuve). Que d'obscurités, par exemple, dans ce nouveau régime de l'indivision ! D'ailleurs, à un degré moindre, la nouvelle attribution intégrale de l'article 832 du code civil n'a rien à lui envier ! La pratique notariale et judiciaire, aiguillée par les mœurs

traditionnelles, profitera de ce laisser-aller ; elle fortifiera les intérêts individuels au lieu de les combattre.

Après la dernière et triste guerre, le législateur moderne s'est remis à l'œuvre. Il a remédié à certaines obscurités et à certaines insuffisances en tout ou en partie. Mais l'esprit semble être resté le même, à savoir, de laisser les intéressés maîtres de dépecer leurs exploitations selon leur bon gré. Une refonte complète de notre esprit et de notre législation successorale, en matière agricole, du moins, s'impose. De nombreux pays nous ont précédé sur ce point : la Suisse, la Roumanie, enfin l'Allemagne. Celle-ci, depuis cinq ans, possède des lois sur le remembrement et le maintien de l'exploitation agricole. Les lois du 19 Octobre et du 19 Décembre 1935, réservent, à un seul héritier, le domaine héréditaire. Les autres co-héritiers ont seulement droit aux biens non héréditaires s'il en existe ; à défaut, l'héritier attributaire doit leur fournir un asile, tout l'aide financier en son pouvoir et du travail jusqu'à ce qu'ils en aient trouvé. Ce domaine héréditaire, indivisible, inaliénable, insaisissable, donne droit au titre de paysan. Une juridiction spéciale à trois degrés précise les conditions locales, auxquelles ce domaine est soumis et règle les conflits. Au premier Janvier 1937, 700.000 domaines avaient été déclarés héréditaires : deux tiers d'entre eux étaient compris entre 7,5 et 20 hectares ; cinq pour cent, seulement, de plus de 50 hectares existaient (125 hectares étant le maximum autorisé par la loi) (1).

Comparons, brièvement, les deux efforts Français et Allemand, en face du morcellement et de l'exode rural. En Allemagne, nous apercevons, d'abord, une législation spéciale au domaine agricole, laissant les autres domaines : industriel, commercial notamment, soumis au droit commun ; cette législation se caractérise, non par une succession, non par un

(1) Encyclopédie Française. T. X. p. 10°-86-14.

partage, mais par une transmission organisée du domaine héréditaire, à celui qui en sera jugé le plus digne. En France, à défaut d'entente, d'accord amiable entre les co-héritiers, c'est le hasard (partage en nature et tirage au sort), c'est la fortune (licitation) et, maintenant, dans certaines limites, le Tribunal, qui assurent la transmission de l'exploitation agricole. En Allemagne, un Tribunal spécial va posséder tous pouvoirs, va apprécier l'application locale de la loi selon les régions, les cultures, etc.... En France, à la seule condition que l'affaire lui soit soumise, le Tribunal possédera un pouvoir d'appréciation. Tous les partages amiables pourront continuer, à volonté, de morceler les exploitations. En Allemagne, la réserve héréditaire, du moins en matière agricole, a disparu, laissant la place à une créance alimentaire ou à l'obligation de procurer un travail. En France, la réserve subsiste en nature, en principe du moins, car, en fait, le principe nous a semblé devenir l'exception. En Allemagne, le domaine héréditaire a été rendu indivisible, inaliénable, insaisissable. En France, dans une certaine mesure, l'article 815 le rend indivisible ; il est insaisissable, dans le cadre fort restreint de la loi du 12 Juillet 1909 ; il n'est pas inaliénable, quoique, actuellement, le Préfet, à l'intérieur de son département, puisse s'opposer à toute mutation entre vifs.

Ces deux régimes successoraux s'opposent point par point, quoique le régime Français tende fortement à imiter, malgré les apparences, le régime Allemand. Le régime Français, nous le soulignons une fois de plus, apparaît surtout comme une législation d'essai ; il semble dépourvu de toute logique, trop faible pour les maux à combattre ; il laisse aux individus une trop grande liberté ; enfin, il ne présente aucun plan d'ensemble, ni au point de vue civil, ni au point de vue financier. Doit-il emprunter au régime allemand ? Une insaisissabilité totale, en particulier, ne risquerait-elle pas, en France, à moins de tout étatiser, d'ôter tout crédit aux paysans. De plus,

enlever tout droit successoral aux descendants, jusqu'au point de les réduire à une créance alimentaire, ne serait-ce pas un changement trop brusque avec les mœurs actuelles ? Au contraire, d'autres innovations comme l'institution d'une juridiction spéciale, chargée, au point de vue local, d'appliquer la loi, d'une indivisibilité du domaine héréditaire seraient fort louables. En conclusion, nous pourrions prendre au régime Allemand ces deux idées, pour les inclure dans un nouveau régime successoral des exploitations agricoles, où le pouvoir judiciaire aurait la haute main sur la dévolution ab intestat, en dehors de toute manifestation en ce sens de la part du défunt. Ou mieux, puisque, depuis longtemps, les milieux agricoles français réclament une législation sur le bien de famille, une refonte complète de la loi du 12 juillet 1909 adaptée aux exigences de l'agriculture permettrait et faciliterait l'établissement d'un nouveau régime de transmission ab intestat des exploitations agricoles.

En tous cas, une réforme successorale doit se faire, insérée ou non dans une réforme générale du bien de famille, accompagnée de réformes du crédit agricole et des possibilités de remembrement, sans parler d'un allègement fiscal important au point de vue successoral. Cette réforme, qui se fera tôt ou tard, est capitale, car avec elle, la France reprendra sa place dans le monde et redeviendra prospère, justifiant, une fois de plus, cette phrase de Sully : « *Tout fleurit dans un pays où fleurit l'Agriculture* ».

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,
H. LEMONNIER.

Vu :

Le Doyen,
H. NEZARD.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
P. DAURE.

BIBLIOGRAPHIE

I. — DOCTRINE

A. — *OUVRAGES DOCTRINAUX*

- AUBRY et RAU Cours de Droit Civil Français T. 9 et 10, 5^e éd. Paris. Marchal et Billard.
- C. BEUDANT Cours de Droit Civil Français publié par R. Beudant, 2^e éd.
- J. BONNECASE La philosophie du Code Napoléon appliquée aux droits de la famille et sa destinée dans le Droit Civil Contemporain. Paris 1928.
- A. COLIN et H. CAPITANT Cours élémentaire de Droit Civil Français 8^e éd. Paris 1936 T. 3 avec le concours de M. Juliot de la Morandière.
- FENET Recueil complet des travaux préparatoires du Code Civil, Paris 1922.
- L. JOSSERAND Cours de Droit Civil positif français T. III, 3^e éd. Sirey 1940.
- LE BAILE Les successions ab intestat, dans le cours de Droit Civil Français de Ch. Beudant, 2^e éd. T. 5 et 5 bis.
- MAURY et VIALLETON Les Successions, dans le Traité Pratique de Droit Civil Français de Planiol et Ripert T. 4.

- M. PLANIOL et G. RIPERT Traité élémentaire de Droit Civil T. 3., 11^e éd. avec un supplément de mise au courant au Premier mai 1938. Pichon et Durand Auzias, Ed. Paris 1938.
- M. PLANIOL et G. RIPERT Traité Pratique de Droit Civil Français, Librairie Générale de Droit. Paris 1925.
- G. RIPERT La crise de la démocratie et le Code Civil. Librairie Générale de Droit. Paris 1936.
- TRASBOT Donations et testaments, dans le Traité Pratique de Droit Civil Français de Planiol et Ripert T. 5.
- P. VOIRIN Les Donations entre vifs et les Testaments, dans le cours de Droit Civil Français de Ch. Beudant, 2^e éd. T. 6 et 7.

B. — *ARTICLES DOCTRINAUX*

- H. CAPITANT L'indivision héréditaire. Revue critique de législation et de jurisprudence. 1924. Page 19 et suiv.
- M. CHAUVEAU Commentaires du décret-loi du 17 juin 1938 Journal des Notaires et des Avocats et Jurisprudence du Notariat 1938, art. 39866.
- H. DESBOIS Commentaires du décret-loi du 17 juin 1938 au Recueil Périodique Dalloz 1938. 4. Page 361 et suiv.
- P. VOIRIN Commentaires du décret-loi du 17 juin 1938. aux Lois nouvelles du 15 et du 25 Décembre 1938.

C. — *THESES*

- H. ALMÉRAS La transmission du patrimoine des parents à leurs enfants dans les familles rurales lozériennes. Thèse Montpellier 1934.
- A. BLAS De la transmission intégrale d'une exploitation en Alsace-Lorraine. Thèse Strasbourg 1927.
- M. BOUTAUD Etude critique de la règle d'égalité en nature dans les partages. Thèse Bordeaux 1925.
- L. GATEAU Les règles du partage successoral dans le Code Civil et la propriété foncière. Paris 1929.
- LEBRET La notion de l'indivision dans le Droit Français actuel. Thèse Caen 1922.
- J. PINATEL Réforme du partage en nature et de la licitation obligatoire dans les successions agricoles. Thèse Bordeaux 1924.

II. — *JURISPRUDENCE*

- DALLOZ Recueil hebdomadaire de Jurisprudence.
- DALLOZ Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine.
- LA GAZETTE
DU PALAIS Journal.
- SIREY Recueil Général des Lois et Arrêts,

III. — DOCUMENTATION ECONOMIQUE

V. BORET Pour et par la terre. Payot, Paris 1921.

P. CAZIOT Une solution du problème agraire : la terre
à la famille paysanne. Payot, Paris 1919.

Comptes rendus de l'Assemblée permanente des Présidents
de Chambres d'Agriculture 9^e session 1938, T. 7. Amiens
1939.

Encyclopédie Française T. VII Paris 1936.

E. GUILLAUMIN Panorama de l'évolution paysanne 1875-1935,
Paris 1936.

H. et J. HITIER Les problèmes actuels de l'agriculture. Paris,
1923.

Résultats Généraux de l'enquête agricole de 1929, Berger-
Levrault éd.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	7
<i>SECTION I</i>	
LE MORCELLEMENT	9
§ I. <i>A quelles sortes de propriétés s'attaque-t-il ?</i> ..	9
§ II. <i>Effets du morcellement</i>	14
<i>SECTION II</i>	
L'EXODE RURAL	20
§ I. <i>Sa constatation en France</i>	20
§ II. <i>Conséquences de l'exode rural</i>	24
<i>SECTION III</i>	
BUT ET PLAN DE CETTE ETUDE	28
<i>TITRE I</i>	
DE L'EGALITE EN VALEUR SUBSTITUEE A L'EGALITE EN NATURE DANS LE PAR- TAGE	31
<i>CHAPITRE I</i>	
Une des causes successorales du morcellement et de l'exode rural : le principe de l'égalité en nature	32
<i>SECTION I</i>	
L'EGALITE EN NATURE, CAUSE DU MORCELLE- MENT	35

SECTION II

L'EGALITE EN NATURE, CAUSE DE L'EXODE RURAL	41
---	----

SECTION III

ATTENUATIONS ET DEROGATIONS APPORTEES PAR LA JURISPRUDENCE ET CERTAINES LOIS MO- DERNES AU PRINCIPE DE L'EGALITE EN NA- TURE	47
§ I. <i>Atténuations et dérogations apportées par la Ju- risprudence au principe de l'égalité en nature..</i>	47
§ II. <i>Dérogations apportées par certaines lois mo- dernes au principe de l'égalité en nature</i>	49

CHAPITRE II

Le principe de l'égalité en valeur.....	53
--	-----------

SECTION I

EXISTENCE DU PRINCIPE DANS LE DECRET-LOI DU 17 JUIN 1938	54
---	----

SECTION II

PORTEE DU PRINCIPE	57
§ I. <i>Sa portée</i>	57
I. — Obligation d'éviter le morcellement.....	58
II. — Parité des lots en valeur.....	60
§ II. <i>Conséquences du principe.....</i>	61
I. — Le partage égal en nature, après le décret-loi du 17 Juin 1938.....	62
II. — Conséquences du principe sur la licitation....	64
III. — Conséquences du principe sur le tirage au sort des lots.....	67

	Pages
<i>SECTION III</i>	
CRITIQUE DU PRINCIPE	72
§ I. <i>Avantages de la réforme</i>	72
§ II. <i>Critiques de la réforme</i>	74
I. — Le problème de la soulte.....	74
II. — Le tirage au sort des lots	77
III. — Pouvoirs accordés au Tribunal	78

<i>TITRE II</i>	
DE LA TRANSMISSION INTEGRALE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES	81

<i>SOUS-TITRE I</i>	
L'ATTRIBUTION INTEGRALE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE	84

<i>CHAPITRE I</i>	
Objet commun de l'attribution intégrale et du maintien de l'indivision.....	85

<i>SECTION UNIQUE</i>	
L'EXPLOITATION AGRICOLE	87
§ I. <i>Eléments et définition de l'exploitation agricole</i>	87
I. — C'est un ensemble immobilier.....	88
II. — C'est une exploitation immobilière	89
III. — C'est une exploitation agricole.....	91
IV. — C'est une exploitation unique	92
§ II. <i>Critérium de l'exploitation agricole ; sa valeur</i>	95

<i>CHAPITRE II</i>	
Régime juridique spécial du maintien de l'indivision et de l'attribution intégrale..	100

	Pages
<i>SECTION I</i>	
LE MAINTIEN DE L'INDIVISION	101
§ I. <i>Conditions du maintien de l'indivision</i>	102
I. — Conditions relatives aux personnes.....	102
II. — Conditions relatives à la durée du sursis de l'indivision	109
§ II. <i>Effets</i>	111
I. — Pouvoirs du Tribunal	111
II. — L'indivision. - Son organisation	113
<i>SECTION II</i>	
L'ATTRIBUTION INTEGRALE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE	116
§ I. <i>Mesures civiles</i>	116
I. — Conditions de l'attribution	117
1° Avoir la qualité de co-propriétaire.....	117
2° Habiter l'exploitation lors de l'ouverture de la suc- cession	118
3° Participer effectivement à l'exploitation	119
II. — Exercice de l'attribution intégrale	121
A. — Pouvoirs du Tribunal	121
B. — Soulte	123
§ II. <i>Mesures fiscales</i>	128
I. — Avantage accordé	129
II. — Sanction conditionnelle	131
<i>SOUS-TITRE II</i>	
TRANSMISSION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE PAR DONATION OU TESTAMENT	136
<i>CHAPITRE UNIQUE</i>	
La réduction des l'béralités.....	138

	Pages
<i>SECTION I</i>	
CONDITIONS D'APPLICATION	140
§ I. <i>Conditions quant aux personnes</i>	140
§ II. <i>Conditions quant aux biens</i>	141
I. — L'immeuble ou l'exploitation agricole	141
II. — Le mobilier ayant servi au ménage commun des époux	143
§ III. <i>Conditions quant aux libéralités</i>	144
<i>SECTION II</i>	
EFFETS DE LA REDUCTION	147
I. <i>La faculté de conservation de la libéralité</i>	147
I. — Conditions de cette faculté	147
II. — Effets de cette faculté	148
§ II. <i>Droits et obligations engendrés par la faculté de conservation</i>	151
I. — Droits	151
A. — Exercice d'une option	151
B. — Délais	152
C. — Les avantages résultant des délais ne consti- tuent pas une libéralité supplémentaire	152
II. — Obligations	154
A. — Obligation de payer une soulte	154
B. — Payer cette soulte dans les délais prévus	155
C. — Conserver sa libéralité	155
CONCLUSION	157
BIBLIOGRAPHIE	163

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 15 AVRIL 1941

SUR LES PRESSES

DE L'IMPRIMERIE BARBAROUX

6, RUE THIERS, 6

SAINT-LO (MANCHE)

